



**PETITES VILLES  
EUROPÉENNES  
AU BAS MOYEN ÂGE:  
Perspectives de recherche**

**Adelaide Millán da Costa**  
éditeur



(Cette page a été laissée intentionnellement blanche)

PETITES VILLES EUROPÉENNES  
AU BAS MOYEN ÂGE:  
PERSPECTIVES DE RECHERCHE

(Cette page a été laissée intentionnellement blanche)

PETITES VILLES EUROPÉENNES  
AU BAS MOYEN ÂGE:  
PERSPECTIVES DE RECHERCHE

ADELAIDE MILLÁN DA COSTA  
*Éditeur*

IEM – Instituto de Estudos Medievais

Lisboa

2013

## Comité scientifique

Jean Luc Fray, Université Blaise Pascal / Clermont-Ferrand II

J. Á. Solorzáno Telechea, Universidad de Cantabria

Denis Menjot, Université de Lyon II

Michel Bochaca, Université de La Roche

Beatriz Arízaga Bolumburu, Universidad de Cantabria

Les textes de ce livre ont été soumis à un processus de double arbitrage scientifique sous formes d'anonymat.

Ce livre été subventionné par la Fundação para a Ciência e a Tecnologia

L' Instituto de Estudos Medievais de la Faculdade de Ciências Sociais e Humanas – Universidade Nova de Lisboa est subventionné par la Fundação para a Ciência e Tecnologia.

Titre **Petites villes européennes au bas Moyen Âge. Perspectives de recherche**

Éditeur Adelaide Millán da Costa

Édition IEM – Instituto de Estudos Medievais

Reference de l'image Reguengos de Monsaraz, Portugal. © Nmmacedo / Wikimedia Commons

Collection Estudos 11

ISBN 978-989-98749-0-9

Layout IEM – Instituto de Estudos Medievais, basée sur la conception de Ana Pacheco

# Table des matières

<b>Avant-propos</b> .....	7
<i>Adelaide Millán da Costa</i>	
<b>Grandes, moyennes et petites villes du royaume de Castille à la fin du Moyen Âge. Intégration ou concurrence</b> .....	9
<i>María Asenjo González</i>	
<b>Petite ville est devenue bien grande. Le cas de Billom en Auvergne au bas Moyen Âge</b> .....	31
<i>Thomas Areal</i>	
<b>Chantiers ecclésiastiques et ambitions urbaines dans les villes neuves et dans les « quasi città » de la région subalpine occidentale (XIIIème-XVIème siècles)</b> .....	51
<i>Andrea Longhi</i>	
<b>Towards a definition of late medieval urban phenomenon: the case of Asturias</b> ....	77
<i>María Álvarez Fernández, Álvaro Solano Fernández-Sordo</i>	
<b>Small towns in the medieval urban development of the Basque Country</b> .....	99
<i>Sergio Martínez</i>	
<b>Le réseau urbain de la Serra de S. Mamede (XIIIème-XVème siècles)</b> .....	113
<i>Ana Santos Leitão</i>	
<b>Small towns belonging to the medieval queens of Portugal: distinctiveness, taxation, jurisdiction</b> .....	125
<i>Manuela Santos Silva</i>	
<b>Social Identities in the Small Towns of Southern Italy between the Medieval and Early Modern Period: Historiography and New Approaches. Presentation of a project</b> .....	137
<i>Bianca de Divitiis</i>	
<b>Quand les médiévistes arrivent aux petites villes</b> .....	145
<i>Adelaide Millán da Costa</i>	

(Cette page a été laissée intentionnellement blanche)

## Avant-propos

Si la dimension urbaine de quelques grandes agglomérations médiévales est incontestable, celle d'autres villes, de moindre taille, relève du domaine du probable. Toutefois, ce constat n'a été que très rarement érigé au rang de problématique historiographique. Les monographies sur les villes et les synthèses sur le fait urbain au Moyen Âge se multiplient, de sorte que l'application de la taxonomie devient courante : grandes, moyennes ou petites villes. Mais lorsqu'on se demande à quoi elle correspond dans l'historiographie de chaque pays, force est d'admettre que nous entrons alors dans un champ conceptuel incertain qui rend de surcroît difficile toute comparaison à une échelle supérieure.

Nous croyons que le temps est venu de proposer une réflexion conjointe entre médiévistes de différentes aires géographiques, dans le but de définir les divers critères d'intégration des petites localités dans l'univers des villes. Et la grande question doit clairement être énoncée : quelles sont les conditions minimales nécessaires pour qu'une communauté territoriale organisée puisse être considérée comme faisant partie du monde urbain ? Cette démarche servira de préalable à la mise en œuvre de méthodes comparatives à l'échelle européenne.

La réponse n'est pas donnée par ce livre. Il n'est que le résultat des parcours historiographiques vers les petites villes suivis par quelques auteurs de l'Europe du sud – notamment Espagne, France, Italie et Portugal – qui sont partis de différents points d'approche.

Ce livre est aussi le premier produit exploratoire de la collaboration établie entre l'Instituto de Estudos Medievais de la FCSH/Nova et l'Universidade Aberta pour mettre les petites villes (au Moyen Âge et au XXI<sup>ème</sup> siècle) à l'ordre du jour.

*Adelaide Millán da Costa*

(Cette page a été laissée intentionnellement blanche)

# Grandes, moyennes et petites villes du royaume de Castille a la fin du Moyen Âge. Intégration ou concurrence<sup>1</sup>

*María Asenjo González*  
*Universidad Complutense de Madrid*

## **Resumé**

L'« urbanisation » est un phénomène associé à l'influence des villes et au comportement urbain dans le territoire et à l'égard des autres villes. L'étude des relations et du processus de hiérarchisation urbaine (sous forme de domination, complémentarité, rivalité, alliances...) entre grandes villes castillanes d'un côté, et moyennes et petites villes, de l'autre, à la fin du XVème et au début du XVIème siècles, est une question peu connue. À travers cette étude on essaye d'approfondir différents aspects du passé des villes pour analyser la hiérarchisation et pour mieux connaître les fonctions urbaines exercées au sein du territoire. À ce propos, l'analyse du fonctionnement des foires et marchés est un bon indicateur des relations entre villes qui permet d'entrevoir la concurrence. La collaboration entre villes de différentes tailles est prouvée par les cas de parfaite adaptation des intérêts en termes de questions économiques, institutionnelles et politiques.

## **Mots-clés**

Villes ; agglomérations urbaines ; Castille ; Espagne ; Moyen Âge ; réseaux ; urbanisation ; foires ; commerce ; artisanat.

---

<sup>1</sup> Travail réalisé dans le cadre des projets financés par le Ministerio de Ciencia y Tecnología d'Espagne (Réf. HAR2010-15422 et HAR2010-16762).

## Abstract

«Urbanization» is known as the city's influence over the territory, sometimes in competition with others cities. There is a lack of studies on the urban rivalries and the organization into an urban hierarchical process in Castile (as domination, association, rivalry, alliance...) between cities, towns and small towns at the end of the 15th and the beginning of the 16th century. In this paper we will study cities in the past to know how works the hierarchical process and the urban impact over the territory. The study of fairs, markets and handicrafts shows the competition between towns and proves other economic rivalries. As well it is tested the urban collaboration between cities with different sizes in some economic, institutional and political questions.

## Keywords

Cities, towns, Castile, Spain, Middle Ages, urban networks, urbanization, fairs, trade, handicrafts.

À différentes époques historiques, nous observons que le concept d'urbanité évolue au fur et à mesure que changent les sociétés urbaines. Ce phénomène devient encore plus tangible dans les périodes épigonales du Moyen Âge qui représentent le dépassement de la crise du bas Moyen Âge et au cours desquelles émergent déjà les prémices du monde moderne, qui ont apporté, par la suite, de nouveaux défis aux villes de l'Occident européen. Certes, la réactivation de la vie dans les premières villes médiévales est associée au fait que s'y sont développées de nouvelles fonctions qui n'étaient pas nécessairement celles qui avaient caractérisé les villes du monde classique : ainsi en était-il de l'activité mercantile, qui concentrait des marchands d'origines diverses au sein des villes, ou encore du statut juridique particulier des libertés dont jouissaient leurs habitants, à une époque de dépendances et de privations, durant laquelle la population rurale vivait plus attachée au sol, sujette aux devoirs et aux travaux serviles qui la poursuivaient jusqu'à la mort et qui se transmettaient de père en fils. Il est vrai, cependant, que la liberté urbaine était associée à la mobilité sans entraves, la possibilité de changer de métier et de pratiquer différentes activités commerciales, sans nul besoin d'autorisation seigneuriale et à l'abri de la juridiction. Les garanties impliquaient une capacité d'action qui s'inscrivait dans l'aspiration politique de ces villes, qui maintenaient leur organisation communale pour résoudre les affaires internes, collecter les impôts et administrer la justice. L'exercice de ces activités était généralement obtenu par concession royale ou seigneuriale, par le biais d'une lettre de privilège adressée aux habitants de la ville.

Le territoire qui nous intéresse est le royaume de Castille au XV<sup>ème</sup> siècle, un pays de la Couronne de Castille, entouré par les royaumes de Léon, Aragon et Tolède, qui comptait de grandes villes telles que Burgos, Valladolid, Ségovie et Soria, et aussi un important nombre de moyennes et petites villes. Ces villes étaient organisées politiquement en *concejos*, dotés d'indépendance de gestion politique et de représentation, ou bien elles étaient sous la dépendance des seigneurs juridictionnels nobles ou même urbains (puisqu'il y avait aussi des villes moyennes et petites sous la dépendance de grandes villes)<sup>2</sup>.

Du point de vue historiographique, la plupart des études sur les petites et moyennes villes castillanes sont des travaux monographiques d'histoire locale, soigneusement construits pour préserver la mémoire des événements et faits historiques les plus importants et glorieux ou bien des histoires narratives et institutionnelles<sup>3</sup>. D'autres études, sur l'histoire politique des lignages nobiliaires ont apporté d'autres aspects de grand intérêt sur les grandes villes où ils vivaient. Mais on peut dire qu'il manque l'analyse de la relation entre grands villes d'un côté et moyennes et petites villes de l'autre, thématique qui n'a été étudiée que ponctuellement. Il faudrait aussi approfondir les différents aspects du passé et préciser des critères de classement des villes pour analyser la hiérarchisation et pour mieux connaître les fonctions urbaines exercées au sein du territoire.

## Description des villes castillanes

La société urbaine en Castille, au milieu du XV<sup>ème</sup> siècle, faisait preuve d'une grande vitalité et d'un dynamisme qui étaient liés à un processus de croissance économique destiné à devenir encore plus évident sous le règne des Rois Catholiques. Au début du XVI<sup>ème</sup> siècle, l'Espagne était certainement une des régions les plus urbanisées d'Europe, après l'Italie et les Pays-Bas. La Couronne de Castille mérite sans difficulté cette évaluation urbaine à la fin du XV<sup>ème</sup> siècle<sup>4</sup> quand l'influence des villes et des sociétés urbaines ne se limitait pas à la seule enceinte urbaine et à sa périphérie mais s'étendait également au monde rural environnant. En effet, il ne faut pas oublier que nombre de ces villes demeuraient rattachées au monde agraire pour diverses raisons. Ainsi, depuis l'origine, la plupart des villes avaient

<sup>2</sup> M. ASENJO GONZÁLEZ et J. M. MONSALVO ANTÓN, « Las villas nuevas medievales de Castilla y León en la Extremadura castellana », *Boletín Arkeolan*, 14 (2006), p. 227-53.

<sup>3</sup> Un des études : B. VALENCIA CASTAÑEDA, *Crónicas de antaño de la muy noble ciudad de Medina de Rioseco*, Valladolid, 1915. A. SACRISTÁN Y ROMERO, *Municipalidades de Castilla y León. Estudio Histórico-Crítico*, Madrid, Inst. de Estudios de la Adm. Local, 1981

<sup>4</sup> J. DE VRIES, *La urbanización de Europa 1500-1800*. Barcelona, Crítica, 1987, p. 60.

un cadre juridictionnel nommé *tierra*, *alfoz* ou encore *término* qui comprenait des terrains dédiés aux activités agricoles ou forestières avec des villages et agglomérations rurales repartis au sein de la démarcation (*tierra*, *alfoz*). Il existait même des vergers et d'autres espaces de maraîchage à l'intérieur des villes. L'activité agricole était rattachée à l'approvisionnement du marché urbain ; de plus, sur les terres environnantes se trouvaient les bases économiques de la richesse et du pouvoir des oligarchies urbaines et de la plupart des habitants de la ville. La possession de terres viticoles était particulièrement remarquable à cet égard car elle attirait les investissements de l'oligarchie urbaine dans la mesure où la législation urbaine obligeait à consommer le vin de production locale avant d'en importer. On comprend son intérêt en tant que source d'importants bénéfices grâce à la commercialisation de cette production sur le marché urbain et aux mesures protectionnistes qui régissaient la vente du vin<sup>5</sup>.

Le territoire des villes pouvait dater de leur formation institutionnelle, ainsi pour Segovia, Soria, Ágreda et d'autres *concejos*, mais la ville pouvait aussi l'acquérir par achat ou donation, ce que firent Burgos ou Valladolid. Valladolid avait ainsi reçu en 1255 du roi Alfonse X les *villas* de Tudela de Duero, Cabezón, Simancas y Peñaflor. En comptant les donations royales, Valladolid avait construit, entre 1155 et 1255, un territoire ou *alfoz* qui incorporait les *villas* de Peñaflor<sup>6</sup>, Villanubla, Ciguñuela, Geria, Simancas et une grande part des Montes Toronzos, vers l'ouest. À l'est, il y avait la *villa* de Renedo qui dominait la rivière et la vallée de l'Esgueva et la voie vers Roa et, stratégiquement, contrôlait les chemins dans le sens nord-sud. La ville de Valladolid avait aussi le contrôle des forteresses les plus proches telles que Simancas et Cabezón mais elle perdit la *villa* de Cabezon en 1467, quand le roi Henry IV la donna à Pero Niño, tandis que la forteresse et ville de Simancas était donnée à la famille Enriquez, les Amiraux de Castille<sup>7</sup>.

Du point de vue politique, les villes en Castille étaient gouvernées par un Conseil de *regidores*, nommés par la ville et ratifiés par le roi, et jouissaient de capacité juridictionnelle, législative et exécutive sur les habitants de la ville (*vecinos*) et de son territoire. À ces institutions s'était ajouté le *corregidor* (surveillant) d'ailleurs nommé par le roi. Leur présence était généralisée dans presque toutes les villes à la

<sup>5</sup> M. ASENJO GONZÁLEZ, « El comercio. Actividad económica y dinámica social en las plazas y mercados de Castilla. Siglos XIII-XV » dans *Plazas y mercados medievales. 8ª Jornadas del CEMYR. Universidad de La Laguna (Tenerife) 9-11 de mayo 2001, Tenerife, 2002*, p. 97-134.

<sup>6</sup> A. RUCQUOI, *Valladolid en la Edad Media. I : Génesis de un poder. II : El mundo abreviado*. Valladolid, Junta de Castilla y León, 1987, p. 98

<sup>7</sup> Archivo General de Simancas / Registro General del Sello, (En avant, A.G.S./R.G.S.), Córdoba 12 de Mayo de 1489, f° 49 : *Requerimiento con emplazamiento, a petición de la villa de Valladolid, contra doña María de Velasco, mujer del almirante y contra sus hijos : don Bernaldino, don Enrique y don Fernando para que le entregue la villa y fortaleza de Simancas que, perteneciendo a su jurisdicción, retienen injustamente desde hace unos veinte o veinticuatro años.*

fin du XV<sup>ème</sup> siècle. Toutes les villes de *realengo*, assujetties à la juridiction royale, participaient aussi aux *Cortes*, la grande assemblée législative du royaume.

### La formation des réseaux urbains

L'un des sujets de ce travail est l'étude de l'« urbanisation » comme phénomène associé à l'influence des villes et au comportement urbain dans le territoire et à l'égard des autres villes. Il s'agit aussi de poser la problématique de la connaissance d'un réseau urbain au Moyen Âge, c'est-à-dire, d'entrevoir la relation intense entre villes, petites villes et bourgades de moyenne importance pour connaître et penser la ville à la fin du XV<sup>ème</sup> et au début du XVI<sup>ème</sup> siècle<sup>8</sup>. Dans ce cas, on s'intéresse à la ville centrale et aux réseaux urbains, tels qu'ils ont été exprimés depuis les premières décennies du XX<sup>ème</sup> siècle : on pense que la grande ville a besoin de l'apport des moyennes et petites villes pour distribuer biens et services provenant du milieu rural. On remarque ici la coordination du centre et de la région<sup>9</sup>. L'autre orientation d'étude possible consiste à étudier l'« urbanisation » comme système des réseaux urbains, décrit par P. M. Hohenberg et appliqué par l'historiographie anglaise, qui centre l'attention sur le commerce et la mobilité de la richesse<sup>10</sup>. Dans ce cas, la ville dépend des affaires d'autrui et non de son environnement.

Mais c'est J. de Vries qui a remarqué que l'urbanisation, dans l'Europe moderne, était basée sur trois aspects :

- a) L'urbanisation démographique et le déplacement de population du milieu rural vers le milieu urbain.
- b) L'urbanisation structurelle ou concentration d'activités productives sur quelques emplacements centraux.
- c) L'urbanisation culturelle ou processus de transformation des mentalités rurales au profit de l'influence urbaine<sup>11</sup>.

<sup>8</sup> Voir L. BUCHHOLZER-REMY, *Une ville en ses réseaux : Nuremberg à la fin Moyen Âge*. Paris, Belin, 2006. D'importants suggestions dans F. BRECHON, « Le réseau urbain en Cévennes et Vivarais » dans *La ville au Moyen Âge [Actes du 120<sup>e</sup> Congrès national des sociétés historiques et scientifiques, Section d'histoire médiévale et philologie, Aix-en-Provence, 23-29 octobre 1995]*. Bd. 1 : *Ville et espace*, N. COULET et O. GUYOTJEANNIN (éd.), Paris, Éditions du CTHS, 1998, p. 265-277. Voir aussi : B. CHEVALIER, « Pays et provinces dans la France monarchique (XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle) » dans *Écriture de l'espace social: mélanges d'histoire médiévale offerts à Monique Bourin*, L. FELLER (éd.), Paris, Publications de la Sorbonne, 2010, p. 65-81.

<sup>9</sup> J. DE VRIES, *La urbanización de Europa...* *op. cit.* Voir aussi : B. CHEVALIER, « Pays et provinces dans la France monarchique (XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle) » ... *op. cit.*

<sup>10</sup> P. M. HOHENBERG et L. LEES, *La formation de l'Europe urbaine (1000-1950)*, Paris, P.U.F., 1992.

<sup>11</sup> J. DE VRIES, *La urbanización de Europa...* *op. cit.*, p. 637.

Les géographes préfèrent parler du « système urbain » pour décrire l'interdépendance de quelques villes qui présentent des relations économiques différenciées mais connectées à un point tel que l'altération d'un indicateur socio-économique peut altérer la balance de toutes. Cette théorie suppose que le système urbain n'est qu'une agrégation des villes.

Mais les processus de régionalisation sont d'un grand intérêt historiographique parce qu'ils permettent d'éprouver l'intégration d'espaces en aires de commerce qui ne correspondent pas nécessairement à la démarcation juridictionnelle du territoire que contrôle la ville. En conséquence, la « région » est définie par l'activité et les résultats de l'activité économique et par l'ampleur et la qualité des échanges<sup>12</sup>. La démarcation de la région marque certainement la capacité de dynamisation de la ville sur le territoire qui l'entoure et les conséquences en termes de satellisation des moyennes et petites villes pour construire un réseau.

En tout cas, il faut admettre que la région joue un rôle important dans la spécialisation de la ville et, pour étudier le système urbain, il faudrait analyser les courants des biens, services et personnes qui délimitaient la région. L'analyse montre que l'Europe à la fin du Moyen Âge regroupait des centaines des régions et microrégions qui ont changé au fil du temps. Ces études montrent aussi l'importance des moyens et petites villes dans l'urbanisation alors que leur rôle n'était pas encore reconnu<sup>13</sup>. Les moyennes et petites villes et la spécialisation de leurs activités économiques sont des questions importantes depuis la fin du XV<sup>e</sup> siècle. Ces villes, avec leurs populations croissantes, devenaient les vrais protagonistes du processus d'urbanisation, ainsi que l'avait remarqué Peter Clark<sup>14</sup>. La répartition des villes nous renvoie à un modèle de centralité avec des localités relais pour les villes plus importants ainsi que l'on décrit Walter Christaller et Charles Higoutnet<sup>15</sup>.

<sup>12</sup> *Ibid.* p. 637. Il serait plus facile d'approfondir la connaissance de ce phénomène si l'on pouvait connaître le fonctionnement de l'espace du marché urbain sur le territoire et l'apport des gens qui venaient du monde rural pour travailler et vivre à la ville.

<sup>13</sup> A. ALVAR EZQUERRA, « Propuestas y resultados historiográficos sobre el mundo urbano europeo hacia 1500 » dans *El Tratado de Tordesillas y su época. Congreso Internacional de Historia (1994. Setúbal, Salamanca, Tordesillas, 1994)*, Madrid, Sociedad V Centenario del Tratado de Tordesillas, 1995, p. 371-380.

<sup>14</sup> P. CLARK, « Introduction » dans *Small Towns in Early Modern Europe*, P. CLARK (éd.), Cambridge, Cambridge Univ. Press, 1995, p. 1-21. P. CLARK (éd.), *Towns and networks in early modern Europe*, Leicester, 1990. P. CLARK et B. LEPETIT (éds), *Capital cities and their hinterlands in early modern Europe*, Aldershot (Gb); Brookfield (Vt.), Scolar press, 1996.

<sup>15</sup> W. CHIRISTALLER, *Le località centrali della Germania meridionale : Un indagine economico-geografica sulla regolarità della distribuzione e delle sviluppo degli insediamenti con funzioni urbane.* (Darmstadt, 1933) Milano, Franco Angeli, 1980; Ch. HIGOUNET, « "Centralité", petites villes et bastides dans l'Aquitaine Médiévale » dans *Les petites villes du Moyen Age à nos jours*, P. LOUPES et J. P. POUSSOU (éds.), Paris, C.N.R.S., 1987, p. 41-48.

## La population urbaine dans le territoire

A la fin du Moyen Âge, les tendances démographiques s'étaient inversées par une nette augmentation de la population, tant à la campagne qu'à la ville ; ainsi se revitalisaient de nombreux noyaux de population de taille moyenne, capables de jouer un rôle clé dans le développement économique et social du royaume tout en consolidant le réseau urbain de la Castille. Bien que l'on sache que les populations urbaines ne représentaient guère plus de 20% des habitants du royaume en 1492, elles étaient très actives et demeuraient les éléments les plus dynamiques de la société castillane<sup>16</sup>.

La question du niveau de population et les compétences institutionnelles marquaient la différence entre grandes, moyennes et petites villes. Mais quelques grandes villes comme Ségovie (15.000), Burgos (10.000) et Soria (6.000) étaient proches de villes moyennes comme Medina del Campo (20.000), Medina de Rioseco et Villalón. De même, certaines agglomérations rurales, subordonnées au domaine urbain de Ségovie, comme Villacastín et El Espinar, comptaient autour de 5.000 habitants à la fin du XV<sup>e</sup> siècle. La grande ville de la région était Valladolid (32.000 habitants) – la plus grande ville du royaume de Castille et la deuxième de la Couronne, après Séville et en concurrence avec Tolède – qui marquait sa position dominante dans la région par quelques aspects économiques, sociaux et culturels<sup>17</sup>.

Le nombre d'habitants n'était pas, on le sait, la raison fondamentale de la différence urbaine entre grandes et petites villes. Elles se distinguaient par d'autres aspects, tels que la capacité politique, économique, sociale et culturelle de la ville. Pour nommer les villes, on utilisait indistinctement *villa* ou *ciudad* parce que la dénomination ne changeait pas pour s'adapter aux dimensions urbaines et on continuait de désigner par *villa* (normalement associée à la moyenne / petite ville) Valladolid ou Madrid, tandis que pour d'autres, qui n'étaient pas d'un niveau urbain d'importance, comme la ville de Toro, en royaume de León, étaient désignées par *ciudad* (grande ville). La *villa* était connotée par le statut juridique qui lui permettait d'avoir la capacité de justice et il faut être également attentif à la promotion de grandes et riches agglomérations rurales qui, à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, parvenaient à obtenir la catégorie juridique et politique de *villas* (moyennes / petites villes), avec la capacité d'administrer la justice dans les causes au-dessus de 500 *maravedís*, de nommer les juges (*alcaldes*) et d'avoir un petit *concejo* pour exercer quelques compétences de gouvernement sur leur district territorial.

<sup>16</sup> P. IRADIEL MURUGARREN, « Ciudades, comercio y economía artesana » dans *La historia medieval en España. Un balance historiográfico (1968-1998)*, Pamplona, Gobierno de Navarra, 1999, p. 618.

<sup>17</sup> M. ASENJO GONZÁLEZ, « Demografía. El factor humano en las ciudades castellanas y portuguesas a fines de la Edad Media » dans *Las sociedades urbanas en la España Medieval. XXIX Semana de Estudios Medievales. Estella 15-19 julio 2002*, Pamplona, Gobierno de Navarra, 2003, p. 97-101.

Les grandes villes attiraient la population mais la croissance était mesurée et réduite parce que les lois urbaines ne permettaient pas facilement de devenir citoyen. En tout cas, on sait qu'au début du XVI<sup>ème</sup> siècle, il y avait une population immigrante à Valladolid, formée des jeunes hommes et jeunes filles qui arrivaient en ville pour y travailler surtout comme valets ou servantes des familles urbaines ou dans quelques métiers artisanaux. Les *ordenanzas* – lois urbaines – de Valladolid de 1549 organisaient cette population de jeunes immigrants avec la figure institutionnelle du « père des jeunes » (*Padre de los mozos*) qui était chargée d'organiser l'installation et l'insertion sociale dans le travail des jeunes de deux sexes arrivés en ville<sup>18</sup>. Il faut noter que l'expérience de vivre et travailler à la grande ville était l'une des voies d'influence utilisée par la grande ville pour urbaniser le territoire proche parce que les jeunes gens qui avaient eu l'occasion d'y habiter, d'y travailler et d'y apprendre retournaient ensuite dans leurs petites villes et agglomérations rurales avec l'expérience et les contacts urbains. De retour dans leurs villages, ils pouvaient en transformer l'environnement par une sorte d'acculturation du milieu rural sous l'influence urbaine. Comme la plupart des jeunes immigrants venaient des villages et petites villes des alentours, c'est sur l'encadrement régional autour de la grande ville que se projetait la culture urbaine.

## L'intégration institutionnelle

L'existence de réseaux urbains en Castille est une question à valoriser afin de connaître les différents statuts des grandes et petites villes, avec une structure hiérarchisée du point de vue institutionnel. L'accès des villes à l'assemblée politique des *Cortes* offrait l'occasion de leur rassemblement au sein d'une représentation. Le nombre de villes présentes aux *Cortes* avait été réduit de plus d'une centaine à la fin du XIV<sup>ème</sup> siècle à dix-sept villes, grandes et moyennes, depuis 1420. Ce nombre sera porté à dix-huit par l'incorporation de la ville de Grenade après sa conquête en 1492. Non seulement les grandes villes comme Séville, Valladolid et Tolède jouissaient de la capacité de représentation aux *Cortes*, mais aussi des villes moyennes comme Madrid, Cuenca ou Toro.

---

<sup>18</sup> F. PINO REBOLLEDO, *Ordenanzas de la ciudad de Valladolid, 1549-1818*, Valladolid, Ámbito, 1988 y Biblioteca Miguel de Cervantes : « *Primeramente ordenamos y mandamos, que ninguna persona que venga a esta villa, así para servir de escudero, como de page, o mozo de espuelas, o despensero, o mozos de caballos, o acemileros, o de cualquier otro servicio, sea osado de estar en esta villa un día natural sin irse a mostrar al Padre de los mozos, para que le asiente en su libro, y con diligencia le busque amo a quien sirva, so pena que si no lo hiciere, sea desterrado de esta villa y su tierra; y si porfiare a estar en ella sin hacer esta diligencia pasado tercero día, si fuere tomado en ello, le sean dados cien azotes públicamente* ».

Par ailleurs, sous certains aspects institutionnels, on constate que les moyennes ou petites villes se comportaient comme des grandes villes. La différence, au XV<sup>ème</sup> siècle, était marquée par le fait que les grands villes avaient aussi des responsabilités en matière de fiscalité et d'organisation militaire – garantissant l'ordre public (*Hermandad General* depuis 1476) –, bref de gouvernance, au service du roi, d'un territoire plus grand que leur district juridictionnel ; dans ce territoire se trouvaient de moyennes et petites villes, les plus proches, que les villes principales contrôlaient en tant qu'agents du pouvoir monarchique et aussi comme représentants aux *Cortes*<sup>19</sup>. De même, leurs procureurs qui les représentaient aux *Cortes* avaient la possibilité de résider à la Cour, près du roi, en le conseillant<sup>20</sup>. À côté de ces villes importantes ou plus modestes se développe une troisième catégorie de localités, avec une activité de commerce local qui s'organise autour d'une petite foire ou d'un simple marché et rayonnant sur quelques kilomètres.

Tout cela liait les réseaux urbains avec des critères institutionnels d'intégration des petits centres dans le *dominium* des grandes villes et pouvait faciliter aussi la prédominance sur tout un district pour gérer d'autres aspects d'intérêt économique, social et culturel au service de la monarchie<sup>21</sup>. Des dix-sept villes qui avaient le droit d'assistance et de représentation aux *Cortes*, trois nous intéressent particulièrement : Segovia, Soria et Valladolid.

La place occupée par les moyennes et petites villes castillanes avait changé aussi parce que la plupart d'entre elles étaient tombées sous domination seigneuriale depuis l'arrivée de la dynastie des Trastamares en 1369. Bien que, dans la région qui nous intéresse, prédominât la juridiction royale (*realengo*), au cours du XV<sup>ème</sup> siècle, la plupart des moyennes villes, les plus riches et les plus grandes, passèrent dans les domaines de la noblesse. Dans le territoire, le progrès de la juridiction seigneuriale était favorisé par la monarchie qui faisait grâce de la juridiction des villes du *realengo* et de leurs territoires avec les revenus et possibilités économiques et sociales qu'elles offraient. Cette politique de la dynastie Trastamare s'opposait à la traditionnelle politique de sauvegarde de la juridiction royale – *realengo* – observée par les rois précédents<sup>22</sup>.

Cependant, il n'y a pas encore de réflexion suffisante sur la progression de la seigneurie nobiliaire, traditionnellement entendue comme imposition de la domi-

<sup>19</sup> P. CLARK (éd.), *Towns and networks ... op. cit.* P. CLARK et B. LEPETIT (éds.), *Capital cities... op. cit.*, p. 1-25.

<sup>20</sup> J. CARRETERO ZAMORA, *Cortes, monarquía, ciudades. Las Cortes de Castilla a comienzos de la época moderna (1475-1515)*, Madrid, siglo XXI, 1988.

<sup>21</sup> Sur cette question, voir : M. ASENJO GONZÁLEZ (éd.), *Villas y ciudades a finales de la edad media. El potencial urbano en el Reino de Castilla*, Madrid, Silex, 2014, (Sous presse).

<sup>22</sup> C. ESTEPA DIEZ, « El realengo y el señorío jurisdiccional concejil en Castilla y León (Siglos XII-XV) » dans *Concejos y ciudades en la Edad Media hispánica*, León, Fundación Sánchez Albornoz, 1990, p. 467-506.

nation féodale sur des populations jusqu'alors libres, parce que la résistance des moyennes et petites villes au cours du XIV<sup>e</sup> siècle ne fut pas aussi violente et marquée que ce put être le cas dans la deuxième moitié du XV<sup>e</sup> siècle. La progression seigneuriale pouvait être la conséquence de l'échec du modèle politique du gouvernement des villes soumises au sein du *realengo*, au moment difficile d'une période de croissance et de grandes disputes et rivalités entre les éléments sociaux émergents et les conseils municipaux. On comprend que, dans ce cas, l'instauration, sous la domination seigneuriale d'un pouvoir capable d'assurer un ordre nouveau dans les moyennes et petites villes pouvait être la solution aux conflits internes. Un des grands problèmes de la politique urbaine pouvait être l'instauration du *regimiento*, conseil réduit et fermé, associée aux modèles oligarchiques de société qui avaient provoqué une grande contestation au sein de la plupart des villes pendant le XIV<sup>e</sup> et le XV<sup>e</sup> siècles<sup>23</sup>.

La géographie ecclésiastique est chronologiquement l'un des premiers facteurs de développement urbain avec l'implantation des cités épiscopales. Il est intéressant de remarquer que l'organisation ecclésiastique reproduisait une hiérarchisation qui marquait la différence entre villes avec des sièges épiscopaux suffragants qui sont subordonnés aux sièges archiépiscopaux<sup>24</sup>. Mais l'existence de couvents et de monastères et la grande activité religieuse des grandes villes étaient suivies à distance par la dévotion des nobles, qui procédaient à la fondation de couvents franciscains et dominicains à l'intérieur des enceintes des villes dépendant d'eux mais aussi des villes de *realengo*, ou *extra muros*, ainsi à Medina de Rioseco, Villalón de Campos, Ayllón, Almazán, Medina del Campo et dans d'autres villes moyennes. Les habitants de petites villes de *realengo* faisaient aussi des fondations, comme à Sepúlveda. La fondation des confréries religieuses chargées de la dévotion et des legs testamentaires dans les moyennes et petites villes est documentée à la fin du XV<sup>e</sup> siècle.

La présence de couvents, monastères et confréries religieuses dans les villes faisait partie de leur condition urbaine et favorisait à l'occasion des pèlerinages, dévotions et fondations pieuses qui mettaient aussi les gens, avec leurs intérêts spirituels, en mouvement vers les moyennes et petites villes.

<sup>23</sup> J. M. MONSALVO ANTÓN, « La sociedad política en los concejos castellanos de la Meseta durante la época del regimiento medieval. La distribución social del poder » dans *Concejos y ciudades... op. cit.*, p. 358-413.

<sup>24</sup> D. MANSILLA, « Panorama histórico-geográfico de la Iglesia española en los siglos XV y XVI » dans *Historia de la Iglesia en España*, R. GARCIA-VILLOSLADA (dir.), Madrid, B.A.C., 1980, p. 3-21. Voir aussi G. CAVERO DOMINGUEZ, « Organización eclesiástica y religiosidad en el espacio extremeño hispanico, una valoración historiográfica (1960-2010) » dans *La historia peninsular en los espacios de frontera : las Extremaduras históricas y la Transierra, siglo XI-XV*, F. GARCIA FITZ et J. F. JIMÉNEZ ALCÁZAR (coord.), Cáceres, SEEM, 2012, p. 457-516.

## Les relations économiques

Enfin, les relations économiques nous montrent un aspect intéressant qui permet d'évaluer la concurrence des villes et leurs affinités entre elles et aussi une sorte de hiérarchisation et de complémentarité sous certains aspects. Ces relations économiques sont conditionnées par des critères et des lois spécifiques, comme l'offre et la demande du marché, mais parfois aussi l'intervention politique et ses priorités régulatrices. En tout cas, il faut tenir compte du fait que, à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, les petits villes ne sont pas exclusivement des centres d'activités agraires puisqu'une partie des habitants travaillaient comme artisans et commerçants, tant pour satisfaire la demande interne que pour produire pour le marché régional ou de longue distance. Ces villes comptaient aussi des foires et des marchés hebdomadaires pour commercialiser différents produits. Certes, la foire constitue un lieu d'échange privilégié au Moyen Âge, mais elle ne doit pas occulter le rôle des marchands et des artisans ayant une activité permanente à la ville.

Il faut dire que la croissance économique et artisanale du royaume de Castille ne dépendait pas tant des circuits du grand commerce que des encouragements de la demande locale et des politiques normatives. Bien que le commerce international fût bien présent dans la vie économique de la zone, son rôle était bien différent du comportement que l'on a supposé dans l'encadrement de « l'économie monde » et l'accumulation mercantile<sup>25</sup>. Ici, on peut constater l'existence d'un commerce continental qui, à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, avait des connexions solides et très vivifiantes pour l'économie en général<sup>26</sup>. Il faut noter qu'à la fin du Moyen Âge, dans cette région, la Castille, s'est produit une certaine spécialisation urbaine, surtout du point de vue économique. Le rôle différent des villes de la région était empreint d'une certaine complémentarité, parce que la ville de Ségovie était un pôle artisanal de draperie qui avait dynamisé un grand territoire autour de la production des draps, appliquant un système de production de type « verlagsystem » ou « domestic system ». Pour sa part, la ville de Valladolid était un des grands centres commerciaux et financiers de la Couronne qui, à la fin du Moyen Âge, ne dépendait pas des foires pour les échanges et les transactions. Et la ville de Soria avait une importante activité d'élevage et exportait aussi des produits dérivés tels que les laines et les cuirs. En tout cas, il faut constater qu'autour de Valladolid prenaient place d'importantes villes moyennes avec des foires privilégiées sous la forme d'une exemption fiscale : Medina del

<sup>25</sup> B. YUN CASALILLA, « Economic cycles and structural changes » dans *Handbook of European History 1400-1600. Late Middle Ages, Renaissance and Reformation*, T. A. BRADY, H. A. OBERMAN et J. D. TRACY (éds.), Leiden, E. J. Brill, 1994, p. 113-146.

<sup>26</sup> M. ASENJO GONZÁLEZ et D. IGUAL LUIS, « Mercaderes extranjeros en Valladolid. Una ciudad entre dos mares. 1475-1520 » dans *La Península Ibérica entre el Mediterráneo y el Atlántico. Siglos XIII-XV*, J. GONZALEZ JIMENEZ et I. MONTES ROMERO-CAMACHO (éds.), Sevilla-Cádiz, Dip. de Cádiz y Soc. Esp. de Estudios Medievales, 2006, p. 55-72.

Campo, Medina de Rioseco et Villalón de Campos. Ces villes entretenaient, à la fin du XV<sup>e</sup> et au début du XVI<sup>e</sup> siècles, une grande rivalité avec Valladolid pour la suprématie de leurs foires respectives.

Il est évident qu'étudier les relations économiques entre les grandes, les moyennes et les petites villes permettra d'évaluer plus clairement les options d'une hiérarchisation entre les pôles mercantiles, artisanaux et de production agricole et d'élevage. En général, les options économiques des moyennes et petites villes sont influencées par leur localisation au sein des réseaux de communications, par les possibilités d'être insérées dans les activités productives des grandes villes et par l'intégration dans les activités productives conformes aux intérêts des producteurs et des marchands. C'est le cas de l'utilisation, à Pedraza – un autre *concejo* sous la domination seigneuriale, proche de Segovia – d'une main-d'œuvre paysanne par les ateliers des marchands drapiers ségoviens. Une relation économique qui vient prouver la complémentarité du choix de la proximité de la ville de Ségovie, dans le même temps où le travail des artisans des petites villes commence à être fixé par l'application des ordonnances des métiers et l'exigence de qualité du produit<sup>27</sup>.

Un autre aspect à étudier est la relation entre grandes villes et villes moyennes en concurrence devant la cour royale pour les priorités de tenues des foires<sup>28</sup>. Mais, à cette époque, la tendance des marchés était la spécialisation, notamment dans les grandes villes, et cela redessinaient les réseaux commerciaux de la région parce que la relation des grandes villes avec les moyennes et petites villes allait changer au début des temps modernes<sup>29</sup>.

### **L'activité artisanale. La ville de Ségovie.**

L'activité artisanale de Ségovie est documentée depuis le XIII<sup>e</sup> siècle mais, à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, la ville était devenue un des grands centres de production drapière du royaume. La demande en draps de moyenne qualité soutenait une production croissante et la nécessité de faire évoluer la production drapière sur le mode de la

<sup>27</sup> M. ASENJO GONZÁLEZ, « El obraje de paños en Segovia tras las Ordenanzas de los Reyes Católicos » dans *La manufactura urbana i els menestrals (ss. XIII-XVI)*, Palma de Mallorca, 1991, p. 13-29.

<sup>28</sup> Une question étudiée par M. I. VAL VALDIVIESO, « Valladolid y las villas de su entorno en el tránsito de la edad media a la moderna » dans *Valladolid. Historia de una ciudad. Congreso Internacional*, T. I *La ciudad y el arte. Valladolid villa (época medieval)*, Valladolid, Ayuntamiento de Valladolid, 1999, p. 217-242. E. OLMOS HERGUEDAS, « Relaciones socio-económicas y políticas entre Valladolid y Cuéllar durante la Edad Media (siglos XI al XV) » dans *Valladolid. Historia de una ciudad... op. cit.*, p. 289-298.

<sup>29</sup> Sur cette questions voir : J. E. GELABERT GONZÁLEZ, « Cities, towns and small towns in Castile, 1500-1800 » dans *Small Towns... op. cit.*, p. 271-294.

division du travail. Celle-ci, stimulée par la demande commerciale, était le moteur de croissance de la production des draps<sup>30</sup>.

Des petites villes et villages autour de la ville de Ségovie, comme Pedraza, travaillaient dans quelques étapes du processus de production des draps comme salariés des producteurs-drapiers ségovien<sup>31</sup>. Leur travail était utilisé surtout dans les opérations les plus simples de la fabrication, qui n'avaient pas besoin de main-d'œuvre spécialisée. Cette forme de production artisanale, connue sous le nom de « verlagsystem » ou « domestic system », introduit des critères capitalistes dans la fabrication des draps, animée par la demande du marché et utilisant la main-d'œuvre rurale pour le travail artisanal.

Une des premières conséquences de cette production était la dynamisation des lieux inclus dans le territoire juridictionnel de la ville parce que les artisans qui assuraient certaines étapes de la fabrication des draps se montraient capables de les produire pour le marché : El Espinar, un village du territoire et sous la juridiction de Ségovie, dont l'élevage était l'activité prédominante et qui comptait une population importante (5.000 habitants), demandait à la ville la capacité économique et artisanale de fabriquer ses propres draps. En 1496, cette petite ville voulait fabriquer ses draps et les marquer de son propre sceau, différent du ségovien, en arguant que la ville voisine était confrontée à des problèmes de pénurie parce que l'exportation de laine était rendue difficile par la guerre avec la France. A cette fin, le *concejo* d'El Espinar voulait ordonner qu'aucun habitant (*vecino*) ne puisse travailler les draps des drapiers extérieurs et qu'ils soient obligés de travailler seulement les draps produits sur place. Cette exigence, comme la capacité productive d'El Espinar, était la conséquence de l'expérience technique acquise en travaillant comme artisans pour les marchands-drapiers ségoviens. On comptait donc sur le savoir-faire artisanal, le capital et la matière première qui permettaient de rivaliser avec la grande ville de Ségovie et de produire des draps<sup>32</sup>. La demande fut ultérieurement accompagnée,

<sup>30</sup> P. KRIEDTE, H. MEDICK et J. SCHLUMBOHM, *Industrialización antes de la industrialización*. Barcelona, Crítica, 1986, p. 19.

<sup>31</sup> M. ASENJO GONZÁLEZ, « El obraje de paños en Segovia ... » *op. cit.*, p. 13-29.

<sup>32</sup> AGS/RGS, LEG, 149608, 43/ 1496-08-02 Soria : « *Que el licenciado Rodrigo de León, provisor de Segovia, y Diego Ruiz de Montalvo, corregidor de esa ciudad, hagan información sobre la ordenanza que quiere hacer el concejo de El Espinar en defensa de la elaboración de sus paños ; y si sería conveniente para los vecinos de este lugar cultivar unas tierras baldías que estaban junto a la cañada, qué perjuicio recibirían los ganados al pasar por esa cañada o los que tendrían si las dos dehesas se reservasen para las bestias de silla, albarda o para los bueyes de labor : "que en el dicho logar no ay otro trato ni vivienda sino el de los ganados y quel mayor socorro quel dicho concejo e los vesinos del tienen es de las lanas para todas sus nescesidades e que a causa de la fama de las guerras non pueden vender lanas ningunas de lo qual diz quel dicho pueblo se va del todo a perder e para el remedio dello diz quel dicho concejo (tachado) ha hecho una hordenança que ningún vesino nin persona del dicho logar pueda tomar e hacer paños de persona de fuera del dicho logar e de sus términos, so pena de pagar por cada libra de quantas tomare sesenta mrs. E que los oficiales de peyne e de carda e texedores oviesen de labrar e hacer los dichos paños a los vecinos del dicho logar en cierto preçio, segund que todo avia seydo acordado e hordenado e conçertado por todo el dicho concejo. Y que cada un paño de los que allí se hisiesen e*

en quelques décennies, par des améliorations de la condition juridictionnelle d'El Espinar, puisque la localité avait acquis en 1505 la condition de *villa* et détenait désormais les droits de juridiction pour les causes et litiges au-dessus de 600 *maravedis*<sup>33</sup>.

C'est l'expérience, la croissance démographique et les possibilités économiques et politiques qui mettaient en mouvement l'ambition des gens de la petite ville pour demander de nouvelles capacités à divers niveaux.

## Les foires

Le commerce était une activité présente et développée partout et avait connu un développement dont témoignent les nombreux privilèges accordés à différentes villes moyennes et petites pour la tenue de foires et de marchés hebdomadaires<sup>34</sup>. Les historiens qui ont étudié la relation entre ville et campagne ont remarqué que les villes contribuaient à dynamiser la demande concentrée qui encourageait la spécialisation agraire de la production pour le commerce<sup>35</sup>. Sur ce point, l'image de la ville comme centre actif dans un territoire attaché à un « hinterland » est encore très stimulante, malgré d'autres interprétations qui présentent la ville comme un frein à l'activité mercantile innovatrice sans limitations<sup>36</sup>. En Castille, la hiérarchisation et la croissance économique étaient rattachées, pense-t-on, aux structures et aux formes du commerce réalisées à trois niveaux: local, régional et international<sup>37</sup>.

---

*sentasen oviesen de poner los texedores una señal de un pino porque fuesen conosciados los paños de dicho logar, porque eran los mejores que se hazian desa suerte en nuestros reynos. E que esta señal no la pudiesen tener en otra parte, salvo en los paños que allí se hiziesen y asentasen asy como otros logares tenían señales conosciadas para sus paños* ». Ils demandent aux roi la confirmation de l'ordonnance « *pues era complidera al bien e pro comun del dicho logar* ».

<sup>33</sup> AGS/RGS, IX-1505, Segovia 22 de Septiembre 1505 dans M. ASENJO GONZÁLEZ, *Segovia. La ciudad y su tierra a fines del Medievo*, Segovia, Exma. Dip. Prov. Segovia y otros, 1986.

<sup>34</sup> La multiplication de ces privilèges révèle la volonté politique de la part des autorités et un espoir économique pour les bénéficiaires, est-on sûr que ces privilèges étaient toujours suivis d'effet par les demandes de renouvellement. Voir : M. A. LADERO QUESADA, *Las ferias de Castilla. Siglos XII a XV*, Madrid, Comité español de ciencias históricas, 1994.

<sup>35</sup> Il y avait une grande insatisfaction à l'égard des modèles historiographiques qui interprétaient la relation entre monde rural et monde urbain et demandaient une révision au cours des années 1980. Des nouveaux critères étaient introduits pour compléter l'interprétation institutionnelle qui avait prévalu jusque-là dans les travaux sur la Castille, tenant en compte que les villes dominaient avec des gens et des territoires tel qu'un seigneur juridictionnel. Voir : A. MACKAY, « Ciudad y campo en la Europa Medieval », *Studia Historica*, II/2 (1984), p. 27-53. Y GUERRERO NAVARRETE, « Aproximación a las relaciones campo-ciudad en la Edad Media : el alfoz y el señorío burgalés », *Historia. Instituciones. Documentos*, 16 (1989), p. 15-45, nous donnent cette interprétation.

<sup>36</sup> S. R. EPSTEIN (éd.), *Town and Country in Europe, 1300-1800*, Cambridge, Cambridge Univ. Press, 2001, p. 13. Soutient que dans quelques pays il existe une déconnexion entre le ratio d'urbanisation et ses compétences économiques. C'est donc que l'urbanisation de quelques pays était sous l'équilibre, marquée par des critères institutionnels et pas par des forces mercantiles. Il faut donc tenir en compte des critères institutionnels qui déterminaient le rôle de la ville et la spécialisation des relations ville-campagne devient une question secondaire.

<sup>37</sup> D'après P. IRADIEL MURUGARREN, « Ciudades, comercio » ... *op. cit.*, p. 636-7, la création

Mais, en général, la foire était conçue comme le support nécessaire au grand commerce, même si elle pouvait assurer le contact avec des marchés locaux, régionaux et continentaux. Dans le même temps, la foire exprimait un défi aux conditions de privilège et monopole dont les villes jouissaient sur leur territoire. Il faudrait aussi mesurer, à la fin du XV<sup>ème</sup> siècle, l'influence sur l'activité des foires de la chute des coûts de localisation et de coordination, de l'accès à l'information sur les marchandises et de la facilité des opérations de crédit. Les grandes foires survivaient rarement et la lutte était rude entre villes géographiquement proches et dotées de foires voisines dans le temps<sup>38</sup>.

C'est le cas de Valladolid qui, par privilège royal, jouissait de deux foires en 1263 : une à la mi-septembre, qui se terminait à la fin du mois, et l'autre au Carême, qui durait aussi quinze jours<sup>39</sup>. Au départ, la foire de Valladolid était stimulée par le commerce de la laine et du bétail mais, en 1444, le roi Jean II (1406-1454) avait donné un privilège d'exemption de l'impôt royal d'*alcabalas* – qui grevait à hauteur de 10% l'achat et la vente de tous les produits pendant la foire, y compris les transactions faites avec des produits qui n'arrivaient à la ville qu'à titre de ravitaillement, ainsi que tous les biens-fonds. En 1452, le roi avait reconnu les deux foires et en augmentait la durée à trente jours<sup>40</sup>. En 1465, son fils le roi Henry IV concédait un affranchissement d'*alcabalas* sur l'achat du poisson en reconnaissance de l'aide que les chevaliers de la ville lui avaient apportée contre quelques nobles révoltés<sup>41</sup>. Il est possible que ce privilège ait fait réagir le comte de Benavente qui s'estimait lésé parce que l'arrivée de poisson à la foire de Villalon était une des activités les plus attractives<sup>42</sup>. On pense que, jusqu'à la moitié du XV<sup>ème</sup> siècle les foires de

---

d'un système ou de systèmes urbains plus hiérarchisés, plus intégrés et aussi plus modernes, dépendait de la prolifération de foires et de marchés locaux, de l'efficacité du commerce régional – pour garantir l'approvisionnement – et du commerce international de produits de luxe et manufacturés.

<sup>38</sup> Il n'y avait pas, dans la Castille du XV<sup>ème</sup> siècle, de phénomène de création de cycles régionaux de foires, plus complémentaires que vraiment concurrentes, comme ce fut le cas en Champagne aux XII<sup>ème</sup> et XIII<sup>ème</sup> siècles, en Flandre, en Silésie ou en Rhénanie au cours des derniers siècles du Moyen Âge. Voir à ce propos les travaux du Pr. F. IRISGLER, « Messen, Jahrmärkte und Stadtentwicklung in Europa: Mittelalter und frühe Neuzeit » dans *Messen, Jahrmärkte und Stadtentwicklung in Europa*, F. IRISGLER et M. PAULY (éds.), Trier, 2007, p. 1-24.

<sup>39</sup> F. PINO REBOLLEDO, *Catálogo de los pergaminos ... op. cit.*, doc. 18, Sevilla 30 de julio de 1263, p. 92-96. Il y avait une foire en 1155 qui commençait le jour de la Nativité (le 8 de septembre) : M. A. LADERO QUESADA, *Las ferias de Castilla ... op. cit.*, Apéndice, p. 109.

<sup>40</sup> *Ibid.* p. 25. nota 41, Valladolid 7 julio 1444. Copia en A.H.N. Sección Nobleza, Osuna, Leg. 525, n° 3 y A.G.S./Diversos de Castilla (DC), 40-57.

<sup>41</sup> Archivo Municipal de Valladolid (A.M.V.) Caja 13, 11, 1 fol. Segovia 6 de marzo de 1465. Privilège du roi Henry IV (1454-1474) à la ville de Valladolid qui accordait l'exemption des *alcabalas* que payaient les poissons frais et salés qui se vendaient en ville pendant les deux foires chaque année. Tout cela pour récompenser les voisins de la ville qui s'étaient imposés sur les chevaliers révoltés contre le roi dans la ville en 1464. Sur les foires de Medina : C. ESPEJO et J. PAZ, *Las antiguas ferias de Medina del Campo*, Valladolid, La Nueva Pincia, 1908.

<sup>42</sup> M. A. LADERO QUESADA, *Las ferias ... op. cit.*, p. 24-25. A. Rucquoi, *Valladolid ... op. cit.*, t. 2, p. 397-403.

Valladolid furent les plus grandes foires du royaume, offrant une grande variété de marchandises.

La rivalité avec les foires de Medina del Campo devint évidente en 1444 à la suite de la reconnaissance par privilège royal du statut de foires générales du royaume<sup>43</sup> et, après 1430, il y avait d'autres foires importantes dans la région, à Villalón et à Medina de Rioseco. Ces deux villes seigneuriales, qui appartenaient aux Enriquez, avaient aussi des privilèges reconnus en 1484, 1486, 1490 et 1491, avec exonération d'*alcabalas*. Les foires, qui attiraient aussi des marchands étrangers, étaient importantes pour le commerce de produits très divers, mais surtout pour négocier la laine, les draps, les épices et l'argent<sup>44</sup>.

### Intégration et concurrence

La relation entre la grande ville et les moyennes et petites villes s'insère dans une réalité complexe qui se dévoile plus visiblement au plan économique. A cet égard, les villes commerçantes sont les plus capables de dynamiser les contacts.

La ville de Valladolid avait une relation d'intégration avec Cuellar, une ville moyenne sous le *dominium* de la famille des Alburquerque. Les bonnes relations avaient produit un accord de fraternité ou *hermandad* en 1298 pour s'entraider et collaborer<sup>45</sup>. Pendant les XIV<sup>ème</sup> et XV<sup>ème</sup> siècles, dans l'aire des contacts commerciaux avec Valladolid, Segovia et Medina del Campo, la ville de Cuellar jouissait d'une bonne position. Ses produits forestiers, son bétail et la laine étaient proposés sur les marchés de Valladolid et Medina del Campo, en échange de l'achat de grains, de vin et de divers produits manufacturés<sup>46</sup>.

On trouve par contre un exemple de concurrence entre Valladolid et la ville de Medina de Rioseco, une ville moyenne, très proche, avec de bonnes possibilités économiques et une activité rurale croissante, qui était sous la domination juridictionnelle des Enriquez, amiraux de Castille et seigneurs du duché de Medina de Rioseco. La ville avait un potentiel économique qui se projetait au dehors sous la forme d'activités financières de prêt et de gestion d'argent pour les habitants des

<sup>43</sup> Ces foires étaient convoquées pour cinquante jours chacune. L'une se tenait au mois de mai, trente jours après Pâques, et l'autre au mois d'octobre : I. VAL VALDIVIESO, « Valladolid y las villas » ... *op. cit.*, p. 227.

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 227

<sup>45</sup> M. ASENJO GONZÁLEZ, « Ciudades y hermandades en la Corona de Castilla. Aproximación sociopolítica », *Anuario de Estudios Medievales*, 27/1 (1997), p. 103-146.

<sup>46</sup> E. OLMOS HERGUEDAS, « Relaciones socio-económicas y políticas entre Valladolid y Cuellar durante la Edad Media (siglos XI al XV) » dans *Valladolid : Historia de una ciudad. Congreso Internacional. Tomo I. La ciudad y el Arte. Valladolid villa (Época Medieval)*, Valladolid, Ayunt. de Valladolid, 1999, p. 289-298, 292-293.

petites villes proches<sup>47</sup>. Valladolid avait des litiges devant les tribunaux royaux pour des terrains frontaliers mais la ville avait besoin des produits tels que la viande qu'elle achetait à Medina de Rioseco<sup>48</sup>.

La concurrence de Valladolid avec Medina del Campo, Villalón, Medina de Rioseco était visible aussi avec d'importantes villes des alentours, surtout pour la dispute financière des versements accordés à la foire. La relation avec Villalón était marquée par la coïncidence de date de la foire de Carême. Pour prévenir des problèmes, la ville de Valladolid tenait sa propre foire deux semaines auparavant, au moment de Mardi Gras, afin d'éviter la concurrence avec cette ville seigneuriale<sup>49</sup>. Mais à partir de 1490, cet arrangement ne put continuer parce qu'un privilège royal l'empêcha en ordonnant la célébration de la foire au Carême<sup>50</sup>.

L'intervention royale dans l'organisation des foires du royaume était importante, mais se faisait toujours par des privilèges qui favorisaient quelques villes sans manquer d'en favoriser d'autres. Poursuivant une politique précise, la Couronne a voulu organiser un territoire avec une diversité productive, pour laquelle elle s'est servie des marchands et des foires fin de donner des possibilités aux villes moyennes tout en réduisant celles de Valladolid, en tant que grand centre commercial capable de centraliser une grande région. Ainsi, la petite ville de Medina del Campo avait été choisie par les rois et en particulier par les Rois Catholiques, qui à la tenaient sous la domination royale directe<sup>51</sup>.

Certainement, l'importance commerciale de Valladolid ne rendait pas facile la rivalité pour les autres villes proches, parce que, après 1448, la ville connut une grande activité commerciale qui s'accroissait encore pendant les foires, au détriment des intérêts des villes seigneuriales de Villalón et Medina del Campo. Mais, les privilèges des foires accordés à ces deux villes moyennes introduisirent une différence qui les favorisa. Une situation à laquelle les Rois Catholiques mirent terme en 1490, par une prohibition générale – la promulgation du « cahier

<sup>47</sup> AGS/RGS III-1504 f° 260 Medina del campo 4 marzo 1504. Francisco Pérez, habitant à Ampudia, demande le report d'une dette de 7.000 mrs. à Fernando de Melgar, *vecino* à Medina de Rioseco.

<sup>48</sup> AGS/RGS 1498-10, f° 73 ; « *Comisión para que Juan de Bolívar, alguacil de Casa y Corte, después de la pesquisa correspondiente, prenda a los culpables que agredieron y robaron a Toribio de Liébana, cerca de Medina de Rioseco, cuando iba a comprar carne por cuenta de Juan Ochoa y Diego de Castronuño, vecinos de Valladolid, que tenían la obligación de abastecer de carne a esta villa* ». La victime, voisin de Valladolid, demandait pour les 30.000 mrs. que des hommes à cheval l'avaient volée quand il voyage à Medina de Rioseco pour acheter de la viande.

<sup>49</sup> La possibilité d'une certaine organisation rudimentaire des foires en cycle régional a été envisagée surtout pour éviter la coïncidence des célébrations par M. A. LADERO QUESADA, *Las ferias ... op. cit.*, p. 105.

<sup>50</sup> A.G.S/R.G.S., Écija 24 enero 1490, f° 60. Los acontecimientos y detalles fueron señalados en el trabajo de M. A. LADERO QUESADA, *Las ferias de Castilla ... op. cit.*, p. 96-98.

<sup>51</sup> La ville de Medina del Campo avait été offerte comme seigneurie à des parents des rois depuis 1390. Voir : E. MITRE FERNÁNDEZ, *Evolución de la nobleza en Castilla bajo Enrique III*. Valladolid, Univ. de Valladolid, 1968, p. 214.

commun des *alcabalas* »<sup>52</sup> –, en contraste avec la politique des privilèges. Ce long et complet document qui régula le prélèvement des *alcabalas* avait introduit la suppression des privilèges d'exemption dans toutes les foires du royaume, sauf pour celles de Valladolid et Medina del Campo. En 1491, en conséquence du privilège obtenu par les villes de Villalon et Medina de Rioseco, est documentée, à la date du 24 janvier, une révolte de Valladolid contre son Conseil Royal pour avoir accepté un accord avec le comte de Benavente sur la convocation de foires selon ce que les Rois Catholiques disposaient sur cette question<sup>53</sup>. L'accord du Conseil avec le comte était la cause de la révolte mais la cible de la colère était l'exigence formulée aux *regidores* qui gouvernaient la ville de tenir deux foires bénéficiant d'une exemption d'*alcabales*<sup>54</sup>.

Sur la question des foires, les Rois Catholiques établirent l'interdiction d'exemption d'*alcabalas* pour toutes les foires du royaume, à l'exception des quelques-unes signalées<sup>55</sup>, à cause du tort causé aux rentes royales. C'est bien un document royal de 1490 qui est la raison de la révolte urbaine de Valladolid, parce que le conseil n'a été pas capable d'obtenir l'exemption pour ses foires. Même si le commerce existait à Valladolid pendant toute l'année, la ville voulait pouvoir tenir une foire franche, comme elle l'avait fait par le passé. Même si ses foires pouvaient fonctionner comme foires générales du royaume, puisque Valladolid avait toutes les possibilités d'offre des différents produits et aussi l'infrastructure financière avec un nombre important de banquiers, *cambiadores*, qui pouvaient faire la gestion des transactions, il est

<sup>52</sup> Le nouveau cahier d'*alcabalas* avait 147 chapitres. On peut consulter l'impression faite à Barcelone en 1547 sur : [http://books.google.es/books?id=-bbBfx1wD2IC&printsec=frontcover&hl=es&source=gbs\\_ge\\_suummary\\_r&cad=0#v=onepage&q&f=false](http://books.google.es/books?id=-bbBfx1wD2IC&printsec=frontcover&hl=es&source=gbs_ge_suummary_r&cad=0#v=onepage&q&f=false) (20-8-2012).

<sup>53</sup> A.G.S./R.G.S., Sevilla 28 enero 1491, f° 121 : « *E dis que el alboroto fue tan grande que ninguna buena razón valio syno que en todo caso les avyan de dar su feria, e dis que por fuero e costumbre algunos de los dichos regidores antes que del regimiento partiese ovieron de escrevir las cartas que les plugo. E algunas çibdades e villas destos nuestros reynos (tachado: por que a mas de las que el (de) la dicha justicia e regidores avian acordado asentar en el dicho conçejo (destruyeron escriptos). E luego tomaron un pendon e atambores y trompetas e juntos todos los susodichos e otros del pueblo que después se llegaron a ellos, andovieron por la dicha villa con mucho estruendo e alboroto e gritos dellos con armas e otros syn ellas. Y en la plaça Mayor y en la de Santa María e por otras partes fesyeron pregonar dos ferias francas en la dicha villa : la una, la de agora de Cuaresma e la otra, la de setiembre, mandando que ninguno fuese a otra feria so pena de perder todo lo que levasen e lo que comprasen e so otras penas. E asentaron en la plaça maderos y palos para tiendas. (como muchos días que la dicha feria oviese entrado ni comensase en el margen derecho). E ha seydo e fue el dicho escandalo e alboroto e levantamiento tan grande que ha mucho tiempo que nunca en la dicha se vio otro tan grande. E porque a nos como rey e Reyna e señores pertenesçe proveer e remediar en lo semeiante por que los dichos alborotos e levantamientos çesen e los vecinos de la dicha villa estén en toda paz e sosyego e confiado de vosotros que soys tales personas que bien e fyl e diligentemente fareys lo que por nos fuere mandado e comendado ».*

<sup>54</sup> *Ibid.*, Sevilla 25 febrero 1491, f° 25. Commission à Fernand Duque d'Estrada pour faire l'enquête sur la question avec d'autres personnes indiquées dans le document.

<sup>55</sup> A.G.S./RGS, 1484-09, f° 1, Mesure témoignant que, nonobstant les lois données, la ville de Villalón pouvait tenir deux foires chaque année comme l'a fait. Signée par la Reine, dans le texte est introduite la prohibition de faire des foires franches, sauf pour les villes de Medina del Campo et Valladolid. En raison de l'ancienneté des foires de Villalón, on convint de les tenir pour des foires franches.

évident que, pour Valladolid, les foires étaient des occasions supplémentaires de recevoir des marchandises différentes et d'en vendre d'autres sans concurrence pour attirer les marchands de différentes régions. Cette activité explique les demandes de ces villes pour obtenir un privilège royal qui empêchât les marchands de Séville, Cordoue, Jaén, Úbeda, Baeza, Cuenca, Ciudad Real, Ségovie, Avila, Salamanca, Zamora, Toro, des villes de l'Extremadure, du royaume de Galice, des principautés des Asturies et des autres villes du royaume d'aller aux foires de Valladolid s'ils ne les avaient pas fréquentées auparavant. En tout cas, il était recommandé à ces villes de faire leurs versements financiers à Medina del Campo<sup>56</sup>. L'intervention royale démontre la nécessité de reconduire une situation marquée surtout par des critères économiques accomplis à la capacité urbaine pour favoriser les foires de Medina del Campo, qui devinrent finalement « des foires générales du royaume ».

Cependant, Valladolid n'avait pas renoncé à ses aspirations de foires sans concurrence, même si la ville avait un commerce et une activité économique très importants en dehors des foires<sup>57</sup>. Si les foires avaient contribué à la croissance du marché, en particulier pour le connecter au commerce international en favorisant les marchands étrangers, la dynamique régionale disposait d'autres stimulants pour le commerce avec les circuits locaux qui pouvaient être conditionnés par la politique royale des foires<sup>58</sup>. De cette façon, on pense que le réseau d'activité commerciale était solide pour Valladolid à la fin du XVème siècle, même si la ville revendiquait toujours ses foires.

Il est intéressant de comparer le comportement de Valladolid et Medina de Rioseco, avec Villalon de Campos, une autre des moyennes villes de seigneurie dans la région, qui était en concurrence avec Valladolid à cause des foires. Dans ce cas, les comtes de Benavente, en tant que seigneurs de cette ville, avaient obtenu des privilèges de foires. En 1518, on sait que, pour le privilège des foires de Medina de Rioseco et Villalon (obtenu de la reine Jeanne Ière et son fils Charles Ier), 18.000 écus d'or avaient été versés<sup>59</sup>, une vente qui fut mal acceptée par les autres villes concurrentes à raison des foires.

Mais l'argent du comte, qui lui permettait d'acheter ce privilège, ne pouvait pas relancer complètement l'activité commerciale, comme l'explique un document.

<sup>56</sup> *Ibid.*, Écija 13 abril 1491, f° 110 : « Para que las ferias de Valladolid y Medina del Campo se hagan como se solían hacer de tres años acá ». C'est la demande de la villa de Medina qui rivalisait avec Valladolid.

<sup>57</sup> Voir M. I. VAL VALDIVIESO, « Medina del Campo en la época de los Reyes Católicos » dans *Historia de Medina del Campo y su tierra*, Valladolid, 1986, p. 233-313, 274.

<sup>58</sup> S. R. EPSTEIN, « Regional fairs, institutional innovation and economic growth in late medieval Europe », *Economic History Review*, 47/3 (1994), p. 459-482.

<sup>59</sup> A.G.S/Patronato Real Leg, 59, Doc.115 ; 1518-08-09 : « Carta en la que Alonso Pimentel, Conde de Benavente, acepta el trueque impuesto por Juana I y Carlos I de 24.000 ducados de oro por la franqueza de las ferias de Villalón ». Sur cette question voir aussi : M. I. VAL VALDIVIESO, « Valladolid y las villas » ... *op. cit.*, p. 231-232.

Pour le Carême, il y avait une foire à Villalon et une autre à Valladolid. Cependant, la ville de Medina del Campo publia un « accolement » des marchands et commerçants pour la même date en donnant des chartes de sûreté et en appelant tous les marchands par des lettres et la publication de bans, disant qu'ils pouvaient avoir des postes de vente, des emplacements pour les marchandises et des pâtures pour leurs bêtes<sup>60</sup>. Les versements étaient aussi déplacés au Carême. Le document confirme l'apparition de ligues et d'associations entre marchands et Valladolid et Medina, avec des pactes et des engagements de se rendre dans ces villes et non à Villalon. Tout cela était dénoncé par le comte qui avait payé pour ses privilèges. La réaction de Valladolid et Medina del Campo, unies contre les villes du comte de Benavente, montre une bonne connaissance des moyens de rendre une foire attractive pour les marchands et aussi l'affinité des intérêts politiques des villes de *realengo* contre les intérêts du comte de Benavente, qui avait obtenu la lettre de privilège en payant une grosse somme. Ces positions sont très proches de l'accord conclu entre les villes castillanes pendant la guerre des *Comunidades*. Dans le cas présent, l'affinité politique avait favorisé une réponse d'alliance contre le pouvoir et la richesse du comte et la concurrence commerciale qui existait entre Medina del Campo et Valladolid à cause des foires s'était transformée en collaboration et en accord. Le caractère changeant du monde économique et le jeu politique avaient changé les positions d'une grande ville comme Valladolid à l'égard des moyennes villes voisines.

## Conclusion

À la fin du XV<sup>e</sup> siècle, les formes et l'orientation du commerce induisent un certain nombre de perturbations à la théorie des lieux centraux en introduisant des facteurs de développement urbain spécifique d'un important territoire de la Castille occidentale. Les différentes relations entre les villes jouaient un rôle notable sous

---

<sup>60</sup> Archivo Municipal de Medina de Rioseco. Caja 17/ Carpeta 210/ Serie 00015. Fecha 1518-1596. Requête sur le litige entre Medina de Rioseco et le comte de Benavente et sa ville de Villalón sur la question de la foire célébrée au Carême. Apartado 45 : « *E agora sabed que por parte del dicho conde don Alonso nos fue fecha relación que bien sabiamos que de mucho tiempo se a acostumbrado de hazer una feria en Villalon cada quaresma, e en la villa de Valladolid so color de ciertos privilegios e cartas que diz que teneis de los reyes nuestros progenitores. E vos la villa de Medina del Campo non teniendo titulo ninguno ni derecho en grand daño del dicho conde e su villa e de la feria habéis yntentado de fazer ayuntamiento de mercaderes e tratantes para el dicho tiempo e fezistes novedades enbiando cartas de seguro e llamamiento a mercaderes e otros ha que viniese enbyando (cartas) a las dichas villas, haziendolo pregonar que teniades aposentadores para los dichos, señalándoles pastos para sus bestias e poniéndose tiendas en las plazas e que los contratos e obligaciones fuesen de plazos en quaresma, e sobrello se han fecho ligas e monipodios e fuertes pactos e capítulos, conveniençias e juramentos y ellos entre sy para que por el dicho tiempo ayan de yr a esas villas e pretenden a desfazer muchas novedades por cartas e provisiones de nuestro padre e abuelo. E por mi la reyna vos estaba mandado e prohibido so graves penas que no lo hiziesedes ... ».*

divers aspects de la vie économique, institutionnelle et politique et les moyennes et petites villes avaient été fondamentales dans la construction des réseaux urbains. Mais ces relations étaient changeantes et étaient désormais marquées par l'intégration ou la concurrence dans un système urbain hiérarchisé. Les cas de Valladolid ou Ségovie en tant que grandes villes nous montrent que la position de première place pour être à la tête du réseau devait tenir compte de différentes possibilités des capacités urbaines. Elles sont le siège d'une activité économique permanente : ce sont elles qui connaissent le développement urbain le plus marqué. À des fonctions de production, redistribution et de commercialisation à l'échelle régionale, elles superposent aussi une part de développement lié au commerce interrégional. Par ailleurs, des villes importantes bien situées cumulent elles aussi le commerce local de redistribution et le commerce interrégional mais ne sont pas très urbanisées.

Le développement des moyens et petites villes de la région est constaté aussi dans le domaine des grands *concejos* des villes et, à la fin du XV<sup>ème</sup> siècle, quelques-unes bataillaient pour avoir leur district de juridiction en tant que *villas*. Une première possibilité était de jouer le rôle politique de la « seigneurie collective », dominant un territoire et ayant juridiction sur les grosses agglomérations rurales, les villages et les hameaux insérés dans leurs limites, ainsi que l'avaient les villes castillanes.

La collaboration entre villes de différentes tailles est prouvée par les cas de parfaite adaptation des intérêts en termes de questions économiques, institutionnelles et politiques, comme l'a démontré le cas des relations entre Valladolid et Cuèllar. Les relations économiques se montraient très changeantes à la fin du XV<sup>ème</sup> siècle et cela permet d'évaluer le comportement des différents intérêts, tant des villes moyennes que de leurs seigneurs. L'une des possibilités pour la grande ville confrontée à des limites et à des difficultés était d'attirer à ses intérêts les moyennes et petites villes sous l'argument de l'intérêt commun (économique, politique, etc.). Une autre possibilité était la concurrence et parfois la rivalité pour des raisons économiques et sociales ; cela exigeait que la moyenne et la grande ville eussent des possibilités équivalentes en importance et pouvoirs de leurs seigneurs. C'est ce que l'on constate dans le cas de certaines villes moyennes suffisamment puissantes comme Medina de Rioseco, Villalon et Medina del Campo, en rivalité avec Valladolid.

Le succès de ce propos urbain, associé au commerce et à la capacité économique et capable d'intégrer un grand nombre des moyennes et petites villes autour d'intérêts communs, est une importante question pour une évaluation de la portée d'un réseau urbain et de ses possibilités de construire de vrais liens d'intérêt commun fondés sur des critères qui dépassaient parfois les voies politiques et institutionnelles ordinaires.

(Cette page a été laissée intentionnellement blanche)

# Petite ville est devenue bien grande. Le cas de Billom en Auvergne au bas Moyen Âge

*Thomas Areal<sup>1</sup>*

*Université Blaise Pascal / Clermont-Ferrand II*

## **Résumé**

Située dans la seigneurie épiscopale de Clermont, la localité de Billom relève théoriquement du premier prélat d'Auvergne, mais la situation réelle est bien plus complexe. Bonne Ville par volonté royale, Billom est le terrain d'oppositions entre un évêque se voulant seul seigneur, un chapitre collégial qui défend son indépendance et ses droits, et des habitants représentés par leurs consuls et leurs grands bourgeois. Ces « conflits » n'empêchent pourtant pas la ville de devenir un centre de gouvernement et de gestion important, ni d'accueillir un marché hebdomadaire ou des lieux de formation scolaires reconnus.

L'étude de cas autour de la localité auvergnate de Billom participe au questionnement sur la réalité des petites villes du Moyen Âge, et permet de faire ressortir des critères de définitions de la petite ville médiévale dans le cadre de ce questionnement.

## **Mots-clés**

Auvergne ; Moyen Âge ; Billom ; petite ville ; évêque ; Bonne Ville ; pouvoir ; consuls ; université.

---

<sup>1</sup> Allocataire de la région Auvergne. Clermont Université. Centre d'Histoire « Espaces et Cultures » (EA 1001) – Clermont-Ferrand – France. [thomas.areal@live.fr](mailto:thomas.areal@live.fr)

## Abstract

Theoretically, the community of Billom, located in the domain of the bishop of Clermont, was under the jurisdiction of the first prelate of Auvergne, but the actual state of affairs was far more complex. Billom – a *bonne ville* by royal will – was stage to opposition between a bishop wishing to be its sole lord, a collegiate chapter standing for its independence and rights, and Billom's inhabitants represented by their delegates and wealthy burghers. Such 'conflicts', however, did not keep this locality from becoming an important centre of government and administration, nor from hosting a weekly market and renowned centres of scholarly learning.

The case study around the community of Billom contributes to research on the reality of the medieval small town, while it helps to establish criteria for its definition in keeping with that research framework.

## Keywords

Auvergne, Middle Ages, Billom, small town, bishop, the *bonne ville*, power, local delegates, university.

Dès lors qu'il s'agit de définir la place de la petite ville au Moyen Âge, le travail n'est pas aisé. En leur temps déjà, les hommes du Moyen Âge bataillaient pour faire reconnaître l'importance de leur ville au sein d'un espace plus vaste. Aujourd'hui, les chercheurs tentent à leur tour de mesurer la place que peut prendre une petite localité. Le problème est même souvent de savoir ce qui est ville et ce qui ne peut pas prétendre l'être. Afin de répondre à cela, l'emploi de critères réfléchis apparaît nécessaire. Mais pour être sûr que ces critères sont efficaces, il convient de mettre en place une comparaison entre diverses localités et dans plusieurs espaces territoriaux du Moyen Âge. La présente contribution prend donc part à cette action, apportant ainsi un peu plus de grain à moudre au moulin de l'historiographie des petites villes.

La localité choisie pour s'inclure dans cette réflexion est celle de Billom. Aujourd'hui chef-lieu de canton peuplé de 4739 habitants<sup>2</sup>, Billom est située à une vingtaine de kilomètres de la capitale auvergnate Clermont-Ferrand [Figure 1]. Des éléments topographiques semblent attester d'une origine gallo-romaine du peuple-

<sup>2</sup> Chiffre INSEE année 2009.



Figure 1

ment<sup>3</sup>, tout comme le nom même de la localité, venant du gaulois « *Bilio\_* » (arbre sacré) et du suffixe « *\_magus* », qui désigne le champ en gaulois, puis le champ de foire. Plusieurs monnaies affirment le statut de *vicus* de la localité durant les temps mérovingiens et carolingiens<sup>4</sup>. Le Haut Moyen Âge voit Billom devenir le chef-lieu d'une vicairie homonyme, ainsi que d'un comté majeur carolingien, dit du Turluron, du nom de la colline qui surplombe la localité<sup>5</sup>.

Ainsi donc, à l'orée du XI<sup>ème</sup> siècle, Billom est une localité d'importance au sein de l'Auvergne médiévale. Entre héritages et nouveautés, cette petite ville va encore « grandir » tout au long du Bas Moyen Âge. Mais quelle est la place de cette localité dans son espace, ainsi que dans le monde urbain médiéval ? Des réponses peuvent être proposées au travers d'un regard sur l'emprise spatiale de la ville de Billom, puis par une étude des pouvoirs en lutte dans la localité ou encore via une analyse des diverses activités qui s'y exercent.

## Billom et son emprise territoriale

Le critère de la taille est rejeté par les historiens médiévistes pour définir la ville. Néanmoins, s'intéresser à l'emprise territoriale d'une localité est utile et révélateur, dès lors que le prisme de la vision ne se restreint pas à mesurer l'aire d'occupation de l'habitat et des structures urbaines. Ainsi, il faut par exemple s'intéresser aux divers lieux de culte, dont le nombre peut révéler l'importance de la ville, et voir s'il existe une hiérarchie entre eux. Il ne faut pas pour autant oublier les autres bâtiments civils et autres édifices publics qui sont eux aussi des traces de la grandeur de la ville.

---

<sup>3</sup> Entre autres « la voie romaine » et de nombreux toponymes reprenant le suffixe « *\_at* », dérivé du latin « *\_acum* » ; voir M. PROVOST et C. MENNESSIER-JOUANNET, *Le Puy-de-Dôme*, coll. « Carte archéologique de la Gaule » t. 63/2, Paris, Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, 1994. P. VALLAT, *Histoire de l'occupation du sol dans la Limagne des Buttes (Puy-de-Dôme) de l'âge du fer à l'Antiquité tardive*, Avignon, Université d'Avignon et des pays de Vaucluse, 2002. G. FOURNIER, *Le peuplement rural en basse Auvergne durant le haut Moyen Age*, Paris, Presses Universitaires de France, 1962.

<sup>4</sup> A. BLANCHET et A. DIEUDONNE, *Numismatique française*, t. 1 : *Monnaies frappées en Gaule depuis les origines jusqu'à Hugues Capet*, Paris, 1912, p. 263. M. PROU, *Catalogue des monnaies mérovingiennes de la Bibliothèque Nationale*, Paris, 1892, nn° 1779-1781.

<sup>5</sup> A ce propos, voir P.-E. POBLE, *Les entités spatiales politiques en Gaule centrale (Auvergne, Limousin, Gévaudan, Velay) du VI<sup>e</sup> siècle au milieu du XI<sup>e</sup> siècle : du territorium aux territoires*, Paris, Université de Paris IV - Sorbonne, 2008.

*Les multiples lieux de culte*

La ville de Billom comprend un grand nombre de lieux de culte, neuf, mais tous ne sont pour autant pas urbains. Certains d'entre eux voient leur installation et leur territoire se développer dans la campagne environnant la localité. Ces « paroisses champêtres » sont néanmoins rattachées à Billom dans leur nom ou dans leur gestion. Les pouillés du diocèse de Clermont et de la province de Bourges donnent ainsi cette liste : Saint-Cerneuf, Saint-Loup, Saint-Saturnin, Saint-Michel, Saint-Jacques, Saint-Amant et Notre-Dame de la Prade<sup>6</sup>, lieux de cultes auxquels il faut ajouter les cas particuliers des prieurés de Pauliat et du Turluron. Leur cartographie permet d'envisager leur implantation dans la localité de Billom [Figure 2].

Il apparait que seulement deux lieux de culte sont compris dans les enceintes de la localité de Billom, un troisième se trouvant non loin. Les autres, dits de Billom, sont en fait plus éloignés de la localité, avec comme fonction première de desservir les paroissiens vivant dans la campagne environnante. Saint-Amant concerne les habitants du hameau de Tinlhat ; Notre-Dame de la Prade le noyau de peuplement homonyme, apparemment très ancien<sup>7</sup>; les prieurés sont des cas plus complexes.

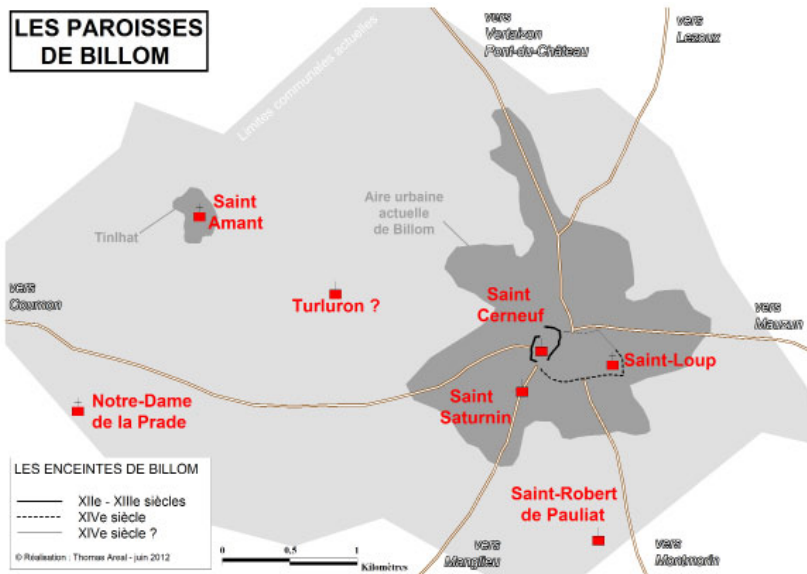


Figure 2

<sup>6</sup> A. BRUEL, *Pouillés des Diocèses de Clermont et de Saint-Flour du XIVe au XVIIIe siècle*, Paris, Imprimerie Nationale, 1880. M. PROU et J. DE FONT-REULX, *Pouillés de la province de Bourges*, Paris, Imprimerie nationale, 1961-1962.

<sup>7</sup> P. VALLAT, *op. cit.*, notice BI-08 ; Document A 10590/4 du fonds Patrimoine de la Bibliothèque de Clermont-Ferrand.

Saint-Robert de Pauliat, prieuré de l'abbaye de La Chaise-Dieu, est aussi le centre paroissial de la localité voisine de Montmorin, qui perd sa fonction au XIV<sup>ème</sup> siècle au profit de la chapelle seigneuriale voisine<sup>8</sup>. Quant au prieuré du Turluron, l'absence flagrante d'informations ne permet pas d'envisager sa localisation, sans doute proche des collines du Turluron, ni même de définir sa fonction<sup>9</sup>. De même, les informations manquent quant à la réalité paroissiale de Saint-Michel et de Saint-Jacques, de même que pour leur localisation, Saint-Jacques étant juste répertoriée comme une « annexe » de Saint-Cerneuf. Saint-Saturnin peut quant à elle être qualifiée d'église de faubourg. Connue dès le X<sup>ème</sup> siècle<sup>10</sup>, cette église située non loin des murailles a sans doute pour paroissiens les habitants du faubourg rural du Chaffour. Peu d'information filtrent d'ailleurs sur les *forsbourgs* de Billom, hormis cette mention<sup>11</sup>.

Les deux paroisses majeures semblent donc être Saint-Cerneuf et Saint-Loup. La documentation disponible est d'ailleurs plus équivoque quant à ces deux paroisses, sur lesquelles il convient de s'arrêter plus longuement.

### *La dualité Saint-Cerneuf / Saint-Loup*

La ville de Billom reste encore aujourd'hui marquée par les deux églises Saint-Loup et Saint-Cerneuf. Ces deux grands ensembles sont les principaux témoins de la vie médiévale de la localité, et l'étude de leur histoire démontre qu'une partie de la vie billomoise tournait autour de ces deux lieux. Saint-Cerneuf semble être la plus ancienne des deux, dont l'existence remonterait au moins à la seconde moitié du X<sup>ème</sup> siècle d'après les documents<sup>12</sup>. Bâtie sur une des buttes qui domine le ruisseau de l'Angaud, elle est un chef d'œuvre de la construction romane remaniée de nombreuses fois. Il faut par ailleurs ajouter à l'église-même tout le complexe canonical établi autour, puisque que ce lieu de culte est occupé par un chapitre connu dès la fin du XI<sup>ème</sup> siècle<sup>13</sup>. L'église Saint-Loup fait face à Saint-Cerneuf sur la colline se situant sur l'autre rive du ruisseau. Sans doute d'origine aussi ancienne que sa

<sup>8</sup> T. AREAL, *Les cadres d'action d'une famille seigneuriale auvergnate : les Montmorin (XIII<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles)*, Clermont-Ferrand, Université Blaise Pascal-Clermont II, 2010.

<sup>9</sup> Une seule mention, Archives départementales (désormais A.D. + numéro de département) A.D.63 1 G 16 / 50b : *Guy de la Tour, évêque de Clermont, de concert avec le chapitre cathédral, ratifie l'échange qui a eu lieu en octobre 1261, par lequel Humbaud, prieur de Cunlhat, lui a cédé le prieuré de Turluron près de Billom et a reçu de lui l'église de Mazerat – décembre 1261.*

<sup>10</sup> H. DONIOL (éd.), *Cartulaire de Sauxillanges*, Clermont, Paris, 1864, Charte 363.

<sup>11</sup> A.D.63 12 G 4 / 173 : *Lettres du roi Charles VII portant permission de lever le droit de leyde pendant 5 ans pour être employé aux réparations des voies de la ville de Billom – 1er octobre 1441.*

<sup>12</sup> H. DONIOL, *op. cit.*, Chartes 355, 366 et 516.

<sup>13</sup> G. FOURNIER, *op. cit.*, p. 181.

consœur, Saint-Loup est dans un premier temps propriété d'une famille seigneuriale, les *Montboissier*, qui en font don par deux fois à l'abbaye clunisienne de Sauxillanges<sup>14</sup>. En 1131, elle passe sous l'autorité de l'évêque de Clermont<sup>15</sup>.

Imposantes, ces deux églises symbolisent l'importance du culte et de la religion dans la ville de Billom. Ces deux entités n'ont d'ailleurs cessé de s'opposer durant le bas Moyen Âge, comme peuvent l'illustrer deux exemples issus de la documentation. En 1095, alors qu'il réunit à Clermont un concile, le pape Urbain II intervient dans une querelle en cours entre Saint-Cerneuf et Saint-Loup<sup>16</sup>. Les chanoines ont en effet envahi et saccagé Saint-Loup, et l'évêque de Clermont Durand et le pape opèrent donc pour la réparation des dommages et la restitution en bonne et due forme de l'église au monastère de Sauxillanges. Au XV<sup>e</sup> siècle, un autre document fait ressortir les difficultés de cohabitation qui ont apparemment existé durant tout le Moyen Âge entre les deux centres paroissiaux<sup>17</sup>. Les deux entités s'opposent une nouvelle fois sur les limites de leurs paroisses respectives, et la question, soumise au Parlement de Paris, est ici tranchée par l'official de Clermont, qui livre

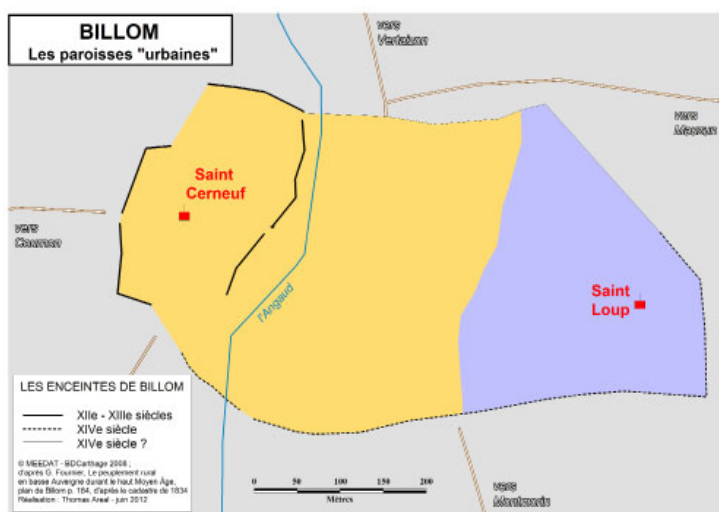


Figure 3

<sup>14</sup> H. DONIOL, *op. cit.*, Chartes 477 et 478.

<sup>15</sup> B.N.F. Bourgogne 80 / 218 : Aimeric, évêque de Clermont, pour rétablir la paix entre lui et l'abbé de Cluny, cède à ce monastère toutes les églises sur lesquelles ils étaient en désaccord, et toutes les églises que l'abbaye possédait au moment du concile de 1095, ou que ce concile lui avait accordé ; en échange, Cluny rend l'église Saint-Loup de Billom à l'évêque de Clermont - Clermont, 21 septembre 1131.

<sup>16</sup> H. DONIOL, *op. cit.*, Chartes 478 et 479.

<sup>17</sup> A.D.63 5 F 24 / 2 : Lettre de l'auditeur des causes de l'évêque de Clermont relatives au différend qui s'était élevé entre le chapitre de Saint-Cerneuf et le curé de Saint-Loup de Billom touchant les limites des deux paroisses - 20 février 1438 (n.s.).

une description précise des limites en définissant les bornes de la paroisse Saint-Cerneuf. Il faut alors supposer que la paroisse Saint-Loup concerne tout ce qui est dans l'enceinte et non compris dans la description, à l'est de la localité [Figure 3].

Ainsi donc, Billom est centrée autour de deux paroisses majeures, Saint-Loup et Saint-Cerneuf. Cette dernière prend le dessus sur sa consœur, sans doute par la volonté des chanoines dont il sera question plus loin. Mais Billom comporte d'autres bâtiments qui sont révélateurs de sa puissance, de ces activités et donc de son statut de ville, qu'il ne faut pas omettre.

### *Autres lieux témoins de la vie billomoise*

Au-delà des deux lieux de culte majeurs précédemment évoqués, la ville de Billom conserve aujourd'hui trace de plusieurs vestiges de son histoire médiévale, qui reflètent la vie de la localité. Ainsi plusieurs hôtels médiévaux jalonnent la vieille ville et témoignent de la richesse de certaines familles bourgeoises, qui ont dû profiter des activités billomoises dont il sera question plus tard.

Mais à ces témoins qui nous sont parvenus aujourd'hui, il faut ajouter ceux dont seuls les textes parlent. Bien entendu, il ne s'agit pas d'évoquer tous les hôtels mentionnés dans la délimitation de paroisses par exemple, mais les sites particuliers, révélateurs des activités de la ville. Ainsi par exemple il y a un foirail ou marché aux bœufs, situé au nord de l'enceinte de Saint-Cerneuf, qui devait être le lieu des échanges commerciaux, et une halle adjacente qui servait peut-être elle aussi de lieu de marché<sup>18</sup>. Autre édifice d'importance, l'hôpital de Billom, qui se situe près de l'enceinte saint-Cerneuf, à l'angle nord-est. Il est mentionné dans quelques documents avec entre autres l'évocation du gouverneur du « *pauperum hospitali* », Hugues Abonat, au XIV<sup>ème</sup> siècle<sup>19</sup>, ou encore le testament de Hugues Aycelin, dit le cardinal de Billom, dans lequel le prélat, ancien religieux billomois, lègue à l'hôpital plusieurs biens ou rentes. Il faut aussi citer deux lieux évoqués dans les sources, malheureusement non localisés dans la ville, qui ne sont peut-être qu'un seul et même lieu, ou au moins sont adjacents. Il s'agit de l'hôtel du consulat<sup>20</sup> et la maison commune<sup>21</sup>. Il est impossible d'assurer qu'il s'agit du même lieu, mais leur évocation en tant que lieu de réunion

<sup>18</sup> D'après le plan de G. FOURNIER, *op. cit.*, p. 184.

<sup>19</sup> A.D. 63 1 G 20 / 37 : *Procédure contre Hugues Abonat, gouverneur de l'hôpital de Billom, à propos de la construction d'un four – 22 mai 1341 ; voir aussi 12 G 1 / 82.*

<sup>20</sup> A.N. J 832 / 11 : *Acte de prestation de serment de fidélité au roi par les consuls et habitants de Billom (original, parchemin scellé) – 20 octobre 1415.*

<sup>21</sup> A.N. J 415 / 196 : *Pouvoir donné à deux députés de Billom aux États généraux – 28 avril 1308 ; transcrit dans G. PICOT, Documents relatifs aux États Généraux et assemblées réunis sous Philippe le Bel, Paris, Imprimerie Nationale, 1901.*

publique et politique dans les sources en font d'autres lieux incontournables de la vie billomoise. Leurs occupants et leur fonction vont être évoqués par la suite.

Billom est une ville scindée, partagée entre un espace rural, hors des murailles avec quelques faubourgs, et un espace à proprement parler urbain, derrière les murailles. Cet espace est d'ailleurs lui aussi scindé par les deux paroisses qui le composent. D'une ancienneté reconnue, ces deux paroisses s'opposent régulièrement pour contrôler leurs territoires et leurs paroissiens. À côté de ces deux phares que sont les églises Saint-Cerneuf et Saint-Loup, d'autres lieux, toujours en élévation aujourd'hui ou totalement disparus, symbolisent la vie billomoise au Moyen Âge, ainsi que les luttes récurrentes pour le pouvoir.

### **Le pouvoir partagé à Billom**

Billom est durant tout le Moyen Âge un lieu de lutte et de conquête de pouvoirs. La particularité de la localité est d'accueillir en son sein plusieurs manifestations de pouvoirs de grands seigneurs. Officiellement, Billom est une seigneurie de l'évêque de Clermont, premier vassal du roi de France en Auvergne. Mais le prélat doit composer avec la population billomoise et surtout avec le puissant et résolument indépendant chapitre collégial de Saint-Cerneuf. Le pouvoir royal lui assure la paix et un statut à sa Bonne Ville.

#### *L'évêque-seigneur et le chapitre collégial*

L'évêque de Clermont devient seigneur de Billom entre le XI<sup>ème</sup> et le début du XII<sup>ème</sup> siècle. Il dispose dans la localité d'une résidence<sup>22</sup>. Dès cette période, les différents prélats clermontois s'attachent de plus à plus à contrôler leur seigneurie. Cette mise en place de la domination sur Billom passe entre autres par l'octroi d'une charte de franchises, une des premières d'Auvergne<sup>23</sup>. Une version de la fin du XIII<sup>ème</sup> siècle est encore conservée, mais elle précise dès son *incipit* qu'elle est l'héritière de franchises accordées par Ponce, évêque de la fin du XII<sup>ème</sup> siècle<sup>24</sup>. Plusieurs dispositions sont prises par l'évêque afin d'assurer sa domination sur la ville de Billom<sup>25</sup>, qui est

<sup>22</sup> A. JACOTIN, *Preuves de la maison de Polignac*, t. I, n° 23 : « *residentes co ... in sede sua quae dicitur Bilom* ».

<sup>23</sup> Sur les chartes de franchises auvergnates, voir M. BOUDET, *Collection inédite de Chartes de franchises de Basse-Auvergne (XIIIe-XVe siècles)*, Clermont-Ferrand, Imprimerie Générale, 1914.

<sup>24</sup> A.D.63 3 G Armoire 2 Sac A / 11 : *Guy de la Tour, évêque de Clermont, complétant les libertés déjà octroyées par ses prédécesseurs, accorde une charte de franchises aux habitants de Billom - 16 septembre 1281.*

<sup>25</sup> Sur cette mise en place de la domination à Billom, voir T. AREAL, « Quand domination rime avec concessions. L'évêque de Clermont et l'octroi de franchises (XIIIe-XIVe siècles) » dans *La domination en*

d'ailleurs décrite de manière équivoque : « *dicta villa Billomi, in qua etiam intelligimus villam sancti Lupi* » (ladite « ville » de Billom, dans laquelle nous comprenons la « ville » de Saint-Loup). En revanche, le chapitre Saint-Cerneuf n'est pas évoqué dans cette charte, qui affirme la mainmise de l'évêque sur Billom.

Dès cette prise en main de la seigneurie, le chapitre de Saint-Cerneuf va se dresser face au prélat. En effet, les chanoines entendent bien rester indépendants et ne pas subir le contrôle de l'évêque. En 1213, les deux parties s'entendent afin de respecter mutuellement leurs biens et prérogatives<sup>26</sup>. Comme tout accord conclu, il n'est que trop rarement respecté, et les pièces de procédure témoignant de l'opposition entre évêque et chanoines sont légions. Au XIV<sup>e</sup> siècle, les chanoines s'insurgent par exemple contre un droit accordé par la charte de franchises, qui autorisait les habitants de Billom à vendanger quand bon leur semble. Le chapitre tente d'obtenir qu'il ait lui aussi son mot à dire sur cette décision<sup>27</sup>. L'évêque de son côté tente tout afin de faire accepter au chapitre sa suzeraineté. Les évêques de Martin Gouge et Jacques de Comborn, dans les deux premiers tiers du XV<sup>e</sup> siècle voient les tensions atteindre leur paroxysme, avec la constitution de véritables dossiers de procédure<sup>28</sup>. Les chanoines vont de leur côté tenter d'obtenir du pape son soutien face à un évêque régalien tout puissant désormais, qu'ils vont calomnier ainsi : « *dilapidateur d'églises, vendeur de sacrements, exacteur et rançonneur de prestres* »<sup>29</sup>. L'évêque finit par obtenir reconnaissance de ses droits, mais l'opposition entre les deux partis reste marquée.

### *La population billomoise*

Les Billomois sont les premiers concernés par ce conflit opposant leur seigneur aux chanoines, dont la plupart dépendent en tant que paroissiens. Mais ils ne restent pas passifs dans les luttes de pouvoirs et se font entendre.

La charte de franchises accordée par les évêques de Clermont représente le meilleur exemple des liens entre l'évêque seigneur et ses sujets billomois<sup>30</sup>. Il semble d'ailleurs que la version de 1281, reprenant les premières franchises accordées, les amé-

---

question. *Des normes et des formes en temps de crise*, Journée d'étude de la Jeune Equipe du CHEC [publication électronique à venir].

<sup>26</sup> A.D.63 12 G 2 / 135 : *Robert, évêque de Clermont, et le chapitre de Billom prêtent serment de ne pas usurper les biens du chapitre de Billom – janvier 1213 (n.s.)*.

<sup>27</sup> A.D.63 12 G 2 / 140 : *Instrument par lequel il apparaît que le juge de Billom ne pouvait déterminer les vendanges sans le consentement du chapitre – 18 octobre 1346*.

<sup>28</sup> A.D.63 1 G 25 / 12 à 18.

<sup>29</sup> ADPDD 1 G 14 / 9 : *Mandement de Charles VII aux baillis de Montferrand et de Saint-Pierre le Moutier de faire une enquête sur deux chanoines envoyés par le chapitre de St Cerneuf de Billom à Rome et qui ont tenu des propos diffamatoires sur Jacques de Comborn en plein consistoire – 6 août 1457*.

<sup>30</sup> Cf. note 23.

liore afin de solutionner des problèmes passés. En 1222, un différend oppose l'évêque et les habitants de Billom concernant la propriété des excédents de taxes levées dans la ville<sup>31</sup>. Les plaintes verbales laissent d'ailleurs la place aux affrontements armés en 1224, une intervention militaire étant devenue nécessaire pour contenir la révolte<sup>32</sup>. Sans doute à la demande des Billomois, l'évêque résout le problème : « *les consuls lèveront des taxes pour les besoins de la ville et s'il y a un résidu qui n'aura pas été dépensé, ils le conserveront jusqu'à ce qu'ils l'utilisent pour les nécessités. De cet impôt, ni nous, ni notre baile, ni nos sergents ne doivent rien avoir, ou par accord mutuel* ».

La discussion semble donc exister entre le seigneur et ses sujets. L'évêque leur en a donné les moyens via les franchises. En effet, ces dernières instituent la représentation par les consuls : « *homines villae eligere poterunt sex consules* » (les hommes de la ville pourront élire six consuls). Ces hommes étaient choisis parmi les Billomois, et appartenait la plupart du temps à des lignages bourgeois anciens et prestigieux, comme les familles *Faure* ou *Seguin*. Ces consuls représentent la population, mais celle-ci est liée de manière encore plus importante à son seigneur : les consuls doivent « *incontinent* » jurer fidélité, mais « *tous les hommes desdites villes de Billom et Saint-Loup âgés de quinze ans et plus jurent fidélité à l'évêque* ». La chartre de Billom est d'ailleurs encore plus précise, en interdisant de « *prêter serment ou de se lier dans une conjuration* ». Ces consuls apparaissent dans bon nombre des actes concernant la vie billomoise, comme décisionnaires ou requérants.

Mais s'ils représentent la population billomoise, ils ne l'éclipsent pas. Ainsi, pour des actes majeurs, en plus des consuls, les représentants des principaux lignages sont présents. Issus de familles bourgeoises qui se sont enrichies par le commerce et la politique, ils sont par exemple présents en 1415, lorsque Billom prête serment au roi de France<sup>33</sup>. Devant le sergent royal se tiennent, en plus des six consuls, 27 « *bourgeois merchans et habitans* » de Billom, qu'il faudrait qualifier d'« élites » de la ville. Cela donne un poids considérable au lien entre la ville de Billom et le pouvoir royal.

### *Billom, bonne ville royale*

En plus des grands seigneurs que sont l'évêque de Clermont et le chapitre de Saint-Cerneuf, Billom est aussi liée au prince des princes. En effet, Billom fait partie des Bonnes Villes de basse Auvergne, au nombre de treize. Billom est d'ailleurs la qua-

<sup>31</sup> A.D.63 1 G 16 / 26a : « *Refus par les habitants de Billom de remettre à l'évêque un « commun » levé par eux* ».

<sup>32</sup> B.N.F. Ms. lat. 12746 f° 370 : « *Anno MCCXXIV coacti fuere Billomenses per vim armatam episcopo obedire* ».

<sup>33</sup> Cf. note 19.

trième en ordre d'importance, après Clermont, capitale épiscopale, Riom, capitale royale de la terre d'Auvergne, et Montferrand, capitale comtale puis possession royale. Cette institution des Bonnes Villes<sup>34</sup>, présente dans toute la France, symbolise la montée en puissance des communautés urbaines, qui se réunissent pour décider du devenir de leurs contrées, ou de leur soutien au pouvoir royal. Elles sont souvent fortifiées, et bénéficie de la protection royale ou du gouvernement par un représentant du roi, installé dans la ville.

Billom est dans un cas plus particulier. Certes, la ville est close par des fortifications, et le pouvoir royal a pris sous sa protection le chapitre de Saint-Cerneuf à la fin du XII<sup>ème</sup> siècle<sup>35</sup>. En revanche, le pouvoir royal n'est pas représenté directement dans la ville par un bailli, un sergent ou un gouverneur. L'évêque de Clermont étant un évêque régalien, premier vassal auvergnat du roi, il n'a peut-être pas été nécessaire au pouvoir royal d'installer un représentant dans la ville. En revanche, les officiers du roi sont régulièrement appelés pour gérer des affaires billomoises. Ainsi, lors des soucis sur un excédent de taxe, ce sont deux proches du roi, Archambaud de Bourbon et l'abbé de Mozac, qui tentent de solutionner le problème<sup>36</sup>. Les troupes royales interviendront ensuite pour résoudre le différend<sup>37</sup>. Au moindre souci de justice, ou pour toute action administrative, les consuls de Billom se tournent vers la cour royale notariale de Riom afin d'authentifier leurs actes<sup>38</sup>. La justice, fait de l'évêque-seigneur, lie la ville de Billom au sort des exempts d'Auvergne, qui ressortent devant le bailli royal de Saint-Pierre-le-Moûtier<sup>39</sup>. Le roi de France, s'il n'est pas représenté physiquement à Billom, l'est par la force des lois, gardant ainsi le contrôle sur une de ses Bonnes Villes, sur lesquelles le pouvoir royal s'appuie fortement durant la guerre de Cent Ans. La prestation de serment du 20 octobre 1415 à Charles VI, 5 jours avant la bataille d'Azincourt, démontre aussi que les habitants de Billom n'oublient pas de fidéliser leur soutien au pouvoir royal, dont ils espèrent en retour une protection efficace dans des temps troublés pour le royaume<sup>40</sup>.

Tirillée territorialement, la ville de Billom l'est aussi sur le plan politique. Les habitants de la localité sont parvenus à obtenir une voix, par l'intermédiaire

<sup>34</sup> Sur cette institution des Bonnes Villes, consulter l'œuvre de B. CHEVALIER, et entre autres, B. CHEVALIER, *Les bonnes villes de France du XIV<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Aubier Montaigne, 1982.

<sup>35</sup> A.N. JJ 59 f°278 n°519 : « Philippe Auguste mande à ses prévôts et baillis d'Auvergne de protéger le chapitre de Billom et ses biens qu'il a pris sous sa protection – Paris, octobre 1194 ».

<sup>36</sup> Cf. note 30.

<sup>37</sup> Cf. note 31.

<sup>38</sup> A.D.63 I G 6 / 20 : « Commission par G. de Laire, garde du sceau du roi en Auvergne, à Bernard Charrier, notaire juré de la cour de Riom, pour recevoir tout acte pour les consuls de Billom – 23 janvier 1308 (n.s.) ».

<sup>39</sup> Sur le bailliage de Saint-Pierre-le-Moûtier et les exempts d'Auvergne, voir P. DURYE, *Le Bailliage de Saint-Pierre-le-Moûtier de sa création au milieu du XV<sup>e</sup> siècle*, thèse de l'École des chartes, 1943.

<sup>40</sup> Cf. note 19.

des consuls. Ces derniers, agissant pour le bien-être de la communauté, doivent composer avec l'évêque-seigneur, qui peine parfois à s'imposer face au chapitre de Saint-Cerneuf. Le roi de France, de qui Billom a acquis le statut de bonne Ville, n'est pas présent sur le territoire billomois directement, mais peut intervenir au moindre différend devenu insurmontable par l'entente entre consuls et évêque ou chapitre. Il n'hésite pas non plus à agir pour le développement de la ville, véritable centre de décisions dans son espace.

L'action combinée de ces différents acteurs permet à Billom d'étoffer son rang de ville au Moyen Âge, avec l'excellence atteinte lors de l'obtention du statut de bonne Ville.

## **Les activités diverses de la petite ville de Billom**

Billom, lieu d'habitat et de vie. Billom, lieu de lutte pour le pouvoir. Après s'être arrêté sur ces deux points, il convient désormais de voir quel rang tient la ville de Billom au sein de son espace médiéval. Liée à cette lutte de pouvoir, la gouvernance des territoires a fait de Billom le centre d'une entité judiciaire et administrative. Mais Billom accroît son importance dans son espace avec d'autres atouts, comme celui d'une économie active via les marchés, ou encore le statut de lieu d'éducation.

### *Un centre de gouvernement et de contrôle*

Dans les actes d'hommages, de ventes ou autres concernant la ville de Billom ou ses alentours, la localité est utilisée comme point de référence, certes en tant que ville, mais aussi comme centre d'un mandement de justice ou encore comme lieu de siège d'une baillie épiscopale. A partir de ce centre urbain, l'évêque de Clermont entend diriger le territoire alentour. Ce statut de baillie pour Billom implique la présence d'un baile, siégeant à Billom et pouvant se déplacer sur le territoire pour juger et défendre les droits du seigneur. Ce baile est présent lors de la proclamation de décisions majeures concernant la vie de la localité, comme la prestation de serment des Billomois au roi en 1415<sup>41</sup>. Il doit lui-même jurer de respecter l'entente entre l'évêque et le chapitre, comme c'est le cas pour Guillaume d'Autun en 1377<sup>42</sup>.

<sup>41</sup> Cf. note 19.

<sup>42</sup> A.D.63 12 G 4 / 164 : *Henri, évêque de Clermont, commande à son bailli de Billom de prêter au chapitre de Billom le serment de maintenir leurs privilèges – 24 août 1377.*

Billom n'est en revanche presque jamais évoqué comme lieu d'écriture. L'étude des actes concernant la région autour de Billom démontre que les acteurs du territoire se rendent en d'autres lieux pour l'activité d'écriture, et que Billom ne semble peu ou pas avoir eu de rapport avec cette activité liée au pouvoir, avec une mention au XIIIème siècle d'une cour de Billom<sup>43</sup>, et deux autres au XVème siècle<sup>44</sup>.

En revanche, la localité acquiert une fois dans son histoire une activité quelque peu surprenante, liée à l'exercice du pouvoir et de la justice de l'évêque. Billom sert en effet de lieu de détention pour des bourgeois clermontois, otages de l'évêque<sup>45</sup>. L'évêque semble en effet avoir assigné ses prisonniers à résidence dans la ville de Billom, au sein de laquelle ils peuvent déambuler, tout en restant sous le contrôle du seigneur et de ses officiers.

### *Un espace d'échanges économiques majeurs*

Mais si Billom est souvent nommée dans les actes en tant que localité centrale de référence, la fonction première qui a favorisé le développement de la ville est sans nul doute celle de lieu de commerce. L'introduction d'un acte du XVème siècle résume le statut marchand de Billom : « *ladite ville est une des bonnes villes de la Lorraine ou bas pays d'Auvergne [...] en laquelle se tient un bel et notable marché par chascune semaine au jour de lundi* »<sup>46</sup>. Déjà évoqué dans la charte de franchises de la fin du XIIIème siècle, le marché de Billom bénéficie de privilèges accordés en 1440 par Charles VII, privilèges reconduits par Louis XI en 1483 et entérinés en 1487<sup>47</sup>. Hebdomadaire, ce marché se déroule donc avec la bénédiction du pouvoir royal ainsi que sous le contrôle de l'évêque, qui a fixé dans les franchises ses droits sur le commerce, ainsi que la manière de la pratiquer.

L'évêque favorise les échanges au marché de Billom, afin d'augmenter la renommée du marché billomois mais surtout ses propres revenus via le droit de leyde par exemple, ou en permettant aux habitants de gérer l'obtention des matières pre-

<sup>43</sup> En novembre 1228, il est question en fin d'un acte du « *sigillo testimoniali Billiomensis curie* » détenu dans la ville par un certain maître P., vicaire de l'évêque de Clermont (A.D.63 3 G Armoire 3 Sac C / 7 : *Enquête sur la monnaie de Clermont* ; analysé et édité par A. BOSSUAT, « Une enquête sur la monnaie de Clermont à la fin du XIIIe siècle », *Bulletin philologique et historique*, Paris, Imprimerie Nationale, 1945.

<sup>44</sup> Ces mentions en 1428 et 1458 font mention de la « *curie secularum eiusdem ville Biliomi pro [...] domino Martino miseratione divina Claromontis episcopo* » (A.D.63 12 G 5 / 32 et 39 ; A.D.43 1 H 93 / 7).

<sup>45</sup> A.D.63 1 G 1 / 11 : *Liste d'otages bourgeois clermontois, assignés à résidence à Billom par l'évêque en attendant le règlement de l'amende de 7000 livres pour réparation du meurtre d'un officier épiscopal à Chamalières – octobre 1255.*

<sup>46</sup> Cf. note 10.

<sup>47</sup> A.D.63 12 G 4 / 172 : *Lettres de Charles VIII confirmant les franchises du marché du lundi accordées à la ville de Billom par ses prédécesseurs (4 pièces) – 1483/1487.*

mières à vendre, en permettant par exemple l'exercice libre du droit de vendanger<sup>48</sup> ou en fixant les mesures pour le grain afin d'éviter tout abus lors de la vente.

Des familles de « *bourgeois merchans* »<sup>49</sup> s'enrichissent via cette activité en parallèle de leurs implications politiques. Mais cette activité mercantile a aussi des conséquences sur l'aménagement urbain de la localité. Outre le foirail et la halle précédemment évoqués, il semble que se développent sur les rives du ruisseau de l'Angaud des structures commerciales ou en lien avec cette activité. Ainsi, l'un des ponts sur ce cours d'eau accueille encore aujourd'hui une mesure à grain, sans doute récente, mais qui doit être l'héritière de celle évoquée dans la charte de franchises [Figures 4 et Figure 4 bis]. Une partie de la rive est du ruisseau porte quant à elle encore aujourd'hui le nom de *Quai Grenette*<sup>50</sup>. Derrière ce terme issu du franco-provençal, il faut envisager l'implantation de petits greniers, dans lesquels devaient être entreposés les grains vendus sur le marché de Billom.



Figure 4

Les sources permettant d'estimer l'ampleur de ce marché et sa renommée sont quasi inexistantes. Mais il est possible de retrouver trace du marché de Billom dans des documents d'autres lieux. Il est par exemple intéressant de trouver des mentions du marché de Billom dans les comptes d'une localité. Ainsi, dans les comptes des consuls de Montferrand, autre Bonne Ville royale située à vingt kilomètres au nord-ouest de Billom, sur l'autre rive de l'Allier, plusieurs références sont faites pour

<sup>48</sup> A.D.63 12 G 4 / 170 : *Privilège pour la ville de Billom de vendanger quand bon leur semblera, accordé par Guy, évêque de Clermont, et confirmé par le roi - entre 1340 et 1350.*

<sup>49</sup> Cf. note 19.

<sup>50</sup> Cadastre napoléonien (1834), Section du cadastre du *Quai Neuf*.



Figure 4 bis

des achats en la ville de Billom<sup>51</sup>. Les comptes seigneuriaux peuvent aussi révéler des informations. Ceux des seigneurs d'Olliergues, petite seigneurie de moyenne montagne du Livradois-Forez située à vingt-cinq kilomètres au sud-est de Billom, témoignent des voyages du personnel des seigneurs qui se rendent aussi dans la plaine lors de leurs déplacements et s'arrêtent pour loger à Billom et acheter lors de son marché<sup>52</sup>.

Ces deux traces de clientèle extérieure ne concernent que des voisins auvergnats de cette localité de Billom. Il n'est malheureusement pas possible d'affirmer une plus grande renommée pour ce marché, qui déborderait des frontières de la région. En

<sup>51</sup> A. R. LODGE (éd.), *Le plus ancien registre de comptes de Montferrand en provençal auvergnat (1259-1272)*, Clermont-Ferrand, 1985, notice C 30. Idem, *Les comptes des consuls de Montferrand (1273-1319)*, Paris, Ecole Nationale des Chartes, 2006, notices 3.43, 3.316, 3.383 et 3.749 ; Idem, *Les comptes des consuls de Montferrand (1346-1373)*, Paris, Ecole Nationale des Chartes, 2010, notices 10.265, 11.110, 11.2645/8.

<sup>52</sup> A.N. R<sup>2</sup> carton 25 / 10 : *Livre de comptes de Guarino et de Pauze, « maîtres d'ostel » d'Olliergues, commencé en 1427* et A.N. R<sup>2</sup> carton 25 / 11 : *Livre de comptes de Jehan Pons, « maistre d'ostel » d'Olliergues, commencé le 30 août 1438* ; édité dans J. ROUTHOU-BOURASSET, *La vie des seigneurs d'Olliergues au début du XVe siècle d'après les comptes*, Clermont-Ferrand, Université Blaise Pascal Clermont II, 1995 (mémoire).

revanche, il faut noter que ce marché et son existence ainsi que son développement, sans doute important au vu des mentions dans les actes, doivent aussi être reliées à un réseau routier développé autour de la ville de Billom, et dont les habitants et leurs consuls s'inquiètent de son état dès lors que cela peut nuire à leurs profits : « *les chemins et passages dentour ladite ville et entrée dicelle sont tellement rompuz fonduz et effondrez [...] parquoy plusieurs desdits marchans et autres delaissent souvent a venir ausdits foires et marchiez* »<sup>53</sup>.

Située à la frontière entre plaine de la Limagne et moyenne montagne livradoise, en plein « pays coupé »<sup>54</sup>, la ville de Billom jouit d'une position confortable pour l'exercice du commerce en lien avec une production diverse et rentable.

### *Un haut lieu de l'éducation ?*

Toutefois, Billom ne semble pas produire que des denrées. L'historiographie billomoise veut qu'une université de renom se soit installée dans les murs de la localité. Plusieurs auteurs font d'ailleurs référence à des actes citant des hommes issus du milieu universitaire billomois<sup>55</sup>. Ils sont pour la plupart cités comme étant des « étudiants » (*studentibus*) ou ayant étudié au sein du *studium* de Billom.

Et c'est l'emploi de ce terme de *studium* qui contredit en quelque sorte le mythe d'une université billomoise. Il semblait incongru de penser que Billom ait accueilli comme ses grandes sœurs Paris ou Montpellier une université. Mais la localité semble néanmoins pourvue de lieux d'enseignements importants, désigné sous ce nom de *studium*. Un autre terme apparaît dans un acte sans aucun lien apparent avec le milieu de l'éducation billomois. Lors de l'hommage d'un billomois pour ses biens, parmi les témoins de son acte se trouve un certain maître Michel de La Grange, désigné comme « *regenti scolas Biliomi* »<sup>56</sup>. Le terme de *scolas* apparaît donc pour désigner les structures d'enseignement existantes à Billom.

Il faut donc supposer que derrière ce mythe de l'université se cachent des écoles, formant apparemment en droit et en art d'après les mentions des étudiants issus de celles-ci. L'enseignement en leur sein pouvait sans doute être assuré par le personnel

<sup>53</sup> A.D.63 12 G 4 / 173 (*op. cit.*).

<sup>54</sup> J. DELASPRES, « La région de contact entre la Limagne et le Nord Livradois », *Revue géographique alpine*, 35, n. 35-3 (1947), Paris, p. 523- 524.

<sup>55</sup> H. DENIFLE, *Les universités françaises au Moyen Âge : avis à M. Marcel Fournier, éditeur des « Statuts et privilèges des universités françaises »*, Paris, Bouillon, 1892, notice « Billom » ; S. GUENEE, *Bibliographie de l'histoire des universités françaises, des origines à la Révolution*, t. 2 : Aix-en Provence – Valence et académies protestantes, Paris, Picard, 1972, notice « Billom » ; aux références précédentes, il convient d'ajouter l'acte A.D.63 5 F 24 / 2, mentionnant deux autres « *studentibus* ».

<sup>56</sup> A.D.63 1 G 8 / 3 : *Hommage par Géraud Séguy, damoiseau, de Billom, pour ce qu'il tient dans la justice de Mauzun – 1418.*

religieux de la collégiale, ainsi que par des maîtres en exercice dans le diocèse, sans doute sous l'autorité de l'évêque dans ses seigneuries. Derrière tout mythe se cache donc une vérité, parfois enjolivée pour le profit de quelqu'un.

A qui profite le « crime » dans le cas de Billom ? Sans doute aux Jésuites, qui vont être installés dans la ville avec un collège au XVI<sup>ème</sup> siècle par l'évêque Guillaume Duprat, après un échec dans sa ville natale Issoire. Les Jésuites s'installaient souvent dans des lieux déjà reconnus pour leur passé de lieu d'éducation. Il est possible de croire que le *studium* et les *scolas* ont donc été transformées en université pour ancrer définitivement l'installation jésuite<sup>57</sup>.

## Conclusion

Le cas de la petite ville de Billom est donc celui d'une petite ville qui a su grandir et s'élever dans son espace et au sein du monde urbain auquel elle appartient. Pour cela, la localité a bénéficiée d'une implantation ancienne organisée autour de deux lieux de cultes d'importance. L'un d'entre eux semble néanmoins avoir pris le pas sur l'autre. Assuré de leur position, les divers acteurs de la vie billomoise ont alors agi dans le sens du développement pour la localité. Les luttes de pouvoir entre le seigneur principal, l'évêque de Clermont, contre ses adversaires, les chanoines de Saint-Cerneuf, ont modelé la ville et sa vie interne. Les habitants ont su se préserver et agir dans leur intérêt afin de pouvoir prétendre à participer aux luttes de pouvoir. Le roi de France semble, quant à lui, assumer la position d'arbitre ou de référentiel suprême dès lors que des partis ne semblent plus pouvoir coopérer.

Du fait de l'investissement de ces pouvoirs, la ville de Billom a alors acquis des prérogatives qui ont fait d'elles un point de référence dans le monde rural l'entourant, mais aussi au sein même du monde urbain médiéval auvergnat. Quatrième Bonne Ville de basse Auvergne, Billom est un siège d'administration et de justice épiscopale. La localité bénéficie aussi d'un marché actif, favorisé par l'évêque-seigneur et le roi. Enfin, même s'il ne s'agit pas d'une université, Billom accueille des lieux d'éducation capable de former un personnel compétent qui part ensuite travailler dans d'autres cours princières de France.

Grâce à cet exemple, plusieurs critères définissant la petite ville médiévale active peuvent être formulés : un réseau paroissial fort ; la présence d'un ou plusieurs pouvoirs forts et agissant pour le développement de la localité ; la présence dans la

---

<sup>57</sup> Cette théorie découle d'échanges entre plusieurs personnes s'intéressant à l'« université » billomoise, et entre autres s'inspire de la première théorie avancée par Candice Taillandier, ancien membre de l'OT de Billom-Saint-Dier, qu'il faut ici remercier d'avoir lancée cette recherche.

localité de lieux d'exercices d'activités spécifiques : marché, lieux de justice (tribunal / cour), lieux d'éducation. Mais il apparaît que Billom souffre aussi de lacunes, la plus criante étant l'absence assurée d'un lieu d'écriture dédiée à la production d'actes pour la région. Il faut donc aussi accepter qu'une petite ville réunisse uniquement certains critères, selon les aspirations de ceux qui agissent en son sein.

Il apparaît néanmoins important de ne pas isoler Billom de son contexte territorial et de ses réseaux. « Celui qui veut étudier des réseaux de villes ne peut faire abstraction de l'espace dans lequel s'inséraient leurs membres<sup>58</sup> ». L'étude de la localité billomoise doit aussi passer par un regard sur la place qu'elle occupe dans l'Auvergne médiévale, par rapport aux autres localités et leur potentiel<sup>59</sup>. S'intéresser au réseau urbain auvergnat permet d'envisager d'autres aspects du potentiel de Billom au sein de son espace et de son temps.

---

<sup>58</sup> L. BUCHOLZER-REMY, *Une ville en ses réseaux : Nuremberg à la fin du Moyen Âge*, Paris, Belin, 2006, p. 17.

<sup>59</sup> Sur les relations entre petites villes, voir les travaux de J.-L. FRAY, *Villes et bourgs de Lorraine : réseaux urbains et centralité au Moyen âge*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise Pascal, 2006, et ses continuations appliquées à l'Auvergne ; il est à noter que le travail présenté ici est issu de recherches plus larges pour un doctorat sous la direction de J.-L. Fray : T. AREAL, *Entre Allier et Livradois. Dynamiques spatiales et contrôle des populations (XIIe-XVe siècles)*, Clermont-Ferrand, Clermont Université, en cours.

(Cette page a été laissée intentionnellement blanche)

# Chantiers ecclésiastiques et ambitions urbaines dans les villes neuves et dans les « quasi città » de la région subalpine occidentale (XIIIème-XVIème siècles)

Andrea Longhi<sup>1</sup>  
Politecnico di Torino

## Résumé

L'essai aborde, à travers la discussion de quelques cas d'étude en Italie nord-occidentale, trois nœuds du débat historiographique récent concernant l'étude des « petites villes » au Moyen Âge : la dimension juridico-institutionnelle du concept de ville (*civitas*) ; le processus d'affirmation de quelques bourgs nouveaux vers le rang de *civitas* ; l'apport de l'histoire de l'architecture et des structures territoriales à la compréhension des ambitions urbaines des petites villes. On propose la thèse que les chantiers ecclésiastiques, notamment des églises collégiales des grands bourgs (de fondation nouvelle, ou même ancienne), constituent un des moteurs de l'affirmation de communautés en mesure de faire face aux défis de l'organisation de structures d'ambition urbaine. Néanmoins, le rapport entre la réussite des grands chantiers ecclésiastiques et aboutissement au titre de *civitas* (à savoir, l'érection d'un nouveau diocèse) n'est pas univoque, et il doit être discuté dans le cadre des équilibres sociaux et géopolitiques locaux.

## Mots-clés

Chantier ; cathédrale ; église collégiale ; bourgs nouveaux ; villes neuves.

---

<sup>1</sup>Architecte PhD, chercheur en Histoire de l'Architecture, Politecnico di Torino, Interuniversity Department of Regional and Urban Studies and Planning (DIST); email: andrea.longhi@polito.it

## Abstract

Through the discussion of selected case studies in Northwest Italy, this essay approaches three key aspects of recent historiographical debate on the study of the «small town» in the Middle Ages: the concept of city (*civitas*) in its juridical and institutional dimensions; the advance of some new boroughs towards the rank of *civitas*; and the contribution of architectural history to understanding the urban ambitions of small towns. This article suggests that the construction of ecclesiastical buildings, namely of collegiate churches in large towns (new towns or ancient foundations), was a driving force behind the success of communities which faced the challenge of organising ambitious urban structures. Nevertheless, the relationship between the success of the great ecclesiastical buildings and the securing of the title of *civitas* – in other words, the establishment of a new diocese – is not straightforward, and must be discussed considering the social and geopolitical balance at a local level.

## Keywords

Building sites, church building, cathedral, collegiate church, new towns.

Le débat historiographique contemporain est traversé, de manière de plus en plus nourrie depuis la deuxième moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, par le problème de l'identification des conditions minimales pour qu'une communauté puisse être considérée comme faisant partie du monde « urbain ». Parmi les différents aspects abordés par la littérature récente et soumis dans ce volume à un regard comparé interdisciplinaire et international, cet article va souligner trois nœuds critiques : la dimension juridico-institutionnelle du concept de ville (*civitas*) et de sa perception dans l'Italie septentrionale au bas Moyen Âge ; le processus d'affirmation de quelques bourgs nouveaux vers le rang de *civitas* ; l'apport de l'histoire de l'architecture et des structures territoriales à l'étude de la construction « sociale » et matérielle des petites villes et de leurs ambitions urbaines.

## Le débat historiographique : les « quasi città »

Dans l'Italie communale du bas Moyen Âge, le rang de *civitas* reste une prérogative des sièges épiscopaux<sup>2</sup>, clefs de voûte d'un réseau d'organisations territoriales de

---

Liste des abréviations : Cism – Centro internazionale di studi sugli insediamenti medievali; SSSAACn – Società per gli studi storici, archeologici ed artistici della provincia di Cuneo.

longue durée et de vaste échelle, parfois héritage des institutions administratives civiles de l'antiquité tardive. Les chroniqueurs, les hommes de lettres et les officiers disposent des noms de *locus, villa, castrum, oppidum, burgus, terra* ou *castello* pour définir les agglomérations qui ont des dimensions et des fonctions qui – dans le reste de l'Europe – auraient pu être « urbaines », mais qui sont dépourvues de dignité épiscopale : il leur reste seulement la possibilité de souligner avec des adjectifs (*nobilis, opulentis*) la hiérarchie des centres et leur projection au-delà d'une dimension strictement rurale et locale.

Si, sous le point de vue des contemporains, la *civitas* est la ville qui a un évêque – faisant donc abstraction de sa taille – l'historiographie actuelle a perçu le défaut de catégories pour décrire les grands bourgs qui ne parviennent pas à la dignité épiscopale (ou y arrivent tardivement, à l'époque Moderne). Par exemple, dans le contexte géopolitique subalpin qui sera ici présenté, on peut prendre en considération des bourgs d'origine romaine qui deviennent des puissances économiques internationales (Chieri – *Carreum Potentia*), des villages ou des *castra* en forte expansion physique et économique (Pinerolo, Savigliano, Bra, Chivasso, mais aussi Saluzzo et Casale avant leur promotion à la fin du XV<sup>e</sup> siècle), les bourgs nouveaux qui se détachent de leur ville fondatrice et dominante pour réaliser les ambitions d'autonomie de leurs communautés (Cuneo, Fossano, Cherasco, Mondovì). Il s'agit, dans une perspective générale, de bourgs qui développent des institutions communales et leur propre *districtus* jusqu'à former des embryons d'*États citoyens*, pour entrer dès les XIII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècles dans les espaces politiques des principautés régionales (comtes – puis ducs – de Savoie et princes de Savoie-Achaïe, comtes Angevins, marquis de Montferrat et de Saluces, Visconti de Milan) ; quelques-uns de ces bourgs deviennent des sièges de cour, ou des « capitales » *ante litteram* (Pinerolo, Saluzzo, Chivasso et Casale).

---

<sup>2</sup>Pour un cadre synthétique voir : R. BORDONE, *La società urbana nell'Italia comunale, secoli XI-XIV*, Torino, Loescher, 1984, p. 16 ss.. G. CHITTOLINI, « 'Quasi-città'. Borghi e terre in area lombarda nel tardo Medioevo », *Società e storia*, XIII (1990), 47, p. 3-26, maintenant dans Idem., *Città, comunità e feudi negli stati dell'Italia centro-settentrionale (secoli XIV-XVI)*, Milano, Unicopli, 1996 (Early Modern 6), p. 85-104. G. RICCI, « Sulla classificazione delle città nell'Italia del Rinascimento », *Storia urbana*, 64 (1993), p. 5-17. M. FOLIN, « Sui criteri di classificazione degli insediamenti urbani nell'Italia centro-settentrionale (secoli XIV-XVIII) », *Storia urbana*, 92 (2000), p. 5-23. G. CHITTOLINI, « Il nome di "città". La denominazione dei centri d'oltralpe in alcune scritture italiane del primo Cinquecento » dans *Italia et Germania. Liber amicorum Arnold Esch*, H. KELLER, W. PARAVICINI et W. SCHIEDER (éds.), Tübingen, Niemeyer, 2001, p. 489-501. G. M. VARANINI, « Città alpine del tardo medioevo » dans *Il Gotico nelle Alpi. 1350-1450*, E. CASTELNUOVO et F. DE GRAMATICA (éds.), Trento, Castello Buonconsiglio, 2002, p. 35-51. Parmi les définitions médiévales les plus connues et cités : selon Iacopo da Varagine (1228/9-1298) « loquendo proprie civitas non dicitur nisi que episcopali honore decoratur » (*Chronica Civitatis Ianuensis ab origine usque ad annum MCCXC VII*, écrite entre 1295-1297) ; pour le juriste du XIV<sup>e</sup> siècle Bartolo da Sassoferrato : « civitas vero secundum usum nostrum appellatur illa, quae habet episcopum » (*Consilia, questiones et tractatus [...]*, tous les deux cités par M. FOLIN, « Sui criteri »... *op. cit.*, p. 5 et 8).

C'est Giorgio Chittolini qui a proposé, en 1990, une catégorie historiographique qui a remporté un vif succès pour décrire ce genre de bourg : il s'agit du concept de « quasi città », c'est-à-dire une ville qui – même si elle peut vanter une taille, une économie et des fonctions « urbaines » – n'a pas encore atteint la dignité épiscopale et la pleine autonomie face à d'autres centres urbains, malgré ses efforts d'émancipation politique et ecclésiastique<sup>3</sup>.

Pendant, la catégorie de « quasi città » n'a pas résolu le débat sur les critères de définition des villes et des bourgs, mais elle a contribué à fonder un dialogue interdisciplinaire fructueux entre l'histoire des institutions et l'histoire des structures physiques de l'habitat (architecture, espaces, urbanisme, infrastructures etc.), sans oublier – toutefois – la subjectivité de la perception du milieu « urbain » ou la dimension « mentale » des structures de l'habitat.

Le concept de « quasi città » se croise aussi avec celui de « centri minori »<sup>4</sup>: l'expression a eu une certaine fortune dans la presse touristique, mais elle a été aussi prise en considération par l'historiographie. Notamment, elle a été appliquée aux centres de la plaine du Po constituant un mosaïque de pouvoirs seigneuriaux locaux (des « piccoli stati ») dans une région dépourvue de principautés de taille régionale ; les ambitions de ces petits princes ont alimenté la poursuite du titre de « città » pour leurs sièges privilégiés qui n'avaient pas le rang épiscopal – même si l'auto-représentation de leur souverains l'aurait présupposé, et leur action édilitaire l'aurait activement envisagée – afin d'achever le processus de construction d'un territoire politiquement autonome et d'une petite capitale<sup>5</sup>. Cependant, la dignité épiscopale et – par conséquent – urbaine n'arrive que très rarement et tardivement, c'est-à-dire au début de l'époque Moderne et dans le cadre d'un affaiblissement général de la prérogative ecclésiastique du titre. L'émancipation d'un bourg ou la création d'un nouveau diocèse par le démembrement des diocèses préexistants sont des processus complexes qui peuvent être maîtrisés plus aisément dans le cadre des

<sup>3</sup>G. CHITTOLINI, « Quasi città » ... *op. cit.*. G. CHITTOLINI, « Organizzazione territoriale e distretti urbani nell'Italia del tardo Medioevo » dans *L'organizzazione del territorio in Italia e Germania: secoli XIII-XIV*, G. CHITTOLINI et D. WILLOWEIT (éds.), Bologna, Il Mulino, 1994 (Annali dell'Istituto storico italo-germanico, Quaderno 37), p. 7-26.

<sup>4</sup>A. A. SETTIA, « Da villaggio a città : lo sviluppo dei centri minori nell'Italia del Nord » dans *Città murate del Veneto*, S. BORTOLAMI (éd.), Cinisello Balsamo, Silvana Editoriale, 1988, p. 23-34. E. GUIDONI, « Introduzione » dans *Inchieste sui centri minori*, E. GUIDONI (éd.), Torino, Einaudi, 1990 (Storia dell'arte italiana 8, parte III, volume I), p. 5-33. M. GINATEMPO, « Dietro un'eclisse: considerazioni su alcune città minori dell'Italia centrale » dans *Italia 1350-1450 : tra crisi, trasformazione e sviluppo*, Pistoia, Centro italiano di studi di storia e d'arte di Pistoia, 1993, p. 35-76. M. FOLIN, « Città, 'quasi città' e piccoli stati nell'Italia di Antico Regime (secoli XV-XVII) », *Storia urbana*, 102 (2003), p. 5-23.

<sup>5</sup>E. SVALDUZ, « Città e 'quasi-città' : i giochi di scala come strategia di ricerca », dans *L'ambizione di essere città. Piccoli, grandi centri nell'Italia rinascimentale*, E. SVALDUZ (éd.), Venezia, Istituto veneto di scienze, lettere ed arti, 2004 (Memorie. Classe di scienze morali, lettere ed arti, CVII), p. 7-43.

États modernes<sup>6</sup>. À partir du XVI<sup>e</sup> siècle, le rang de « città » sera accordé directement par des décisions autonomes des princes locaux, alors que la signification du terme prendra davantage une connotation liée aux structures administratives périphériques de l'État<sup>7</sup>. Seules les 'quasi città' qui ont un fort appui dynastique arrivent donc à couronner leur desseins, même si – parfois – ce résultat formel n'est pas accompagné d'un développement réel du centre.

### La région subalpine occidentale : bourgs nouveaux, villes anciennes et cadres diocésains

La fondation de nouveaux bourgs dans la région subalpine occidentale – notamment à partir du XII<sup>e</sup> siècle, pour arriver jusqu'au début du XIV<sup>e</sup> – remodèle le réseau du peuplement urbain et rural<sup>8</sup> [Figure 1a], remettant en discussion la hiérarchie et le rôle des villes épiscopales de fondation classique (Torino-*Augusta Taurinorum* ; Ivrea-*Eporedia* ; Asti-*Hasta* ; Alba-*Alba Pompeia* ; Vercelli-*Vercellae*) [Figure 1b]. Cette dynamique concerne surtout le Piémont méridional, où l'ancien réseau des *municipia* romains n'avait pas survécu à la dissolution des structures administratives impériales<sup>9</sup>. Ce vaste territoire était encadré dans les diocèses des *civitates* de Turin, Asti et Alba : les phénomènes de la fondation de nouveaux bourgs et la croissance physique de noyaux de peuplement pré-existants (*castra*, *villae*, *burgi*) stimulent donc entre les communautés locales de nouvelles ambitions

<sup>6</sup>G. PICASSO, « Erezione, traslazione, unione di diocesi in Italia (secc. XIV-XVI) » dans *Vescovi e diocesi dal XIV alla metà del XVI secolo. Atti del VII convegno di Storia della Chiesa in Italia (Brescia 1987)*, G. DE SANDRE GASPARINI, A. RIGON, F. TIROLESE et G. M. VARANINI (éds.), Roma, Herder, 1990, II (Italia sacra 44), p. 661-673. Voir aussi : F. MAZEL, « Le diocèse : territoire et conflit aux XI<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup> siècles. Notes de lecture » dans *De l'espace aux territoires. La territorialité des processus sociaux et culturels au Moyen Âge, actes de la table-ronde des 8-9 juin 2006 Cescm (Poitiers)*, S. BOISSELLIER (éd.), Turnhout, Brepols, 2010 (Culture et société médiévale, 19), p. 261-275.

<sup>7</sup>M. FOLIN, « Sui criteri » ... *op. cit.*, p. 18 ss.

<sup>8</sup>Pour un cadre général sur les processus de fondation dans la région, voir les contributions dans : *I borghi nuovi (secoli XII-XIV)*, R. COMBA et A. A. SETTIA (éds.), Cuneo, SSSAACn, 1993 (Da Cuneo all'Europa, 2). P. GUGLIELMOTTI, « Territori senza città. Riorganizzazioni duecentesche del paesaggio politico nel Piemonte meridionale », *Quaderni Storici*, XXX (1995), 90, p. 765-798. *Borghi nuovi e borghi franchi nel processo di costruzione dei distretti comunali nell'Italia centro-settentrionale (secoli XII-XIV)*, R. COMBA, F. PANERO et G. PINTO (éds.), Cherasco-Cuneo, Cisim-SSAACn, 2002 (Insediamenti e Cultura Materiale, I). *La torre, la piazza, il mercato. Luoghi del potere nei borghi nuovi del basso Medioevo*, C. BONARDI (éd.), Cherasco-Cuneo, Cisim-SSAACn, 2003 (Insediamenti e cultura materiale, II). *Le Villenove nell'Italia comunale*, R. BORDONE (éd.), Montechiaro d'Asti, Musso, 2003. F. PANERO, *Villenove medievali nell'Italia nord-occidentale*, Torino, Valerio, 2004.

<sup>9</sup>Sur le rapport entre le réseau diocésain ancien et les dynamiques politiques du bas Moyen Âge au Piémont : G. CASTELNUOVO, « Principi e città negli stati sabaudi » dans *Principi e città alla fine del Medioevo*, S. GENSINI (éd.), Pisa, Pacini, 1996 (Centro studi sulla civiltà del tardo medioevo San Miniato, Collana di studi e ricerche, 6), p. 77-93.

urbaines, qui se développent dans le cadre de la compétition entre les principautés régionales et les villes communales ‘ dominantes ’.

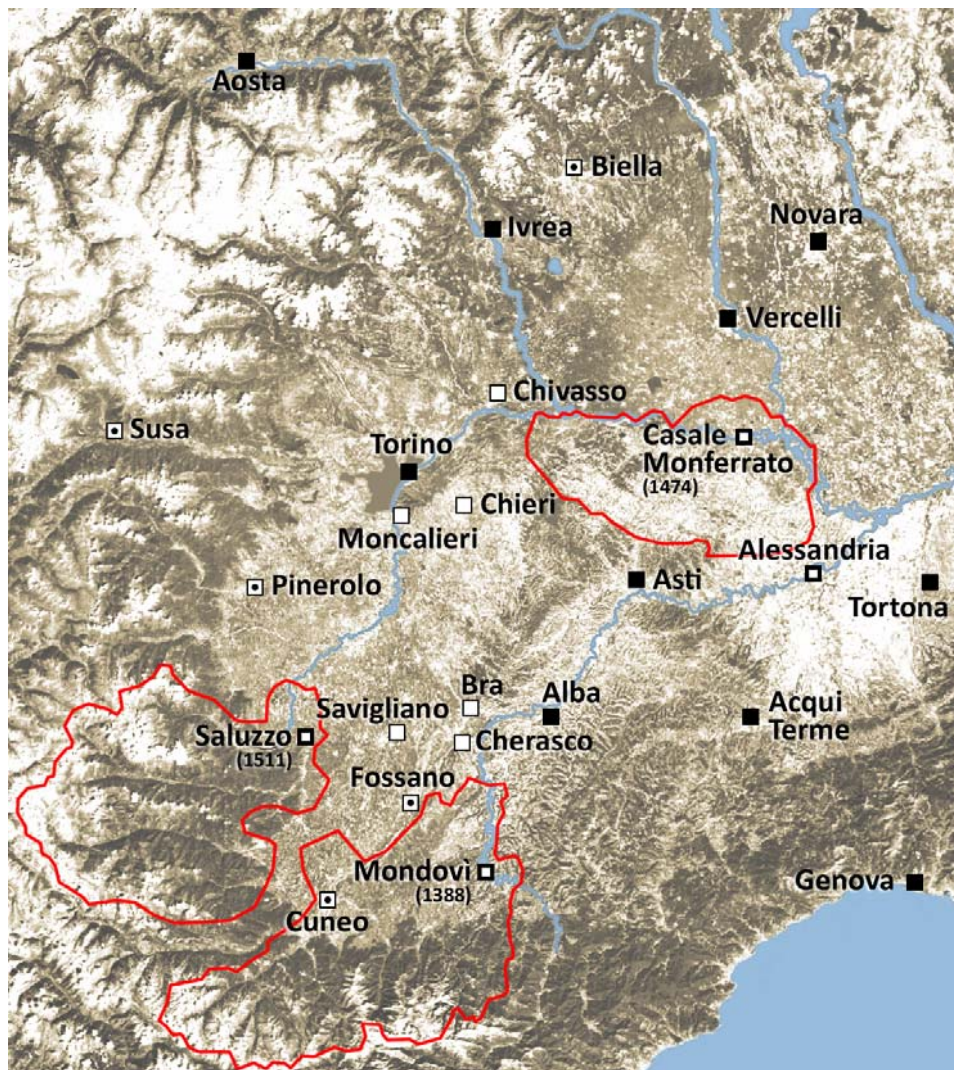


Figure 1a – Carte des villes et des bourgs mentionnés dans le texte

- ville épiscopale de fondation classique
- ▣ bourg érigé en siège diocésain au Moyen Âge (indication du périmètre du diocèse en rouge)
- ◻ bourg érigé en siège diocésain à l'Âge Moderne
- bourg

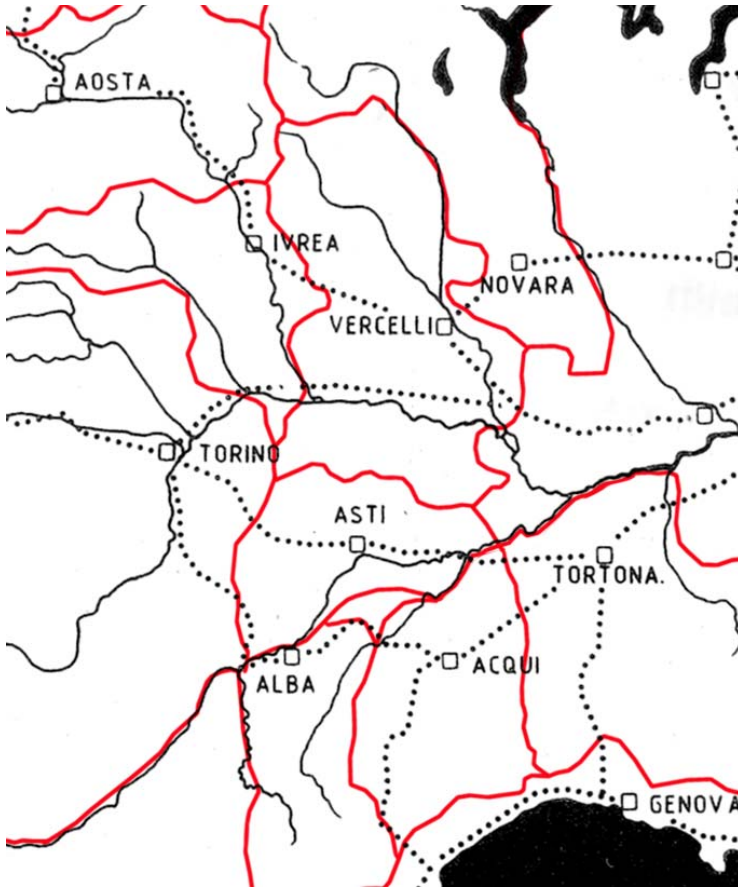


Figure 1b – Villes épiscopales de fondation classique et diocèses paléochrétiens (de Cantino Wataghin 1985 et 1989)

La promotion directe d'un nouveau bourg au rang de *civitas* est tout à fait unique. Alessandria naît en 1168 presque comme « ville » neuve *stricto sensu*, et « *fu un fenomeno unico nella storia d'Italia* »<sup>10</sup> : elle se met sous la protection du pape Alexandre III (éponyme de la ville) et son prétendu rôle de *civitas* s'appuie non seulement sur une nouvelle dignité épiscopale dès 1175<sup>11</sup>, mais aussi sur un remarquable essor démographique (environ 19.000 habitants en 1206). Il faut toutefois rappeler que, de 1206 à 1405, Alessandria et l'ancien diocèse d'Acqui sont unifiés

<sup>10</sup>A. A. SETTIA, « Epilogo » dans *Borghi nuovi e borghi franchi ... op. cit.*, p. 427-440 (438).

<sup>11</sup>V. POLONIO, « Nuove fondazioni e nuove circoscrizioni diocesane: il caso di Alessandria », dans *Borghi nuovi e borghi franchi ... op. cit.*, p. 383-407.

en la personne d'un seul évêque. Hormis Alessandria, parmi les bourgs nouveaux des XIIème -XIIIème siècles seul Mondovì (fondé à la fin du XIIème siècle) parvient à constituer un nouveau diocèse en 1388, au détriment de l'ancien diocèse d'Asti<sup>12</sup>. À la fin du XIVème siècle, la commune de Mondovì est désormais encadrée dans l'expansion méridionale de l'espace politique de la Maison de Savoie et possède une taille (environ 5.000 habitants) comparable à celle des autres 'quasi città' d'agrégation plus ancienne (Pinerolo, Savigliano, Moncalieri, Chieri), et plus importante que la *civitas* de Turin (environ 3.000 habitants à la moitié du XIVème siècle). Le nouveau diocèse – qui comporte le rang urbain pour la *villanova* – occupe une région dépourvue d'une trame ecclésiastique dense, et bouleversée par le « schisme d'Occident », qui est la raison pour laquelle le pape de Rome Urbain VI accorde rapidement l'épiscopat au bourg.

Le bourg nouveau de Fossano, fondé vers 1236, ne parvient que bien plus tard à atteindre le statut de ville. Noyau et carrefour de la partie méridionale du duché de Savoie (depuis 1314), Fossano obtient du duc le titre de « città » en 1566, pendant la refondation de l'État après l'occupation française, mais la ville ne pourra être dotée d'un diocèse qu'en 1598<sup>13</sup>. La *villanova* de Cuni (1198), dont les ambitions urbaines ne sont plus cachées à partir du XIVème siècle, sera déclarée « città » par le duc de Savoie en 1559, mais ne deviendra siège épiscopal qu'en 1817<sup>14</sup>.

Le cheminement des aspirations d'autres bourgs – de fondation ancienne ou du haut Moyen Âge – sera strictement lié aux ambitions des principales principautés territoriales subalpines. Casale – héritière du *municipium* romain abandonné de *Vardacate* – deviendra « città » en 1474, par concession du pape Sixte IV, suite aux pressions des marquis de Montferrat, avec le soutien des Sforza<sup>15</sup>. Quant aux

<sup>12</sup>P. GUGLIELMOTTI, « Le origini del comune di Mondovì. Progettualità politica e dinamiche sociali fino agli inizi del Trecento » dans *Storia di Mondovì e del Monregalese. I. Le origini e il Duecento*, R. COMBA, G. GRISERI et G. M. LOMBARDI (éds.), Cuneo-Mondovì, SSSAACn-Città di Mondovì, 1998 (Storia e storiografia, 16), p. 45-184. E. CANOBBIO, « 'Tam de divino celebrando officio quam de ministrandis populis ecclesiasticis sacramentis' : chiese e cura d'anime a Mondovì tra XIII e XIV secolo » dans *Storia di Mondovì e del Monregalese. II. L'età angioina (1260-1347)*, R. COMBA, G. GRISERI et G. M. LOMBARDI (éds.), Cuneo-Mondovì, SSSAACn-Città di Mondovì, 2002 (Storia e storiografia, 35), p. 161-176. G. COMINO, « La diocesi di Mondovì : pievi, parrocchie e cappelle dal 1388 al 1817 » dans *Insediamenti umani e luoghi di culto fra medioevo ed età moderna*, E. LUSSO et F. PANERO (éds.), La Morra, Associazione Culturale Antonella Salvatico, 2011, p. 91-125.

<sup>13</sup>Borgo, *Città e Diocesi (1536-1680). Storia di Fossano e del suo territorio. IV.*, R. COMBA (éd.), Fossano, Core, 2012.

<sup>14</sup>R. COMBA, « Fra vita ecclesiastico-religiosa e disciplinamento sociale » dans *Storia di Cuneo e del suo territorio. 1198-1799*, R. COMBA (éd.), Savigliano, Artistica, 2002, p. 241-268. D. CORTESE, « Le chiese di Cuneo dalla fondazione del borgo nuovo alla costituzione della diocesi » dans *Insediamenti umani ... op. cit.*, p. 157-171. *Prima della diocesi di Cuneo*, dans *Cuneo. Una diocesi e una città. Atlante storico-artistico delle istituzioni ecclesiali nel territorio del Comune di Cuneo*, G.M. GAZZOLA (éd.), Cuneo, Edizioni diocesi di Cuneo, 1998 (La diocesi di Cuneo, vol. II), p. 13-22.

<sup>15</sup>A. A. SETTIA, « 'Fare Casale città': prestigio principesco e ambizioni familiari nella nascita di una diocesi tardo medievale » dans *Vescovi e diocesi ... op. cit.*, p. 675-716. A. A. SETTIA, « 24 Giugno 1474 : Casale

marquis de Saluces, il leur faudra attendre la décision du pape Jules II en 1511 pour voir reconnaître la dignité épiscopale à leur capitale<sup>16</sup>: la promotion au statut de ville arrive – cependant – au seuil de la crise politique du marquisat et de la perte de son autonomie. Les deux chemins, presque parallèles, mettent en évidence que la présence d'un évêque devient une condition nécessaire pour la pleine affirmation d'un bourg en tant que « ville capitale » d'une principauté territoriale, voire d'un État moderne.

Les racines municipales romaines de Chieri, associées à un remarquable développement économique et social (8-10.000 habitants au début du XIV<sup>e</sup> siècle), ne seront pas suffisantes pour supporter l'ambition épiscopale. L'émancipation du diocèse de Turin ne sera même pas atteinte par de grands bourgs, tels que Savigliano ou Moncalieri.

Le paysage ecclésiastique piémontais ne sera bouleversé que pendant la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, par la fondation des diocèses alpins de Pignerol (1748), Suse et Biella (1772), pour renforcer la structure étatique absolutiste, selon un dessein de superposition des provinces et des diocèses envisagé dès 1622 par le duc Charles Emmanuel I<sup>er</sup>.

## Les chantiers des églises collégiales et la construction d'une organisation 'urbaine'

Si les aspirations au statut de *civitas* ont une cible institutionnelle, il ne faut pas sous-estimer les implications et les retombées physiques des dynamiques préalablement indiquées. L'historiographie a déjà analysé l'engagement des princes – parfois de véritables « princes-architectes » – dans la transformation matérielle de leurs sièges (palais seigneuriaux, structures fortifiées urbaines, espaces publics) vers la poursuite du titre de « città ».<sup>17</sup>

diventa Città », *Monferrato Arte e Storia*, 22 (2010), p. 17-28.

<sup>16</sup>G. G. MERLO, « Le origini della diocesi di Saluzzo », *Bollettino della Società per gli studi storici, archeologici e artistici della Provincia di Cuneo*, 113 (1995), p. 89-98. E. CANOBBIO, « Ludovico II e le istituzioni ecclesiastiche del marchesato » dans *Ludovico II marchese di Saluzzo. Condottiero, uomo di Stato e mecenate (1475-1504)*, R. COMBA (éd.), t. I, Cuneo, 2006 (Marchionatus Saluciarum Monumenta. Studi, III), p. 57-77. *Saluzzo, città e diocesi. Cinquecento anni di storia*, actes du colloque (Saluzzo, 28-30 octobre 2011), R. COMBA (éd.). *Bollettino della Società per gli studi storici, archeologici e artistici della Provincia di Cuneo*, 149 (2013).

<sup>17</sup>D. CALABI, « Il principe architetto, la città e il territorio nelle piccole signorie italiane tra Quattro e Cinquecento » dans *Il Principe architetto. Atti del Convegno internazionale (Mantova 1999)*, A. CALZONA, F. P. FIORE, A. TENENTI et C. VASOLI (éds.), Firenze, Olschki, 2002, p. 229-256. M. FOLIN, « Il principe architetto e la 'quasi città': spunti per un'indagine comparativa sulle strategie urbane nei piccoli stati italiani del Rinascimento » dans *L'ambizione ... op. cit.*

Le présent exposé veut souligner les dynamiques entamées par les chantiers concernant les cœurs religieux des communautés, à savoir les anciennes *plebes* ou les églises paroissiales qui, habituellement dans les « quasi città », sont des églises collégiales avec des collèges canoniaux de renom. Elles sont considérées, par l'historiographie actuelle<sup>18</sup>, comme des institutions qui jouent un rôle de premier plan dans la poursuite d'ambitions urbaines ; parallèlement, les collèges canoniaux peuvent devenir des instruments bien efficaces pour les politiques urbaines des seigneurs territoriaux. S'il est bien connu que le rôle d'*ecclesia civitatis* est incarné par maintes cathédrales<sup>19</sup>, pourquoi n'adopterait-on pas – par extension – un concept critique semblable pour l'église-mère des bourgs, et pour ses espaces publics et cérémoniaux. On pourrait, de même, souligner le rôle des ordres mendiants dans les villes communales, les capitales dynastiques et les bourgs les plus importants, mais on se bornera ici à présenter les noyaux des réseaux territoriaux diocésains.

Si les bâtiments et les espaces qu'on vient d'évoquer se chargent, évidemment, d'un rôle physique identitaire, reconnu et partagé, il faut toutefois analyser l'aspect dynamique et immatériel du processus, c'est-à-dire le rôle du ' chantier ' même (au-delà de ses résultats) dans la construction et dans l'auto-perception d'une société dotée d'ambitions urbaines. On pourrait dire que, si les architectures et les espaces – après leur achèvement – marquent l'*image* ' urbaine ' des bourgs ou des *castra* les plus ambitieux, ce sont les chantiers qui ' bâtissent ' et qui organisent l'*imaginaire* urbain des communautés non-urbaines, prêtes à faire face aux défis posés par leurs ambitions. La valeur iconique et identitaire des architectures n'est que le dernier résultat d'un parcours social, économique, financier, administratif et territorial fondé sur l'intégration progressive des ressources environnementales et humaines, des savoirs et des compétences nécessaires pour entreprendre d'ambitieux chantiers de « rang » urbain.

La dynamique ébauchée garde sa validité dans une pluralité de contextes : elle est valable autant pour l'affirmation des princes territoriaux que pour la re-définition du rôle des évêques et des collèges canoniaux de grands diocèses. Cependant, l'intensité de l'apport des chantiers dans la définition urbaine et identitaire des bourgs paraît plus marquante. En premier lieu, la construction architecturale implique, tout d'abord, la construction de processus de décision et de financement efficaces et inédits, qui sont forcément partagés et négociés par la communauté civile et ecclésiale, faute d'autorité unique seigneuriale ou épiscopale, ou d'une bureaucratie étatique déjà familiarisée aux travaux publics. En revanche, dans les cas

<sup>18</sup>M. FOLIN, « Città, 'quasi città' » ... *op. cit.*, p. 14.

<sup>19</sup>P. BOUCHERON, « Villes, cathédrales et histoire urbaine », *Histoire urbaine*, 7 (2003), p. 5-16.

des « capitales » des « piccoli stati » seigneuriaux<sup>20</sup>, c'est l'assonance entre les projets des princes et des élites des « quasi cittadini » qui garantit un résultat appréciable. Deuxièmement, ce genre de chantiers a un impact qui ne se borne pas à marquer le paysage urbain, mais qui doit être lu à une échelle territoriale : la ' machine ' du chantier implique la mise au point d'un réseau de points d'approvisionnement de matériaux et de recrutement d'artisans et d'ouvriers, supporté physiquement par des infrastructures routières terrestres ou fluviales. Ces activités impliquent, à leur tour, la création de conditions administratives et diplomatiques nécessaires à garantir la continuité et la sûreté des flux de matériaux et de savoirs, donc l'affirmation du bourg sur son *contado*, ainsi que l'insertion du bourg dans un réseau urbain et politique plus vaste. La réglementation de la production des matériaux, de leur circulation et leur commerce représente une des principales implications juridiques engendrées par la gestion de chantiers d'ambition *quasi* urbaine. Les entités étatiques ou les diocèses, évidemment, disposent ordinairement d'un cadre stable de repères territoriaux, tandis que les bourgs dépourvus d'identité urbaine ne peuvent s'appuyer, au début, que sur le *districtus* communal et sur la qualité de leurs relations avec les sujets limitrophes.

### Églises collégiales et ambitions urbaines: cas d'étude

L'hypothèse énoncée est issue de la comparaison entre plusieurs recherches récentes d'histoire urbaine, qui sont le résultat de parcours interdisciplinaires dans lesquels les histoires du peuplement, des institutions, des sociétés et de l'économie se croisent avec l'histoire de la construction d'espace mental et physique dans les bourgs. Cet effort d'étude systématique des sources documentaires et matérielles a offert non seulement une récoognition des témoignages ' traditionnels ' de l'histoire urbaine (sources fiscales, diplomatiques, juridiques, ecclésiastiques etc.), mais aussi une attention rénovée à la documentation des chantiers religieux entrepris par les communautés.<sup>21</sup> Si la comptabilité des administrations ' étatiques ' (par exemple, les rouleaux de châtellenie savoisiens<sup>22</sup>) présente un cadre détaillé des commandes princières – qui nous permet, par ailleurs, une connaissance plus

<sup>20</sup>M. FOLIN, « Città, 'quasi città' » ... *op. cit.*, p. 22 ss. E. SVALDUZ, « Città e 'quasi città' » ... *op. cit.*, p. 15 ss.

<sup>21</sup>Pour un cadre comparatif sur la documentation des chantiers ecclésiastiques subalpins, je me permets de renvoyer à A. LONGHI, « L'organisation et la comptabilité des chantiers à l'époque des principautés territoriales dans la région subalpine occidentale (XIVe-XVe siècle) » dans *Kirche als Baustelle. Große Sakralbauten des Mittelalters*, B. KLEIN, S. BÜRGER et K. SCHRÖCK (éds.), Köln, Böhlau Verlag, 2012, p. 152-168.

<sup>22</sup>A. LONGHI, « Contabilità e gestione del cantiere nel Trecento sabaudo » dans *Il cantiere storico. Organizzazione, mestieri, tecniche costruttive*, M. VOLPIANO (éd.), Torino-Savigliano, Fondazione CRT-Editrice Artistica Piemontese, 2012 (Quaderni del Progetto Mestieri Reali, 7), p. 104-123.

générale de la « culture du chantier » subalpin – on essaiera ici de souligner les données sur les églises-mères des bourgs ayant une ambition urbaine, qu'elle soit finalement acquise ou pas.

Le bourg de Fossano est fondé à la moitié du XIII<sup>e</sup> siècle par la convergence de quelques communautés rurales et familles seigneuriales locales, dans le cadre de la compétition entre les grandes communes de la région padane occidentale. Après l'hommage de la commune au prince Philippe de Savoie-Achaïe en 1314, Fossano devient le noyau de l'expansion de la Maison de Savoie vers la mer.

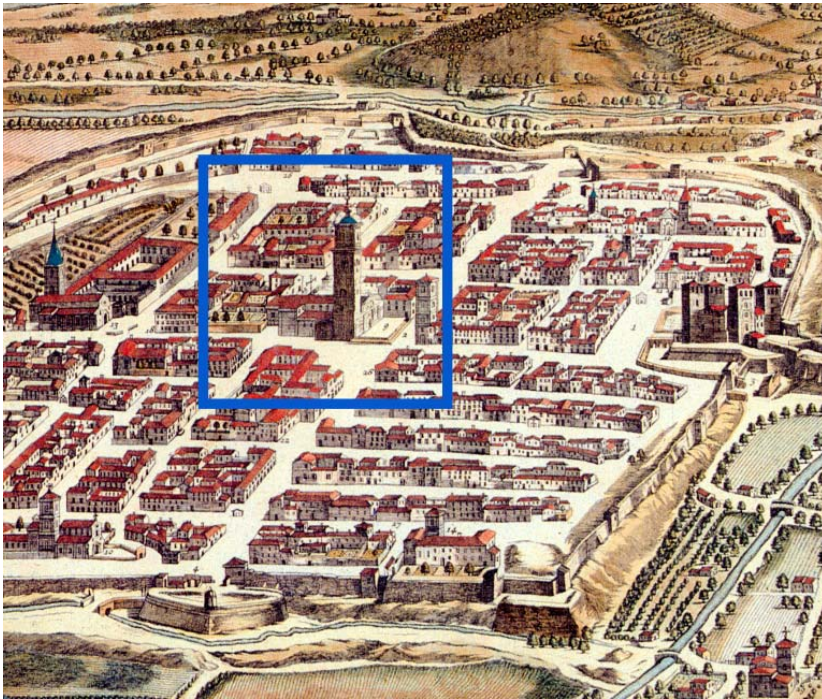


Figure 2a – Fossano. Le paysage urbain du bourg nouveau, dont la croisée est marquée par la collégiale (*Theatrum Sabaudiae*, Amsterdam 1682, vol. II, 36).

Le chapitre entreprend la reconstruction de la collégiale, située dans la croisée du bourg [Figures 2a et 2b], à partir de 1389 : le *liber fabricae* témoigne de la construction des nefs, de la façade avec son portail et du clocher (vers 1420), qui devient le pivot visuel de la trame orthogonale du bourg, face à la tour du palais communal<sup>23</sup>. Le chantier peut être interprété comme l'occasion de consolider une

<sup>23</sup>R. COMBA et A. LONGHI, « I nuovi volti del borgo e del suo territorio nell'età degli Acaia », dans *Il secolo degli Acaia (1314-1418). Storia di Fossano e del suo territorio. II.*, R. COMBA (éd.), Fossano, Core, 2010, p. 15-97 (24-25, 70-74). A. LONGHI, « L'organisation » ... *op. cit.*, p. 157-158.



Figure 2b – *Carta topographica de contorni di Centallo*, 1710 (Archivio Storico del Comune di Fossano, *Mappe e catasti antichi*, FAR 15.1.1.).

articulation des compétences et des différentes administrations actives dans le bourg à un rang « urbain » : les travaux sont dirigés par un *massarius*-prévôt, qui travaille avec la coopération de cinq chanoines choisis par le chapitre et de quatre *massari* élus par le conseil général de la Commune ; toutefois, la Maison de Savoie garde un rôle décisif et direct dans le chantier (financement des matériaux, soutien technique, commande de la chapelle du patron du bourg, saint Giovenale), et son emprise s'étend, de manière plus générale, à la vie administrative du bourg, dont les familles les plus importantes sont impliquées dans la bureaucratie savoisiennne. Le *liber fabricae* de la collégiale suit les habitudes comptables des « rouleaux de châtelainie », même si les chantiers ecclésiastiques ou civiques ne sont pas tenus à suivre des règles comptables aussi rigides : on note à la fois les contrats détaillés avec les maîtres d'œuvre (*pacta et conventiones*) et les dépenses qui sont directement gérées par le *massarius* (achats, salaires, frais administratifs, outils, imprévus). L'approche analytique du chantier était mûrie grâce aux pratiques comptables savoisiennes déjà mises au point quelques décennies plus tôt pour la construction du château de la Maison de Savoie (1324-1327)<sup>24</sup>, un bâtiment énorme, réalisé avec presque trois millions de briques, fabriquées par des fours locaux, des poutres en bois taillées dans les vallées alpines, et avec de la chaux et du fer provenant des districts spécialisés les plus affirmés. L'entreprise du château dynastique avait évidemment joué un rôle « formateur » pour les artisans et les administrateurs du nouveau bourg et avait peut-être contribué au renouvellement de l'habitat, à savoir des bâtiments publics, religieux et privés (maisons, palais) [Figure 3].

Le chantier de la collégiale se situe donc à la convergence des processus de consolidation du nouveau bourg, d'affirmation d'une identité communautaire et de mise au point d'une organisation édilitaire (administrative et technique) de rang urbain. Cependant, l'institution d'un diocèse n'était pas encore une priorité dans la politique ecclésiastique de la maison de Savoie. Fossano ne va parfaire son rang urbain que dans le cadre de la refondation du duché en tant qu'État moderne et absolu, au cours de la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle.

Dans le cas de Saluces, capitale éponyme du marquisat [Figures 4 et 5], le chantier de reconstruction de la collégiale – entrepris en 1491 et achevé vers 1501 – peut être considéré comme un élément stratégique dans le dessein de renforcement dynastique du marquis Louis II (*reg.* 1475-1504) visant à l'institution d'un diocèse correspondant à son espace politique, dessein qui s'achèvera en 1511, pendant la régence de sa femme Marguerite de Foix. Néanmoins, l'étude des sources documentaires canoniales et

<sup>24</sup>R. COMBA et A. LONGHI, « I nuovi volti » ... *op. cit.*, p. 28-29 et 46-61. A. LONGHI, « Presidio e rappresentatività. Il palazzo sabauda nel castello di Fossano » dans *Nel ducato sabauda (1418-1536). Storia i Fossano e del suo territorio*. III, R. COMBA (éd.), Fossano, Core, 2011, p. 43-72.



- ⊕ églises d'origine médiévale (le n. 3 est la collégiale des Ss. Marie et Giovenale, érigée en cathédrale en 1598)
- △ centres du pouvoir politique (A : château) et civil (B : palais communal)
- ● bâtiments médiévaux conservés et témoignages fragmentaires
- ▣ portes du bourg

En jaune : *platea maior*, lieu du marché; en bleu : *platea castris*; en rose : *borgato*, à l'extérieur des remparts du bourg)

Figure 3 – Fossano. Identification de la structure et des traces du bourg nouveau médiéval, en projection sur le plan actuel de la ville (de Comba-Longhi 2010).



Figure 4 – Saluzzo. Le rapport entre le bourg et la collégiale – bâtie à l’extérieur des remparts médiévaux – dans l’iconographie moderne (*Theatrum Sabaudiae*, Amsterdam 1682, vol. I, 66).

de l’architecture de l’église souligne la centralité du rôle de la communauté – aussi bien civique que religieuse – dans cette monumentale et ambitieuse entreprise<sup>25</sup> ; *a contrario*, un lien direct du marquis avec le chantier de la collégiale de sa capitale n’est pas, pour l’heure, documenté, contrairement à son rôle dans l’achèvement de la chapelle sépulcrale dynastique chez les Dominicains<sup>26</sup>. La collégiale est un bâtiment

<sup>25</sup>A. LONGHI, « La costruzione della collegiata di Saluzzo e la cultura del cantiere negli ultimi decenni del Quattrocento », dans *Saluzzo, città e diocesi ... op. cit.*, p. 143-172.

<sup>26</sup>S. BELTRAMO, « L’architettura della chiesa e del convento dei Predicatori di San Giovanni di Saluzzo tra XIV e XVI secolo » dans *San Giovanni di Saluzzo. Settecento anni di storia*, R. COMBA (éd.), Cuneo, SSSAACn, 2009 (Marchionatus Saluciarum Monumenta. Studi, X), p. 183-207. S. PIRETTA, « Ludovico II e il compimento della cappella marchionale di San Giovanni » dans *Ludovico II marchese di Saluzzo. Condottiero, uomo di stato e mecenate (1475-1504)*, R. COMBA (éd.), Cuneo, SSSAACn, 2006 (Marchionatus Saluciarum Monumenta. Studi, IV), t. II, p. 585-593.

d'échelle inouïe pour la taille du bourg de Saluces (environ 1.500 chefs de famille en 1526<sup>27</sup>) : tout en étant conçue encore comme paroissiale soumise à l'évêque de Turin, elle reste encore aujourd'hui une des cathédrales les plus grandes du nord-ouest de l'Italie. Il est de tout façon surprenant que la documentation canoniale connue ne témoigne pas de l'identité du maître d'œuvre ou des *magistri*, différemment des grands chantiers de cathédrales ou des bâtiments dynastiques : apparemment les aspects techniques restent en second plan, face à l'effort de financement, à la choralité du chapitre et à son enracinement dans la société du marquisat, souligné par l'enregistrement précis des contributions des confréries, des chanoines eux-mêmes, de la Commune. Dans la documentation du chantier, sa nature de « commande partagée » s'affirme donc sur les problèmes de sa conduite matérielle : les protagonistes sont les familles du bourg, qui expriment la classe canoniale et qui poursuivent un dessein cohérent – mais parallèle – aux projets du marquis, tout en gardant l'autonomie de leur propre initiative. Si le titre de *civitas* est donc formellement atteint grâce au rang épiscopal accordé par le pape Jules II en 1511 (grâce auquel la nouvelle collégiale devient cathédrale), on peut soutenir qu'une maturation substantielle de la société vers une complexité urbaine a été mûrie pendant le chantier de la collégiale.

Le cas de Saluces paraît donc différent des contextes dans lesquels on reconnaît un rôle direct du prince dans la promotion juridique et architecturale d'une collégiale à cathédrale. Par exemple, pendant les mêmes années (depuis 1489), Louis le Maure Sforza entreprend le dessein de la promotion de la *plebs* de Saint Ambroise de Vigevano au rang de siège épiscopal<sup>28</sup>. L'initiative reste limitée aux activités du prince, qui vise à constituer un « diocèse dynastique » pour sa « ville dynastique », siège de sa cour : c'est le couronnement du parcours juridique (1530) qui entraîne la reconstruction de la *plebs* (et non pas le contraire, comme à Saluces), mais c'est la mort du patron, Francesco II (1535), qui entraîne sa suspension, faute d'enracinement territorial et communautaire du chantier. La nature de ce « diocèse artificiel »<sup>29</sup> est soulignée par les difficultés de l'achèvement du chantier. Cette nouvelle cathédrale verra son chantier redémarrer au début du XVII<sup>e</sup> siècle<sup>30</sup>, dans un contexte tout à fait différent.

<sup>27</sup>Pour une histoire urbaine de Saluces : L. LOSITO, *Saluzzo fra Medioevo e Rinascimento. Il paesaggio urbano*, Cuneo, SSSAACn, 1998 (Storia e storiografia, 17).

<sup>28</sup>G. CHITTOLINI, « Terre, borghi e città in Lombardia alla fine del Medioevo » et M. ANSANI, « Da chiesa della comunità a chiesa del duca. Il 'vescovo sfortiano' » dans *Metamorfosi di un borgo. Vigevano in età visconteo-sforzesca*, G. CHITTOLINI (éd.), Milano, Franco Angeli, 1992, p. 7-30 et 117-144. N. COVINI, « Vigevano 'quasi città' e la corte di Ludovico il Moro » dans *Piazza Ducale e i suoi restauri. Cinquecento anni di storia*, L. GIORDANO et R. TARDITO (éds.), Pisa, Ets, 2000, p. 11-47.

<sup>29</sup>P. BOUCHERON, « Vigevano, ville de cour : refuge ou laboratoire ? » dans Idem, *Le pouvoir de bâtir. Urbanisme et politique éditiorale à Milan (XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, Roma, École française de Rome, 1998 (Collection de l'école française de Rome, 239), p. 575-591.

<sup>30</sup>C. RAMELLA, « Gli interventi del vescovo Caramuel » dans *Piazza Ducale ... op. cit.*, p. 109-125.



Figure 5 – Saluzzo. Identification des pôles urbains, des remparts et de la viabilité principale dans la structure actuelle de la ville. A. collégiale de Sainte-Marie, érigée en cathédrale en 1511 ; B. couvent des frères Prêcheurs, Saint-Jean ; 1. château des marquis de Saluces ; 2. palais communal (de Longhi 2006).

Un autre cas contemporain – celui de Carpi – n’aboutit pas au résultat envisagé. Alberto Pio veut transformer en ville la capitale de sa petite principauté padane<sup>31</sup>. Le renouvellement des institutions ecclésiastiques fait partie de sa stratégie : la collégiale est instituée en 1503, mais elle ne prend forme qu’après l’investiture de Pio en 1512 par le pape Jules II. L’église est conçue comme un arrière-plan du *forum* de la ‘ville’, c’est-à-dire l’énorme place aux arcades sur laquelle se présente le palais dynastique rénové. L’effort de transformer l’église en un temple civique – et non pas seulement dynastique – échoue : la défaite politique d’Alberto Pio et le manque de ressources bloquent, dès son début, le chantier marqué par l’ambitieuse proposition du modèle architectural de la nouvelle basilique de Saint Pierre au Vatican, envisagé par Baldassarre Peruzzi et par son patron. Toutefois Alberto Pio, exilé, continue de rêver à la transformation de sa capitale en ville, jusque dans son testament de 1530.

<sup>31</sup>E. SVALDUZ, *Da castello a “città”: Carpi e Alberto Pio (1472-1530)*, Roma, Officina, 2001 (Collana di Architettura, 33). M. FOLIN, « Città e ‘quasi-città’ » ... *op. cit.*, *passim*. Idem, « Le piccole corti padane » dans *Corti italiane del Rinascimento. Arti, cultura e politica. 1395-1530*, M. FOLIN (éd.), Milano, Officina Libreria, 2010, p. 203-217.

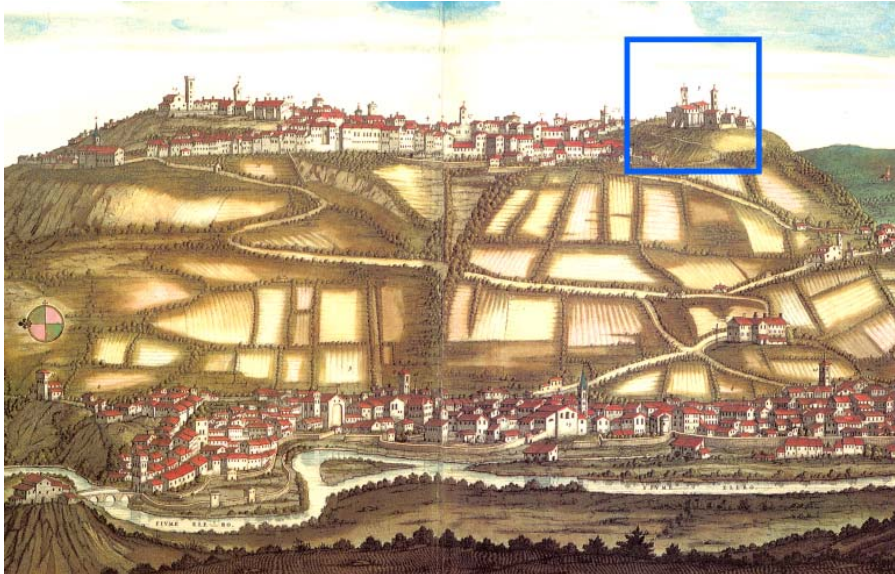


Figure 6 – Mondovi. Les villages qui composent le bourg nouveau, représentés dans l’iconographie moderne (gravure du *Theatrum Sabaudiae*, Amsterdam 1682, vol. II, 38); au sommet du bourg de « Piazza », le site de la cathédrale, englobée dans la citadelle au XVI<sup>ème</sup> siècle.

Le rapport entre les chantiers des églises collégiales et l’éventuelle promotion épiscopale des bourgs présente un cadre qui ne peut pas, en tout cas, être réduit à une approche déterministe ou univoque. On peut rappeler ici quelques autres exemples choisis dans le contexte géopolitique susdit.

L’institution de nouveaux diocèses ne comporte pas forcément une adaptation immédiate (ou préalable) de l’église désignée comme cathédrale. À Mondovi, en 1388, l’évêque utilise l’*ecclesia Sancti Donati*, documentée dans le nouveau bourg à partir de 1211, c’est-à-dire contemporaine de sa fondation [Figure 6]. Les nouveaux travaux ne sont entrepris qu’à mi-XV<sup>ème</sup> siècle, pour arriver à une totale reconstruction « renaissance » à partir de 1493<sup>32</sup> : il s’agit ici d’un phénomène différent, à savoir une sorte de ‘compétition’ entre les évêchés piémontais qui aboutit à la reconstruction totale des anciennes cathédrales d’Alba (insérée dans le marquisat de Montferrat) et de Turin (duché de Savoie), auxquelles on peut aussi associer les nouvelles collégiales des bourgs de Pignerol et du marquisat de Saluces (Saluces, Carmagnola et Revello)<sup>33</sup>.

<sup>32</sup>E. CHIODI, « Una “Cattedrale molto antica e segnalata”. Vicende e storia tra Quattro e Cinquecento », *Bollettino della Società per gli studi storici, archeologici e artistici della Provincia di Cuneo*, 133 (2005), p. 51-77.

<sup>33</sup>A. LONGHI, « L’organisation » ... *op. cit.*

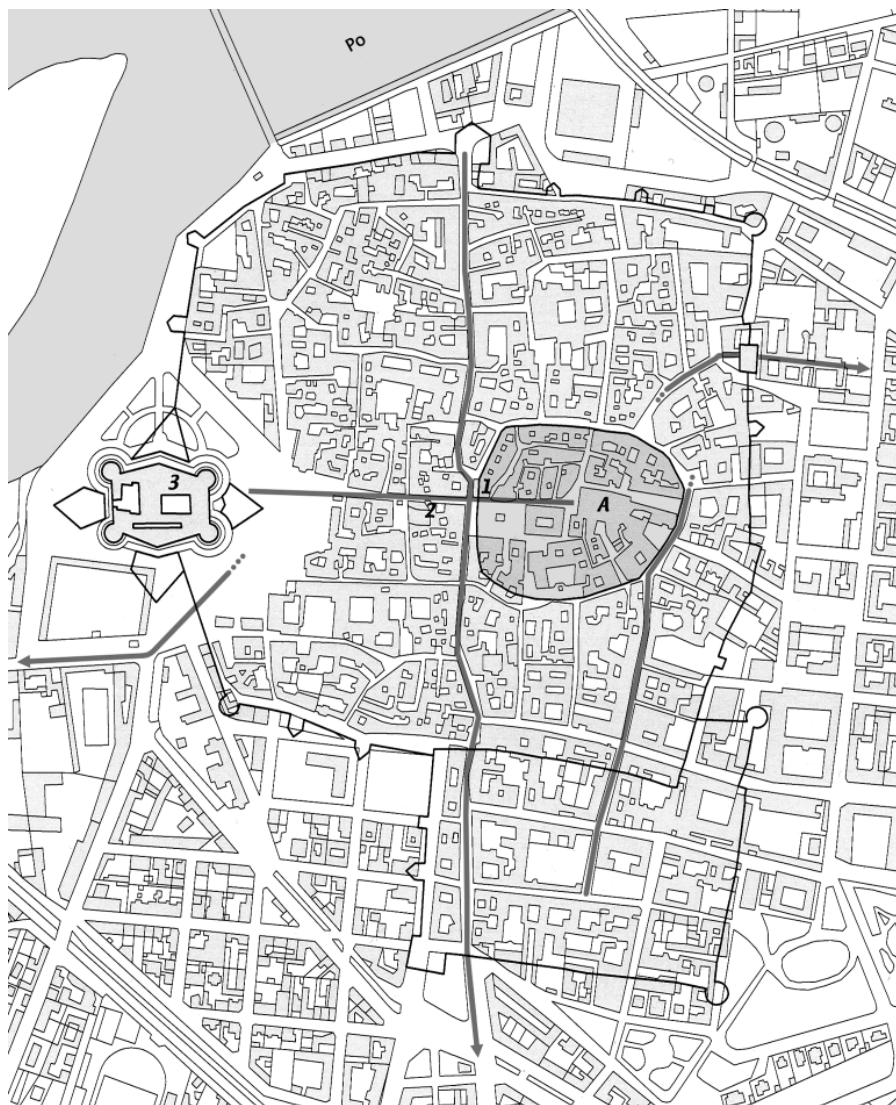


Figure 7 – Casale Monferrato. Identification des pôles urbains, des remparts et de la viabilité principale dans la structure actuelle de la ville. A. *plebs* romane de Saint Evasio, au cœur du *castrum* (en gris), érigée en cathédrale en 1474 ; 1. palais communal ; 2. tour civique ; 3. château des marquis de Montferrat, bâti à partir de la moitié du XIV<sup>ème</sup> siècle (de Longhi 2006).

Dans le cas de Casale [Figure 7], érigée en « città » en 1474, le nouveau rang n'est pas accompagné par la construction d'une nouvelle cathédrale : la *plebs* romane *incastellata* de Saint Evasio était déjà conçue comme une ambitieuse basilique



Figure 8 – Chivasso. La nouvelle collégiale du XVème siècle, en face du palais des marquis de Montferrat, passé au duc de Savoie en 1435 (*Theatrum Sabaudiae*, Amsterdam 1682, vol. I, 57).

à cinq nefs et narthex d'entrée, susceptible de quelques adaptations liturgiques et dévotionnelles. Le dessein dynastique de Guillaume VIII Paléologue (*reg.* 1464-1483) se développe surtout à l'échelle des tracés urbains (« largamento » régulier du « Cantone Brignano », depuis 1480), dans le siège de sa cour et dans la fondation d'un nouveau couvent dominicain (1472)<sup>34</sup>. La dynastie Paléologue avait déjà essayé la promotion de son ancien siège de cour, Chivasso<sup>35</sup> : vers 1425, les marquis avaient commandé la construction d'une nouvelle collégiale pouvant avoir des ambitions diocésaines, très proche du palais dynastique [Figure 8], mais le bourg passe au duché de Savoie en 1435, et le chantier sera lentement achevé dans un cadre politique totalement remanié.

<sup>34</sup>A. PERIN, « Casale capitale del Monferrato: architettura e città » et E. LUSSO, « Il progetto della capitale : strategie e interventi marchionali per la ridefinizione del ruolo territoriale di Casale », *Monferrato Arte e Storia*, 22 (2010), p. 37-60 et 61-102.

<sup>35</sup>*La Chivasso dei Paleologi di Monferrato*, atti del convegno (Chivasso 2006), R. MAESTRI (éd.), Alessandria, I Marchesi del Monferrato, 2007.

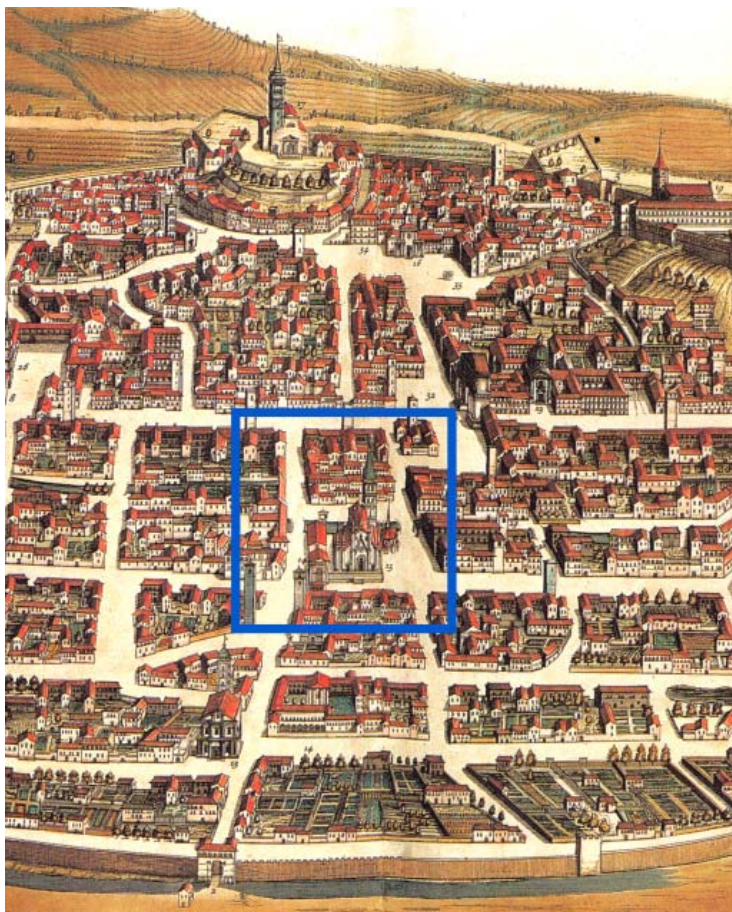


Figure 9 – Chieri. La nouvelle collégiale du 15e siècle et son baptistère roman, au cœur du bourg (gravure du *Theatrum Sabaudiae*, Amsterdam 1682, vol. I, 52).

Chieri est au bas Moyen Âge une vraie puissance économique de niveau européen, qui s'intègre, depuis mi-XIV<sup>e</sup> siècle, dans l'espace politique savoisien. La communauté – dont la taille démographique est la seule comparable aux villes de Verceil, Genève ou Nice – s'engage dans la construction de sa nouvelle collégiale entre 1405 et 1436<sup>36</sup> [Figure 9]. Le plus imposant et cosmopolite chantier gothique du XV<sup>e</sup> siècle subalpin ne suffit pas, malgré tout, pour affranchir cette dynamique

<sup>36</sup>C. TOSCO, « L'architettura religiosa nell'età di Amedeo VIII » dans *Architettura e insediamento nel tardo medioevo in Piemonte*, M. VIGLINO DAVICO et C. TOSCO (éds.), Torino, Celid, 2003, p. 71-114 (77-88). C. TOSCO, « Da Milano a Chieri: architettura e progetto nel duomo » dans *La collegiata di Santa Maria della Scala di Chieri. Un cantiere internazionale del Quattrocento*, G. DONATO (éd.), Torino, Mariogros, 2007, p. 23-29.

‘ville’ de l’autorité épiscopale de la petite *civitas* de Turin, où le cardinal Domenico della Rovere affirmera un nouveau *facies* « renaissance romaine » pour la cathédrale, rebâtie entre 1492 et 1498<sup>37</sup>.

Si le chantier de Chieri n’est pas suffisant pour affirmer institutionnellement la puissance d’une ville *de facto*, plus encore les chantiers d’églises ambigus ou conflictuels ne pourront-ils pas apporter une contribution directe à l’identité urbaine des principaux bourgs de la région. C’est le cas de Cuni, où la *plebs* est érigée en collégiale en 1451, mais où l’effort échoue en 1481 ; une nouvelle initiative est lancée en 1510, sans résultat, et, en 1560 encore, on dénonce le manque de structures adéquates<sup>38</sup>. La pluralité des centres ecclésiastiques est, peut-être, un autre élément d’incertitude. À Pignerol, premier siège stable de la maison de Savoie au sud des Alpes, il existe un collège canonial avec deux églises dans deux bourgs voisins : la reconstruction des deux anciennes structures débute à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, grâce à l’encouragement et au soutien de la commune, mais ces deux ambitieux chantiers parallèles traîneront pendant des décennies, sans engager directement la dynastie savoisisienne<sup>39</sup>. Bra fait partie de l’espace politique de la ville d’Asti, soumise à la seigneurie des Orléans : elle est considérée comme une ‘quasi città’ depuis le début du XV<sup>e</sup> siècle, mais en raison de la « noblesse » de ses palais privés, plus que pour le cadre ecclésiastique, qui reste complexe et parfois contradictoire ; en tout cas, ses chantiers ecclésiastiques ne jouent pas un rôle décisif<sup>40</sup>.

## Essai de synthèse comparative

L’approche de la recherche proposée met en évidence la complexité des processus évoqués : une approche déterministe ou bi-univoque entre la réussite (sociale et architecturale) des chantiers ecclésiastiques et la promotion des bourgs à villes paraîtrait partielle et détournée ; il faut même rappeler que toute explication historique

<sup>37</sup>Domenico della Rovere e il Duomo Nuovo di Torino. *Rinascimento a Roma e in Piemonte*, G. ROMANO (éd.), Torino, Fondazione CRT, 1990. M. MOMO, « L’architettura del Duomo Nuovo », *Archivio Teologico Torinese*, a. 6, 1(2000), p. 63-166.

<sup>38</sup>R. COMBA, « Fra vita ecclesiastico-religiosa » ... *op. cit.*, p. 241.

<sup>39</sup>A. LONGHI, « L’organisation » ... *op. cit.*, p. 169-171.

<sup>40</sup>G. GULLINO, *Una “quasi-città” dell’Italia nord-occidentale. Popolazione, insediamento e agricoltura a Bra fra XIV e XVI secolo*, Cavallermaggiore, Gribaudo, 1996 (Le testimonianze del passato. Fonti e studi, 8). C. BONARDI, « L’architettura tra fine Medioevo e prima Età moderna » dans *Storia di Bra. Dalle origini alla rivoluzione francese. II. Le trasformazioni della città. L’ancien régime*, F. PANERO (éd.), Savigliano, Artistica, 2007, p. 54-89. G. GULLINO, « Il tardo Medioevo. Assetto urbanistico, demografia, paesaggio agrario » dans *Storia di Bra. Dalle origini alla rivoluzione francese. I. Le origini di Bra. Il Medioevo*, F. PANERO (éd.), Savigliano, L’Artistica, 2007, p. 425-522. E. LUSSO, « Da oppidum a città. Bra in antico regime » dans *Le origini di una città. Palazzo Mathis e Bra tra medioevo ed età moderna*, E. LUSSO (éd.), Bra, Fondazione Cassa di Risparmio di Bra, 2007, p. 76-81.

‘ monocausale ’ est destinée à demeurer incomplète et décevante. Cependant, on peut essayer de synthétiser quelques-unes des dynamiques retenues sur les phénomènes architecturaux indiqués, pour qu’on puisse en vérifier la validité dans une éventuelle extension des cadres de recherche et dans un autre croisement des sources et des méthodes d’étude :

- a) dans un cas plus linéaire, l’institution d’une collégiale est suivie par l’établissement du chantier pour la construction d’une nouvelle église, en tant que siège du collège canonial ; la réussite de l’opération est associée à la promotion épiscopale du bourg, et donc à la transformation de l’église collégiale en église cathédrale (Saluces) ;
- b) également l’inversion du processus : après l’institution de la collégiale, les institutions ecclésiastiques ou politiques attendent la promotion épiscopale avant de commencer un nouveau chantier, qui débute donc déjà avec le nouveau rang épiscopal (Vigevano) ;
- c) parfois la promotion épiscopale n’implique qu’un modeste impact physique sur l’ancienne collégiale (Casale, ou Mondovì, dont la cathédrale est rebâtie un siècle après l’érection à diocèse) ;
- d) par contre, les anciens sièges épiscopaux sont, eux aussi, entraînés dans cette sorte de « compétition » : dans le cadre régional pris en considération, toutes les anciennes cathédrales médiévales sont démolies et reconstruites à la fin du XVème siècle (Alba, Turin, Mondovì) ;
- e) dans le cas de la construction d’une nouvelle collégiale monumentale, même si la réussite sociale (organisation du chantier) et architecturale est évidente, la construction de la communauté peut aboutir à une promotion épiscopale tardivement (Fossano), ou l’érection du diocèse peut ne pas se vérifier (Chieri) ;
- f) il faut rappeler aussi que maints chantiers de collégiales ambitieuses ralentissent ou échouent, probablement à cause de la non-préparation des communautés locales aux défis de l’éventuel nouveau rang urbain (Pignerol, Cuni), où à cause du changement soudain des cadres géopolitiques (Chivasso).

La complexité des relations institutionnelles et matérielles des dynamiques indiquées impose que le rapport entre les chantiers des églises collégiales et la promotion des bourgs au rang urbain doit être considéré d’un point de vue interdisciplinaire et comparatif, typique de l’histoire urbaine. Par exemple, l’étude du rapport entre chantier, communauté et territoire ne peut pas être décrit au

vu d'un seul type de source documentaire, concernant exclusivement les questions architecturales et techniques : les sources sur la « machine territoriale » du chantier et sur sa signification politique doivent être recherchées autant dans la documentation de la vie institutionnelle de la communauté, que dans les sources princières et étatiques ; par ailleurs, on doit prendre en considération l'exégèse des sources matérielles (architectures, espaces, matériaux, techniques) avec leur propre langage formel et structurel. L'interdisciplinarité « concrète », pratiquée dans les études récentes susmentionnées, commence à offrir quelques cadres préliminaires d'interprétation et de comparaison, susceptibles de nouveaux approfondissements, soit du point de vue du repérage et du choix des sources, soit du point de vue des cadres géopolitiques investigués.

(Cette page a été laissée intentionnellement blanche)

# Towards a Definition of Late Medieval Urban Phenomenon The Case of Asturias<sup>1</sup>

*María Álvarez Fernández, Álvaro Solano Fernández-Sordo<sup>2</sup>*  
*Universidad de Oviedo*

## **Abstract**

Between the mid-twelfth and mid-fourteenth centuries, the region of Asturias, on the northern periphery of the Kingdom of Castile, experimented with a process of urbanisation that transformed this area, with the creation of a single city, into a territory with a dense urban grid. The foundation of «new towns» or *villes neuves* which, though well supported in their current location, organized this region under new principles. Our aim is to research the general guidelines for the definition of these «agglomerations» and to establish the distinction between rural and urban territories and the interdependent relationship between these two spheres.

To do this we present a comparative study using two representative nuclei: Avilés and Villaviciosa, which correspond to two different timeframes during the urbanisation process. By analysing aspects such as foundational genesis, morphological elements, political and administrative ability, and economic and social activity we can establish criteria which will qualify these nuclei as «urban».

## **Keywords**

*Villes neuves*, urban morphology, Avilés, Villaviciosa.

---

<sup>1</sup>This paper was written as part of the research project *Poder, sociedad y fiscalidad en el entorno geográfico de la Cornisa Cantábrica en el tránsito del Medioevo a la Modernidad*, financed by the Spanish Ministerio de Economía y Competitividad (HAR2011-27016-C02-01), at the UPV/EHU; it belongs to the associated project HAR2011-27016-C02-00, namely through the research project HAR2011-27016-C02-02, based at the University of Valladolid. This work is being developed as part of the *Arca Communis network*.

<sup>2</sup>PhD fellow in the University of Oviedo thanks to the *FPU Program* of the Spanish Ministerio de Educación, Cultura y Deporte (Orden EDU/3445/2011).

## Résumé

Entre le milieu du XI<sup>ème</sup> siècle et le milieu du XIV<sup>ème</sup> siècle, la région des Asturies, située dans la périphérie nord de la Couronne de Castille, a subi un processus d'urbanisation qui a transformé cette zone qui ne possédait qu'une seule ville, en un territoire avec un réseau urbain dense, grâce à la fondation de « nouvelles villes » ou *villes neuves* qui ont redéfini cette région selon de nouveaux principes. Avec cette étude, nous visons une réflexion, en quête de quelques lignes générales pour la définition de ces « agglomérations » et pour établir la frontière entre le monde rural et le monde urbain et la relation d'interdépendance entre ces deux sphères.

Pour accomplir cet objectif nous présentons une étude comparative entre deux noyaux représentatifs : Avilés et Villaviciosa, qui correspondent à deux moments du processus d'urbanisation. En analysant certains aspects comme la genèse de leur fondation, leurs éléments morphologiques, leur capacité politique et administrative aussi bien que leur activité économique et sociale nous pouvons établir des critères qui nous permettent de les qualifier comme « urbains ».

## Mots-clés

*Villes neuves* ; morphologie urbaine ; Avilés ; Villaviciosa.

## Introduction

M. Bloch found that «for the great despair of historians, men fail to change their vocabulary every time they change their customs»<sup>3</sup>. However, the work carried out by this historian implies the reconstruction of past societies. For this purpose, it is necessary to understand the concepts and categories that existed historically.

For those who devote their lives to the study of urban history, it is of utmost importance to understand what the objective of the study is – in other words, the city. Prior to any further analysis, it is necessary to determine the main features which define a settlement of people and its society as urban. There are many definitions which, for better or worse, have been attributed to the medieval city. From H. Pirenne to Y. Barel, historians have been trying to provide the medieval urban phenomenon with a general and unique definition<sup>4</sup>. Despite their best efforts, the

<sup>3</sup>M. BLOCH, *The historian's craft*, Manchester, Manchester University Press, 1992, p. 28.

<sup>4</sup>H. PIRENNE, *Medieval Cities: their origins and the revival of trade*, Princeton, Princeton University

result of these trials has not been comprehensive enough to cover the complexity that exists within this medieval urban phenomenon. There are undoubtedly some valid definitions, but in the case of Western European urban nuclei, we believe the minimal land requirements for a community to be judged as «urban» to be a criterion as good as any other<sup>5</sup>.

As we are not in a position to use the criteria noted by medieval society in the preserved documentation, or the data offered by toponymy and its treatment of contemporary sources, we aim to focus on the main points provided by the historiography that has specialised in this area. Consequently, we will concentrate on aspects that relate to the establishment and morphology of these medieval spaces, their organisation by political, administrative and economic factors, and their affiliation with the rural surroundings. It is through these aspects, and by using a comparative methodology, that we aim to establish some indicators which may grant the rank of «urban» to local settlements in the Middle Ages. This ranking system stems from the concurrence of a series of elements and basic functions that coexist with each other<sup>6</sup>.

The geographical scope chosen for this presentation corresponds to the current region of Asturias. A piece of land soon with its own identity located on the northern periphery of the Kingdom of Castile, this region had an undeveloped area of approximately 10,000 km<sup>2</sup> which, by the twelfth century, when the phenomenon of *villes neuves* or *villas nuevas* was initiated, would contain a number of urban centres<sup>7</sup>. There would be a local formation with a clear urban physiognomy: Oviedo, the ancient capital city of the Kingdom of Asturias, an episcopal seat from the ninth century onwards and a new trading city due, apart from other factors, to the fact that it had been awarded the privilege of being referred to as a town circa 1100 by Alphonse VI<sup>8</sup>.

This rural image of the Asturian region started to experience a progressive transformation as the result of a royal policy aimed primarily at the creation of new towns, as well as to the redistribution of the population in the region according to

---

Press, 1956, p. 212. Y. BAREL, *La ciudad medieval. Sistema social-sistema urbano*, Madrid, Instituto de Estudios de la Administración Local, 1981, p. 67 *et seq.*

<sup>5</sup>J. I. RUIZ DE LA PEÑA SOLAR, «Ciudades y sociedades urbanas en la España medieval (siglos XIII-XV)», in *Las sociedades urbanas en la España medieval*, Pamplona, Gobierno de Navarra, 2003, p. 17-49, p. 20-23.

<sup>6</sup>Idem, «La formación de la imagen histórica de Asturias», in *Scripta: estudios en homenaje a Éliida García García*, Oviedo, 1998, p. 553-564 y M. S. BELTRÁN SUÁREZ, «Los orígenes medievales del particularismo asturiano», in *Fundamentos medievales de los particularismos hispánicos*, Ávila, Fundación Sánchez Albornoz, 2003, p. 77-104.

<sup>7</sup>An overview in J.I. RUIZ DE LA PEÑA SOLAR, «Le ville nuove del nord della Corona di Castiglia (ss. XII-XIV)», *Studi Storici*, 52 – 1 (2011), p. 163-193.

<sup>8</sup>Idem, *El comercio ovetense en la Edad Media. I: de la “civitas” episcopal a la ciudad mercado*, Oviedo, Cámara de Oficial de Comercio de Oviedo, 1990, p. 19 *et seq.*

the new political and administrative centres and the activation of the economy in these areas, especially those in close proximity to the Asturian seaside<sup>9</sup>. Between the twelfth and the thirteenth centuries, despite the portrait done by Lucas de Tuy, where he affirms that Alphonse IX encouraged the formation of towns – «*multas poblaciones fecit*» – the influence of monarchs was very limited. Only three new towns were established alongside the two already existing settlements, Oviedo and Avilés. Two of the new towns were located at the seaside – Llanes, settled in circa 1225, and Pravia, at the end of the reign of Alphonse IX – and the third town, Tineo, settled in 1222, was located in the interior of Asturias, a pilgrim town on the road to Santiago from Oviedo<sup>10</sup>.

The generation of new towns in Asturias was originally encouraged by Alphonse X, who promoted the creation of most of the *polas*, at the seaside, and who was also responsible for the development of the interior of the region: Cangas de Tineo (1255), Grado (1256), Lena (1266), Somiedo (1269), Nava (1270), Siero (1270), Valdés (1270) and Maliayo (1270). It is thought that Alphonse X was also responsible for settling the town of Gijón and very soon after that for the creation of Roboredo, on the estuary of the river Eo which borders Galicia<sup>11</sup>.

For the purposes of this study, we will focus comparatively on two representative examples of the Asturian process of the establishment of towns: Avilés and Villaviciosa, i.e. the former Maliayo.

## The case of Avilés

Avilés is an example of the average model of urban development that was used to create the seaside towns of Asturias. Many factors existing in Avilés will justify this example<sup>12</sup>. This town may be considered the first seaside town in Castile. Along with

<sup>9</sup>*Vid.*, especially Idem, «El desarrollo urbano de la periferia norteña castellano-leonesa en la Edad Media (siglos XII-XIV)», *Anuario de Estudios Medievales*, 19 (1989), p. 169-186.

<sup>10</sup>Including the quotation, Idem, *Las "polas" asturianas en la Edad Media. Estudio y diplomatario*, Oviedo, Universidad de Oviedo, 1981, p. 53, and by the same author, «El desarrollo urbano de Asturias en la Edad Media», in *El fenómeno urbano medieval entre el Cantábrico y el Duero*, J. A. SOLÓRZANO TELECHEA and B. ARÍZAGA BOLUMBURU (eds.), Santander, Asociación de Jóvenes Historiadores de Cantabria, 2002, p. 349-366. J.I. RUIZ DE LA PEÑA SOLAR, M.S. BELTRÁN SUÁREZ, and M. ÁLVAREZ FERNÁNDEZ, «Las villas nuevas de Asturias. Siglos XII-XIV», *Boletín Arkeolan*, 14 (2006) [*Las villas nuevas medievales del Suroeste europeo*, P. MARTÍNEZ SOPENA and M. URTEAGA (eds.)], p. 115-138.

<sup>11</sup>J.I. RUIZ DE LA PEÑA SOLAR, «Instrumentación jurídica de las repoblaciones urbanas interiores de Alfonso X: cartas pueblas, fueros y cartas de franquicia y privilegios», in *El mundo urbano en la Castilla del siglo XIII*. Vol. 1, M. GONZÁLEZ JIMÉNEZ (ed.), Sevilla, Fundación El Monte, 2006, p. 33-50.

<sup>12</sup>J.I. RUIZ DE LA PEÑA SOLAR, «Funciones y paisajes urbanos de las villas marítimas del norte de España: Avilés (siglos XII-XV)», in *Mercado inmobiliario y paisajes urbanos en el occidente europeo (siglos XI-XV)*, Pamplona, 2007, p. 691-735. *Vid.* the essay from the same author forthcoming in the proceedings of the international conference *Los fueros de Avilés y su época* held in this asturian village between 6 and 9 October 2011.

the natural advantages due mainly to its coastal location, Avilés also had certain legal privileges – it was the principal town among the rest of the settlements along the coast. Many other historical particularities should also be considered to make Avilés deserving of the title of urban nucleus in the Middle Ages.

According to the classical definition by H. Pirenne<sup>13</sup>, there are several features or functions that are necessary for a nucleus to achieve the status of town. In the case of Avilés, many of these functions are evident from the beginning: a privileged urban law, a characteristic morphology and a diversified economic and social structure, strongly marked by port activities, both commercial and fishing. Regarding the meaning of *town* in the Spanish examples, the Italian medievalist G. Cherubini said recently that the centres of the northern coast, although not large, had very active economies. Despite this fact, they could not be referred to as *cities* – only Oviedo could have this status because of its *civitas episcopali* – historiography has the tendency to emphasise these aspects as a characteristic of urban life<sup>14</sup>.

### *The fuero of Avilés and the emergence of a privileged urban right*

The first jurisdictional organisation of the town of Avilés took place under the reign of Alphonse VI (1065–1109). It was his grandson, the *Emperor*, who renewed and probably extended the original grant in 1155. This document will consider all the expectations of a newly established settlement, with special consideration to those expectations which serve as a starting point for its urban development<sup>15</sup>.

This new liberation brought the town of Avilés (and by association its inhabitants) a privileged status in comparison to its rural surroundings, as had happened in the past with Oviedo under a similar privilege<sup>16</sup>. Both nuclei, largely linked by geographical proximity, would be the first ones to take advantage of these legal statutes, which might be considered as the birth certificates of local law<sup>17</sup>.

---

<sup>13</sup>This historian defines a city as «a commercial and industrial commune living in the shelter of a fortified enclosure and enjoying a law, an administration and a jurisprudence of exception which made it a collective privileged personality» (H. PIRENNE, *Medieval Cities: their origins and the revival of trade*, Princeton, Princeton University Press, 1956, p. 212).

<sup>14</sup>G. CHERUBINI, *Le città europee del Medioevo*, Milano, Mondadori, 2009, p. 169.

<sup>15</sup>M. J. SANZ FUENTES, J. A. ÁLVAREZ CASTRILLÓN and M. CALLEJA PUERTA, *Colección diplomática del concejo de Avilés en la Edad Media (1155-1498)*, Avilés, Ayuntamiento de Avilés-Universidad de Oviedo, 2011.

<sup>16</sup>An edition of the *Fuero of Oviedo* is C. M. VIGIL, *Colección histórico diplomática del Ayuntamiento de Oviedo*, Oviedo, 1889, p. 9-19.

<sup>17</sup>J. I. RUIZ DE LA PEÑA SOLAR, «El nacimiento de las villas costeras cántabro-atlánticas y su instrumentación jurídica (siglos XII-XIII)», in *El fuero de Laredo en el octavo centenario de su concesión*, M. SERNA VALLEJO and J. BARÓ PAZOS (ed.), Cantabria, 2001, p. 151-168.

This new town, where urban jurisdiction would always be under the king's power, had rights to a long list of exemptions and privileges. These included, among many others: the liberalisation of all services linked to the land; equality in law for all inhabitants of the town; freedom to buy and sell basic products for consumption (such as bread and cider); freedom to manage goods; freedom of the use of pasture for all the farmers of Avilés; exemption of taxes from the sea to León; and, more specifically, the right to trial by their own judges<sup>18</sup>. Some exceptions concerning society, economy<sup>19</sup> and institutions are written down, but these would only be accomplished from the twelfth century onwards, with the consolidation of the trading routes through the Atlantic ocean<sup>20</sup>.

Contrary to what one might think, just like all *fueros* granted in medieval Iberia, the *Fuero* of Avilés did not absorb local law entirely, thus creating many disparate situations which highlighted the need to rationalise legal, social and economic frameworks. In the case of Avilés, the deficiencies of the *fuero* are related to the jurisdictional land (the *alfoz*) allocated to the town under Ferdinand IV in 1309<sup>21</sup>. From this point onwards, the town became the administrative centre of the entire area<sup>22</sup>.

---

<sup>18</sup>M. J. SANZ FUENTES, J. A. ÁLVAREZ CASTRILLÓN and M. CALLEJA PUERTA, *Colección diplomática del concejo de Avilés ... op. cit.*, doc. nr. 1.

<sup>19</sup>For example, those implicit in the toll exemption for the neighbours of Avilés «*desde la mar hasta León*», that is, from the sea to León. *Ibid.*, p. 67.

<sup>20</sup>J. I. RUIZ DE LA PEÑA SOLAR, «La atracción del mar: en los orígenes de la fachada costera galaico-cantábrica al mundo atlántico (1157-1252)», in *Fernando III y su tiempo (1201-1252)*, Ávila, Fundación Sánchez Albornoz, 2003, p. 183-208.

<sup>21</sup>M. J. SANZ FUENTES, J. A. ÁLVAREZ CASTRILLÓN and M. CALLEJA PUERTA, *Colección diplomática del concejo de Avilés ... op. cit.*, doc. nr 87.

<sup>22</sup>J. I. RUIZ DE LA PEÑA SOLAR, «Los señoríos urbanos en el norte de la Península durante la Edad Media», *Asturiensia Medievalia*, 6 (1991), p. 205-209. The episode involving the later grant allows us briefly to analyse the possibility, in the Asturian case, of a city having no territory attached. In this region, the two main urban centers, Oviedo and Avilés – which were also the first to appear – were born without a territory on which to extend their jurisdiction. The *Fueros* of Oviedo and Avilés, dating from the twelfth century, did not award jurisdictional rights over a district. It was not until much later that kings had this situation resolved – for Oviedo, sometime between 1221 and 1305 (*vid. Ibid.*, pp. 211-213, and *Idem*, «Las haciendas concejiles en el Norte de la Península: el ejemplo ovetense», in *Finanzas y fiscalidad municipal*, Ávila, Fundación Sánchez Albornoz, 1997, p. 507-552, p. 512-515) and for Avilés in 1390 – though facing opposition from institutions firmly established within these towns.

This situation is exceptional, because in the urbanisation process of medieval Asturias the remaining thirty nuclei emerging at that time originate from municipal charters that, besides the donation, delimited a territorial jurisdiction – as can be seen in Maliayo. But the fact that it was precisely the most developed towns in medieval Asturias which carried no territory endorse the statement that 'cities would not exist without territory'.

*Towards a fully urban morphology. Particular characteristics of the town*

The town of Avilés has features inherent to settlements established at the edge of deep estuaries, and which are very characteristic of the towns in the North of Spain<sup>23</sup>. The town is settled on a small hill which drops gently to the left shore of a deep estuary, about five km away from the contact line to the open sea and which entrance was protected, from the ninth century, by the Castle of Gozón<sup>24</sup>. From its north side, the hill of Avilés drops to the valley of the river Tuluergo, nowadays blocked, but which, in the past, existed as a boundary between the town of Avilés and the fishing quarter of Sabugo, also located on a nearby hill. Due to the proximity of these two hills, a peculiar structure was formed in Avilés, with two independent nuclei developing parallel to each other, as would happen with other towns in Castile like the Galician town of Pontevedra<sup>25</sup>. However, this case is very different from others: Sabugo is not a suburb or *arrabal* of the town caused by its extra *muri* enlargement, as is the case with the quarters of Ribero and Galiana. Sabugo was established independently but at the same time, and despite this independence, it was subjected to the same legal status as Avilés<sup>26</sup>.

There is very little information available about Avilés prior to the twelfth century. Its location near the sea is obvious – «*secus Oceani maris*», as quoted in the existing documents – and there are accounts of the treacherous state of the coast in that century. It is evident that that particular area of coast was filled with such danger that no fishermen would dare enter<sup>27</sup>. Some of the information we have access to (from 1147, for instance) gives accounts of experiences suffered by Asturian people at the hands of people arriving in Asturias by sea, as well as an innate distrust towards foreigners who arrived with unstated purposes<sup>28</sup>.

The development of the settlement might have arisen spontaneously from a pre-urban nucleus (although there is no accurate archaeological or documented

<sup>23</sup>P. LAVEDAN and J. HUGUENEY, *L'urbanisme au Moyen Age*, Genève-Paris, Arts et métiers graphiques, 1974.

<sup>24</sup>J. URÍA RÍU, «El lugar de emplazamiento del castillo de Gozón» and «El emplazamiento del castillo de Gozón en el cerro de Raíces. Nuevas razones que lo confirman», in Juan Uría Ríu. *Obra completa. I. El reino de Asturias y otros estudios altomedievales*, J. URÍA MAQUA (ed.), Oviedo, KRK, 2005, p. 671-756. More recently, A. GARCÍA ÁLVAREZ-BUSTO and I. MUÑIZ LÓPEZ, «El castillo de Gauzón (Castrillón, Asturias). Campañas de 2007-2009: el proceso de feudalización entre la antigüedad tardía y la Edad Media a través de una fortaleza», *Territorio, sociedad y poder: revista de estudios medievales*, 5 (2010), p. 81-121.

<sup>25</sup>J. A. ARMAS CASTRO, *Pontevedra en los siglos XII al XV. Configuración y desarrollo de una villa marinera en la Galicia medieval*, Pontevedra, Fundación Pedro Barrié de la Maza, 1992.

<sup>26</sup>J. I. RUIZ DE LA PEÑA SOLAR, «Funciones y paisajes urbanos: Avilés (siglos XII-XV)» ... *op. cit.*, p. 691-735 and p. 719 *et seq.*

<sup>27</sup>*Liber Testamentorum Ecclesiae Ovetensis*, Barcelona, M. Moleiro, 1995, doc. nr 15, p. 495.

<sup>28</sup>J. URÍA RÍU, «Los cruzados del norte en las costas de Asturias en 1147. Ilustraciones a la crónica de su expedición», in Juan Uría Ríu. *Obra completa ... op. cit.*, p. 941-958.

information to prove this) with no previous planning, and hence this is not referred to within the *fuero* or the subsequent preserved documents. The charter does not give specific details about a schedule of urban distribution, unlike that existing in other towns: there is no division of land into parcels, no urban sharing of land, no attribution of land parcels to the inhabitants and nobody in charge of these tasks, as we have seen in existence in Maliayo.

From the thirteenth century onwards it has been possible to accurately define the morphology of the town *intra muri* – that is, a walled town, doors, streets, and areas for expansion – and conclude that, as with other examples of the Cantabrian area, Avilés follows the classic rules of the distribution of space in medieval towns, conforming to a perfectly regular model, with an orthogonal design enclosed by a five ha wall<sup>29</sup>.

The wall of Avilés represented two functions of the town: defence and politics. Five doors are thought to have existed in the walls (much evidence has been found to corroborate this) and through these doors the space within walls was connected to the suburbs which formed the outer part of the town. The first door connected the town to the fishing quarter of Sabugo. The second led directly to the port. The third opened onto Cabruñana Street. The Cimadevilla door led to the monastery of San Francisco. Finally, the fifth and most important door connected the town to the *extra muri* quarter of Ribero and as a result to Oviedo. Unfortunately, there are no remains of this primitive wall today, but there is evidence from the fourteenth century of its magnificent structure and design<sup>30</sup>.

The inner space is determined by a main central axis which directs the flow of urban traffic and connects two doors of the wall, one that leads to Oviedo and the other to Sabugo<sup>31</sup>. This was the first interior route to be populated, maintaining its position as the Main Street for many centuries. This is evidenced by the label *Rúa Mayor* that is attributed to this street in the documentation<sup>32</sup>. Other less important axes are *Rúa Nueva* and *Cabruñana*, parallel to the main street, and *Calle del Azogue*, a transverse axis, connecting empty spaces or squares and thereby generating a characteristic spider-web map, extremely common at the time<sup>33</sup>.

In a relatively short period of time, spatial growth in Avilés outgrew the initial *intra muri* – the town's body, or *el cuerpo de la villa*, as it is referred to in many documents. This brought about the growth of the town beyond its walls, from the

<sup>29</sup>Cartographic information is provided in the Appendix.

<sup>30</sup>*Vid* Appendix.

<sup>31</sup>*Ibidem*.

<sup>32</sup>An interesting example is the document issued by the Catholic Monarchs in 1485, which contains particular news about the *Rúa Mayor*, considered to be the main street in the village. See J. I. RUIZ DE LA PEÑA SOLAR, «Funciones y paisajes urbanos: Avilés (siglos XII-XV)» ... *op. cit.*, p. 691-735, footnote 69.

<sup>33</sup>*Vid, supra*, footnote 23.

Galiana streets, connecting the town with western Asturias, and Ribero parallel to the estuary, as well as connecting Avilés to Oviedo. Following the common idea of medieval urbanism, this is a good example of how *extra muri* growth has the tendency to flow from the main points of entrance to other regional centres.

As previously mentioned, the development of the fishing quarter of Sabugo took place on the outskirts of the town and inside it, with a regular square morphology, and a surface area of two ha. A parish temple, dedicated to Saint Thomas of Canterbury, was built in the mid-twelfth century. The temple with its fishermen devotion was the focal point of the town and its image, with all its elements, gave Sabugo an own personality, only separated by Tuluergo River. The relationship between both nuclei was possible due to the existence of a bridge. This relationship tended to be uncomplicated as the nuclei shared a common interest: the port (*cay*) which was situated on the boundary between the river and the estuary<sup>34</sup>.

### *Avilés: a town and a port in the Middle Ages*

Returning to the classical definition by H. Pirenne with which we started our work, one of the most commonly accepted criteria in historiography used to define urban rank or status is the development of certain economic functions which differentiate the urban from the rural areas. In the case of Avilés, the basic structure which sustained the development of society and economy was its capacity for trade and fishing<sup>35</sup>.

Avilés' port, at the turn of the twelfth century, was a starting point for a small but simple trading network which, passing through Oviedo, connected the seaside with the plateau of León. It contributed to the development of Asturias, historically a poor region – *de acarreo* – lacking in essentials and therefore forced to import goods<sup>36</sup>. This important port activity was complemented by a second factor which aided the development of the town: its proximity to Oviedo, which lay about 30 km away. Avilés maintained strong ties with Oviedo, encouraged by the institutional parallelism stemming from the creation of their respective *fueros* from the outset<sup>37</sup>.

<sup>34</sup>*Vid, supra*, footnote 26.

<sup>35</sup>*Vid* especially, J. I. RUIZ DE LA PEÑA SOLAR, «La función comercial de las villas nuevas del norte de España en la Edad Media (1150-1300 circa)», in *Viajes y viajeros en la España medieval*, J. L. HERNANDO (ed.), Aguilar de Campoo, Fundación Santa María la Real, 1989, p. 177-192.

<sup>36</sup>An overview of Asturian history in the late Middle Ages is Idem, *Historia de Asturias. Vol. 5: Baja Edad Media*, Gijón, Ayalga, 1977.

<sup>37</sup>*Vid* especially, Idem, «El comercio astur-leonés en los siglos XII-XIII», in *El Reino de León en la época de las cortes de Benavente. Jornadas de Estudios históricos*, Zamora, Centro de Estudios Benaventanos 'Ledo del Pozo', 2002, p. 165-180. We refer again to the proceedings – now in press – of the international conference *Los fueros de Avilés y su época*, and to the following paper: J. A. ÁLVAREZ CASTRILLÓN, «La génesis del eje comercial Avilés-Oviedo-León».

With the development of trading activity, the port played a crucial role because it housed the salt storehouse, granted to the town in the beginning of the thirteenth century. The salt storehouse was an essential element for the encouragement of economy in seaside towns, due to the promotion of the fishing industry and trade. Suppliers came mainly from Atlantic ports (Britain, Portugal, France) and the salt was distributed from here to the rest of Castile<sup>38</sup>.

The relationship between Avilés and other Atlantic ports has been studied in depth, and evidence from 1247 has revealed the presence of French and Northern European fishermen in the town<sup>39</sup>. We have documental evidence that salt, wine and textile products from La Rochelle were found in Avilés<sup>40</sup>. We also refer to significant data which confirms this French presence in Asturias. Firstly, there is evidence that the town parish repeated prayers to Saint Nicholas, from the main temple in La Rochelle. Secondly, the presence in Oviedo of a French colony, established mainly in Gascoigne Street, settled in the city after their arrival in Asturias for economic purposes<sup>41</sup>. Finally, Avilés was the only Asturian town registered by the *Cortes* of Jerez in 1268 on the list of ports in the Cantabrian which were allowed to transfer merchandise<sup>42</sup>.

The importance of the trading and fishing sectors meant that some professional sectors and trade related to the port were also significant: merchants, storekeepers and fishermen made up the census of Avilés. This dynamism quickly determined the emergence of some elite groups whose local prominence is evidenced through repeated references in the preserved documentation<sup>43</sup>. This trade bourgeoisie was interested in investing in goods in the town and monopolised not only the function of government but also its housing market. Thanks to their economic capacity, they become crucial artistic customers and assumed a very important patronage in public and private buildings<sup>44</sup>.

<sup>38</sup>I. GONZÁLEZ GONZÁLEZ and J. I. RUIZ DE LA PEÑA SOLAR, «La economía salinera en la Asturias medieval», *Asturiensia Medievalia*, 1 (1972), p. 11-155.

<sup>39</sup>J. I. RUIZ DE LA PEÑA SOLAR, «Comercio a escala interregional e internacional: el espacio comercial astur-leonés y su proyección atlántica», in *El comercio en la Edad Media*, Logroño, Instituto de Estudios Riojanos, 2006, p. 39-92; and, by the same author, «Las villas castellanas de la costa cantabro-atlántica y su proyección comercial en el Mediterráneo occidental», in *Ciudades y élites urbanas en el Mediterráneo Medieval (Revista de Historia Medieval, 11)*, Valencia, Universitat de València, 2000, p. 41-66.

<sup>40</sup>Idem, «Presencia de los puertos cantábricos en las líneas del comercio atlántico bajomedieval: las relaciones entre Asturias y La Rochelle», *Boletín del Real Instituto de Estudios Asturianos*, 141 (1993), p. 21-48.

<sup>41</sup>This issue is studied in depth in Idem, *El comercio ovetense en la Edad Media ... op. cit.*

<sup>42</sup>*Cortes de los antiguos reinos de León y Castilla. Vol. I*, M. COLMEIRO (ed.), Madrid, 1861, p. 74.

<sup>43</sup>*Vid.*, for example, the works of E. BENITO RUANO about the mercantile bourgeoisie of Avilés in the late Middle Ages: «Gómez Arias, mercader de Avilés», *Asturiensia Medievalia*, 2 (1975), p. 278-314.

<sup>44</sup>*Vid.* R. ALONSO ÁLVAREZ, «La clientela artística en el Avilés bajomedieval (ss. XIII-XIV). Obras para la vida. Obras para la muerte», in *La nobleza peninsular en la Edad Media*, Ávila, Fundación Sánchez-Albornoz, 1999, p. 491-508.

## The case of Villaviciosa

As with Avilés, the concurrence of several factors – a privileged jurisdiction, some elements of morphology, a diversified social and economic structure, and effective control by the town over its rural surroundings – allow us to classify Villaviciosa, formerly «Puebla of Maliayo», as an urban nucleus in Medieval Asturias, right from its medieval beginnings.

### *The establishment of the town of Maliayo: between local society and royal power*

At some point before 1270, the *boni homines* (gentlemen) of Maliayo complained to the king about the conditions in which they used to live, receiving «a lot of damage and burglary by knights, squires and other criminals» – «*muchos males y muchos tuertos de cavalleros y de escuderos e de otros homes malfechores que les rovaban y tomaban lo suyo sin su plazer*». They sent a representative to the court, one Alfonso Pérez del Busto, a rich man from an emerging local lineage. This action may have played a key role in the destiny of the territory for years to come. King Alphonse X, who was responsible for most urban establishments in the late Middle Ages in Asturias<sup>45</sup>, granted, on October 17th, a privilege under the form of a *carta puebla* or municipal charter, in which he consented to allocate to the people of Maliayo «*todos los regalengos y derechos que había en essa tierra sobredicha, tan bien por mar como por tierra para siempre xamás*» – «all the rights over that land forever, by sea and earth» – and requested that they establish a town on this land<sup>46</sup>. This episode, similar to other cases witnessing the emergence of privileged urban nuclei at that time, reveals the coexistence of different indigenous dynamics and external elements generally arising from superior powers at the origin of urban establishment.

Maliayo had progressively evolved from Late Antiquity, possessing a dense population concentrated in isolated settlements, commonly referred to as *castros*, and existing at a higher rank in the development hierarchy of the Asturian Kingdom; but at this juncture Maliayo began to move towards the formation of a unified territory with its respective recognition by law, thus allowing the law to assume the function of land distribution. This function was assumed by the royal committee in charge of listing the repertoire, the *tenencias* or possessions of the kingdom during the Middle Ages. An important fortress located in *Peña Castiellu* from the time of the Asturian monarchy was built in the centre of the territory, at the edge of the

<sup>45</sup>M. ÁLVAREZ FERNÁNDEZ, «Alfonso X, promotor del desarrollo urbano de la Asturias medieval», in *El mundo urbano en la Castilla del siglo XIII*. Vol. 2, M. GONZÁLEZ JIMÉNEZ (ed.), Sevilla, Fundación El Monte, 2006, p. 21-32.

<sup>46</sup>J. I. RUIZ DE LA PEÑA SOLAR, *Las "polas" asturianas en la Edad Media... op. cit.*, p. 341-344.

estuary, in order to protect the land from piracy<sup>47</sup>. This fortress was home to the *tenente* or authority in the land of Maliayo, an office which had been in the hands of the *Quexal* lineage from the twelfth century, although this power was, in origin, transferable. Maliayo would also witness the growth of religious domains, both episcopal and (especially) monastic.

It is under these circumstances that the Crown was required to give this area, under the reign of Alphonse X, the instruments for the establishment of the Puebla of Maliayo. The king accorded its inhabitants a concession of a large rural area of more than 270 km<sup>2</sup> surrounding the Puebla, over which the town exert their power. This area corresponded to the geographical limits of the former *tenencia*, and contained the right to a weekly market and an exemption from paying taxes. All these factors contributed to making the area freer than before, in comparison with other territories which were still under landlord rule, the greatest expression of autonomy being the *Fuero of Benavente*, given «*por que se juzguen*». This text dictated the rules for ordinary living as well as the administration of justice of the new Puebla, with procedures for judging offence, self-government and its mechanisms, and the liberties and rights of those who were its neighbours. It also established the privilege for economic progress in the area<sup>48</sup>. It was a privileged right for a town, even if an actual location had yet to be established, for it to settle the basis for the accomplishment of its social, economic and institutional expectations.

In the same document Alphonse X indicated the place in which the settlement was to be created, giving birth to the urban nucleus: Buetes, in the centre of the land of Maliayo and at the edge of an estuary 6.5 km away from open sea, near a marshy swamp where the potential existed to have an entrance or wharf. This required the building of a bridge. At this time the population in the place chosen was very dense, with up to seven parishes in the surrounding 3 km.

The material execution of Puebla of Maliayo gives evidence of the figure of town planner Pere Daor. Pere was a confidant to the king and served him in Asturias, posing as the *departidor* or a town administrator, this is to say, a mixture of barrister, engineer and surveyor who plans and demarcates land, dividing the space into parcels and distributing them among future inhabitants<sup>49</sup>. His disobedi-

<sup>47</sup>J. CAMINO MAYOR and V. MARTÍNEZ OTERO, «La Peña Castiello (Villaviciosa): una fortificación del Reino Astur para la defensa costera» in *III Congreso de Arqueología Medieval Española. Actas. Vol 2*, Oviedo, Universidad de Oviedo, 1989, p. 193-199.

<sup>48</sup>According to its length, the municipal charter of Puebla de Maliayo is classified by historians as falling into the «short type» category. Therefore, this document does not contain legal articles in the way that other foundational texts such as Avilés' do. Rather, it simply refers to a judicial model – in this case the *Fuero of Benavente* – that will form the local legal system. However, we can presume that the medieval legal system of Maliayo was very similar to the *Fuero of Llanes*, a town close by whose origin and characteristics were very similar to Villaviciosa's (M. CALLEJA PUERTA, *El Fuero de Llanes: edición crítica*, Oviedo, Sueve, 2003).

<sup>49</sup>We find him in Oviedo in 1270 negotiating some royal rents with the Cathedral chapter and finishing

ence to the Crown's rulings was entirely relevant in the establishment of the town: he altered royal plans and the settlement was eventually based half a kilometre away from Buetes, a more realistic place to create a town due to its flat topography and the existence of water springs and aquifers nearby. Other advantages include the convergence of the pathway network and the fact that this location was far healthier than the area originally proposed.

### *The forma urbis of Maliayo*

The establishment of Villaviciosa is in fact an *ex novo* establishment as it has no connection to a previously existent settlement of which we may have evidence<sup>50</sup>. The medieval *Pola* of Maliayo had an elliptical, almond shaped design, oriented NW-SE. This design was dictated by the pathways leading up to it, and the estuary and water streams were its first constitutive element. This evidences the voluntary choice of the *forma urbis*, because flat land allows more freedom when shaping the settlement, as opposed to settlement creation with the existence of hills or the development of spontaneous establishments that have not been planned.

This oval shape is delimited by the 850 m wall surrounding the hamlet. Thanks to testimonies from the nineteenth century we have evidence that this wall was immense in all dimensions: 2 m thickness, almost 5.5 m height and 1.12 m battlements<sup>51</sup>. The remains found in the *Ecce Homo* Square show that the materials employed to build the wall were of a very good quality, and this was reinforced in the main entrances with stonework. The main materials used in the wall were masonry of limestone and slake lime. Originally there were three doors opening from the walls: the *Puente* or *Traslaiglesia* Door to the north, leading to Buetes River and Avilés, and the *Cañu* Door in the southern extreme leading to Valdediós and then to the centre of the country. These were the main entrances to the town, and were reinforced with stone. Opening from the west side to the road to Oviedo was the smaller *Carnicerías* Door. Shortly after the settlement had been established, the

---

works to the city walls (C. MIGUEL VIGIL, *Colección diplomática del Ayuntamiento de Oviedo... op. cit.*, p. 292-293); and again between 1270 and 1272 judging disputes regarding the attempted foundation of Pola de Sariego by the king (J.I. RUIZ DE LA PEÑA SOLAR, «De la Puebla de Maliayo a Villaviciosa. Notas de historia y toponimia», *Boletín del Instituto de Estudios Asturianos*, 32 (1978), p. 679-697, p. 684-685).

<sup>50</sup>J. I. RUIZ DE LA PEÑA SOLAR, M. S. BELTRÁN SUÁREZ and M. ÁLVAREZ FERNÁNDEZ, «Las villas nuevas de Asturias» ... *op. cit.*, p. 130.

<sup>51</sup>F. P. CAVEDA Y SOLARES, *Descripción geográfica e histórica del concejo de Villaviciosa*, Gijón, 1805, p. 6-7.

*Mercado Viejo* Door was added in the eastern part of the wall. The wall was, along with the church, the main public work financed by the town taxation<sup>52</sup>.

As a mapped town, Maliayo had a regular distribution of population in the inner space, with a surface of 4.6 ha. Its map was determined by an axis of two parallel streets, oriented NW-SE, converging at the end in front of the two main doors: from east to west, the *Calle de la Ferrería* (Blacksmith Street) or *Calle del Sol* (Sun Street), of about 260 m; and the *Calle Mayor* (Main Street) or *Calle del Agua* (Water Street) of about 245 m, thus named because of the transportation of water from the fountain to the vegetable gardens behind the houses. Originally a third street existed, the *Calle del Espadañal*, filled with humidity and uncleanness, but this street eventually disappeared in favour of the two neighbouring blocks and today only 115 m of the street remains with the name *Indias* Street<sup>53</sup>.

It is important to mention the squares as a crucial morphological element, which open at the confluence of the streets: *El Cañu* Square, named because of the fountain in the square, and the Church Square, where the parish of *Santa María del Concejo* would be built at the end of the fifteenth century. Together with these squares there exists a network of perpendicular secondary alleys knitting the space together. The alleys in the city centre, which tended to be larger, followed a transverse axis from *Carnicerías* Door to *Calle Nueva*, altering the original map which was designed to connect the *Mercado* Door and the eastern suburb. This suburb, named *Arrabal del Mercáu Vieyu* (Old Market Quarter) emerged in medieval times on the east side of the town because of the lack of room inside the walls to house the weekly market.

The distribution of the plots, which were to become housing space in the new *pola*, was done by dividing the land into parcels called *quadriellas*. Despite the fact that there is no evidence of a regular modulation of Asturian land in the establishment of towns<sup>54</sup>, the study of the Maliayo map allows us to gain an approximation of the original *quadriellas* due to pieces of land which have remained unaltered, and which measured 5 x 11–12 m. These measurements vary in size next to the city wall when taking into account land used for agriculture, especially in the western part of the town<sup>55</sup>.

The parcelled land was to become the basis for the construction of housing in the Middle Ages, following a common model of building – that is, one which looks

<sup>52</sup>J. URÍA RÍU, «Apuntes para la historia de Villaviciosa», in *Estudios sobre la Baja Edad Media asturiana (Asturias de los siglos XII al XVI)*, Oviedo, Biblioteca Popular Asturiana, 1979, p. 379-421, p. 384-386.

<sup>53</sup>F. P. CAVEDA Y SOLARES, *Descripción del concejo de Villaviciosa ... op. cit.*, p. 72.

<sup>54</sup>Similar to models like the Guipuzcoan plot (8x12 m) or the Majorcan *pati de casa* (1 775 m<sup>2</sup>) mentioned in the *Ordinacions* of King Jaime II (1300).

<sup>55</sup>J. PEDRAYES OBAYA, *Villaviciosa de Asturias. Análisis urbano*, Oviedo, C.O.A.A., 1994, p. 42-44.

out onto the street and has a small garden. Nothing remains of the medieval houses in Villaviciosa, partly because of a fire that devastated the town in 1484 and partly due to subsequent urban development. It is only by looking at photographs that we are able to ascertain the appearance of the house which would have belonged to a member of the wealthy bourgeoisie, the *Casa del Arcediano* (Archdeacon's house), located between *Sol* and *Agua* streets and demolished in 1921: a three storey symmetrical stone building that boasted Gothic architectural elements such as a window with a cornice and ogee arches and the firewall, which of all distinctive features.

### *Villaviciosa and its role in the economy*

The main factor determining the choice of location for the town of Maliayo was its situation at the edge of an estuary. This location was used to host the convergence of two different economic fronts: the seaside sector, including fishing, and the agricultural sector which accounted for the inner rural areas<sup>56</sup>. We have found evidence of the economic richness of these territories in the lustre of its Romanic art<sup>57</sup> and the degree of development of aristocrats in the area. These aristocrats were closely linked to the highest ranks of Asturian gentry<sup>58</sup>. This wealth led to many urban conflicts which signified a threat to the rights and benefits of existing structures in the area, especially those devoted to landlords and religious domains. Conflicts arose with the monasteries of San Pelayo in Oviedo and Santa María de Valdediós about the settlement of the town, as well as with the Bishop of Oviedo about the parish geography, and with the monastery of San Vicente about the whale trade in the Tazones port<sup>59</sup>.

This port constituted the main resource for Villaviciosa, not only as a trade centre – in which it would occupy a secondary place in the northern coast – but also because of fishing<sup>60</sup>. Another step was taken by King Alphonse XI when he provided the town with a storehouse for salt, encouraging fishing and trading and setting the basis for its economic development<sup>61</sup>.

<sup>56</sup>J. URÍA RÍU, «Apuntes para la historia de Villaviciosa» ... *op. cit.*, p. 379-421, p. 384.

<sup>57</sup>E. FERNÁNDEZ GONZÁLEZ, *La escultura románica en la zona de Villaviciosa (Asturias)*, León, Colegio Universitario de León, 1982.

<sup>58</sup>A. FERNÁNDEZ SUÁREZ, «Orígenes y ascensión de un linaje nobiliario asturiano: los Álvarez de Noreña», *Asturiensia Medievalia*, 8 (1995-1996), p. 239-261.

<sup>59</sup>J. I. RUIZ DE LA PEÑA SOLAR, *Las "polas" asturianas en la Edad Media* ... *op. cit.*, p. 153-157.

<sup>60</sup>Idem, «Noticia de Tazones y de otros puertos balleneros de la costa asturiana (siglos XIII-XIV)», in *Medievo Hispánico. Estudios in memoriam del profesor Derek W. Lomax*, Madrid, Sociedad Española de Estudios Medievales, 1995, p. 325-335.

<sup>61</sup>I. GONZÁLEZ GARCÍA and J.I. RUIZ DE LA PEÑA SOLAR, «La economía salinera de la Asturias medieval» ... *op. cit.*, p. 11-155.

Another important aspect of the local economy was its agriculture and farming in the vast *alfoz*. Peasant communities would frequently trade, but also they were obliged to join the Puebla market once a week so as to redistribute their produce. The same happened with craftwork and proto-industrial production that had occurred in the town, particularly with regard to tanneries and jet jewellery<sup>62</sup>. Thus, the Puebla concentrates the jurisdictional centre in the *alfoz* and its control over economy, ruling and overseeing its productive activities.

Lastly, one particular episode in this urban centre was its toponymy change in the fourteenth century, from *Puebla of Maliayo* to *Villaviciosa* (literally, «rich town»), the latter still existing today<sup>63</sup>. This change was, at the same time, a consequence and the origin of the development of the former *pola*, having acquired the distinction of *villa* (town).

## Conclusions

According to what has previously been analysed, the presence of some features and basic functions allows us to define several nuclei as «urban». However, despite this definition, towns will exist at differing degrees of development.

With no doubt, the feature which has the greatest influence is the presence of a certain morphology, which separates these towns from the models of development in rural areas. Town walls are by far the most important feature characterising urban morphology, according to Pirenne's definition, and those elements have documental evidence from the beginning, both in Avilés and Villaviciosa. Apart from their relevance for defence, town walls have a symbolic meaning, delimiting the truly «urban space», *intra muri*.

Moreover, the morphology that we have studied in these two particular cases gives us other indicators of urban categorisation. In both establishments the space *intra muri* has a regular design determined by a series of main and secondary streets and squares. This spatial distribution leads to more profitable use of land both in terms of socialisation and economy. The difference between the two towns is that Avilés sprang up spontaneously whereas Maliayo is divided into *ex novo* parcels. Externally, both towns are integrated into the network of pathways in the area, turning the urban centre into a central point for regional communications. In both cases, the development of the economy reveals its influence over morphology in

<sup>62</sup>J. I. RUIZ DE LA PEÑA SOLAR, *Las "polas" asturianas en la Edad Media... op. cit.*, p. 202-222.

<sup>63</sup>Idem, «De la Puebla de Maliayo a Villaviciosa» ... *op. cit.*, p. 679-697.

overcoming the physical limitations of towns, leading to the birth of *extra muri* suburbs at the points of access to the pathway network.

Another revealing element in the urban landscape as opposed to the rural world is the privileged legal status of its inhabitants. This status liberated the inhabitants from some taxes and obligations towards landlords that remained inherent to the rural milieu, like those which persist in many *alfofes* inherited from ancient traditions. This particular urban system of law granted these settlements the right to self-rule in several areas. This distinguishing feature allowed them to be considered as protected areas, this privilege being sometimes directly granted, sanctioned by monarchs, and reflected upon the *Fuero* or *Municipal Charter*.

The self-governing capacity of these urban nuclei is not only in existence in the towns themselves, Avilés and Maliayo, but also in their rural districts. This capacity may be observed during the period in which this right was granted in 1309 for the first case. As a result, they became legal centres not only in politics and administration but also in economy.

We have also found evidence in both cases of the existence of economic activities clearly defined as urban. This economy is characterised by the diversification of activities and the birth of new dynamics for production, e.g. trading and craftwork, under the basic principle of work division. These forms of urban economy are clearly visible in the case of Avilés, where they are linked to large sectors of local population. Thus, the town becomes a centre of attraction for new inhabitants coming from neighbouring areas, from other regions of the kingdom and, in the case of Avilés, even from other countries.

The relationship between all these factors allows us to use the terms «urban nuclei» to define the settlements, even those that were more subtle in their origins. The differing degrees of development and the concurrence of other specific functions – for example, cultural or religious ones – will also be present in other nuclei in Asturias, in spite of their absence in this study. The small, new towns of Asturias are clearly not comparable to the great cities of Italy and Flanders, but this active urban characteristic is shown in relation to its regional landscape, which is otherwise deeply rural<sup>64</sup>. In any case, the assumption of these equivalent functions leads us to the same phenomenon: the emergence of *villes neuves* in medieval Asturias.

<sup>64</sup>G. CHERUBINI, *Le città europee del Medioevo ... op. cit.*, p. 169.

These localities stand out in this rural landscape in regulating and centralising life from all points of view in almost the entire region. Proof of this is the participation of these nuclei in the *Cortes* and their involvement in national politics. It is therefore not surprising that as a result of the *Cortes* of Valladolid of 1295 the towns of Asturias, led by Oviedo, joined other major cities of the kingdom – such as León, Zamora, Salamanca, or Benavente – as equals in view of directing the kingdom in times of crisis caused by the minority of monarchs (vid. M.J. SANZ FUENTES, J.A. ÁLVAREZ CASTRILLÓN and M. CALLEJA PUERTA, *Colección diplomática del concejo de Avilés ... op. cit.*, doc. nr 46).

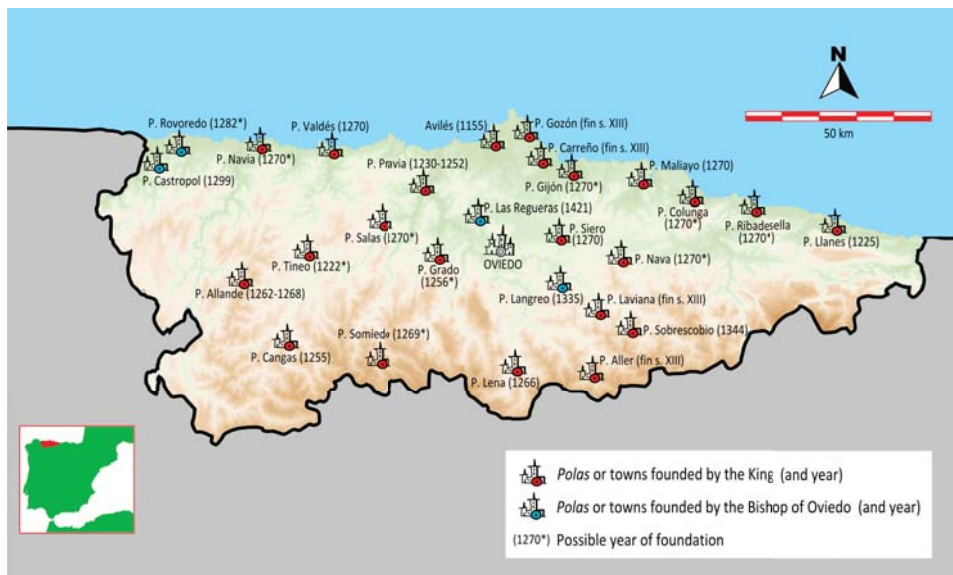


Figure 1 – Asturian urban phenomenon in Late Middle Ages.

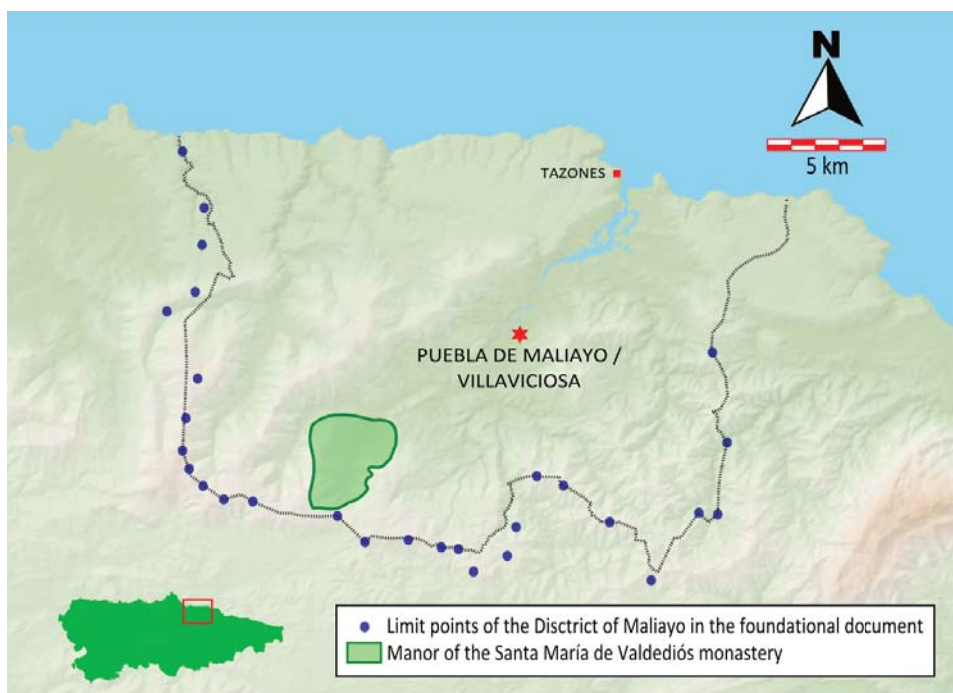


Figure 2 – Rural district of Avilés according with the document of 1309.

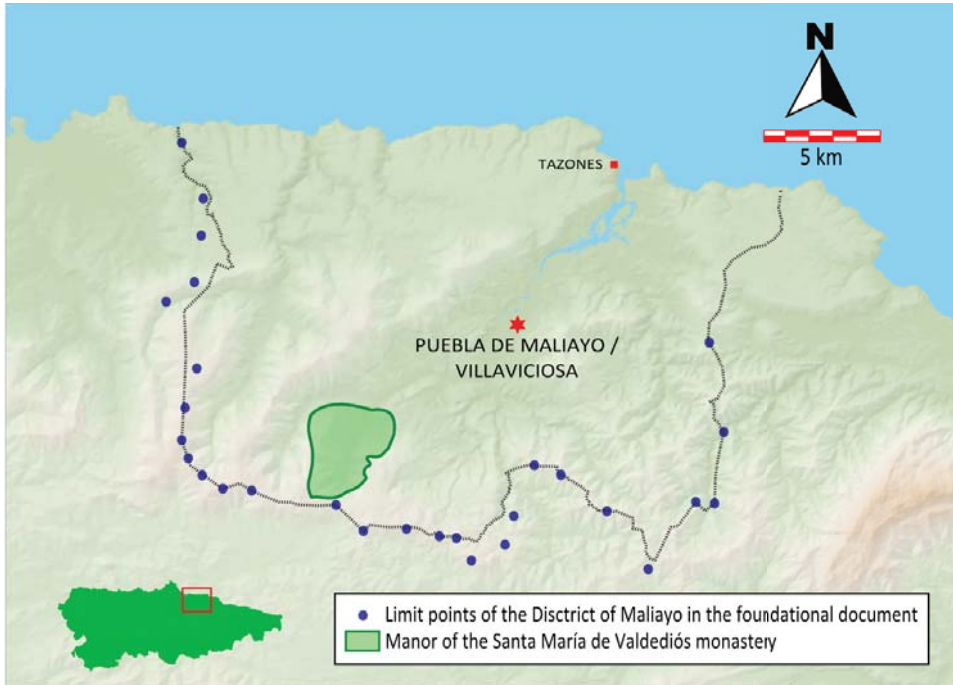


Figure 3 – Rural district of *Villaviciosa* according with the Municipal Charte of 1270.



Map based in J. Lequerica, *Plano general de la Ría de Villaviciosa* (1836)

Escale 1:4000

1. Bridge of Buetes; 2. *Peña Castiellu*; 3. Church of Santa María; 4. *Puerta del Puente*; 5. *Puerta del Cañu*; 6. *Puerta de las Carnicerías*; 7. *Puerta del Mercáu Vieyu*; 8. *Sol Street*; 9. *Agua Street*; 10. *Espadañal Street*; 11. *Nueva Street*; 12. *Mercáu Vieyu suburb*; 13. Road to Valdediós monastery; 14. Road to Oviedo; 15. Coast Road; 16. *Salin* or salt docks.

Figure 4 – Cartography and aerial view of the town of Villaviciosa.



Aerial photo from Plan Nacional de Ortofotografía Aérea (PNOA)

© Instituto Geográfico Nacional, Ministerio de Fomento



0 50 100 150 km



Total surface: 4'635 ha

(Cette page a été laissée intentionnellement blanche)

# Small Towns in the Medieval Urban Development of the Basque Country

*Sergio Martínez<sup>1</sup>*  
*Universidad de Cantabria*

## **Abstract**

Urban development during the Middle Ages was markedly different in each territory of the Basque Country: whereas in Guipúzcoa, almost all of the settlements were successful, in Biscay there were some successful towns, but there were also others that failed in their development; and in Álava, only the capital, Vitoria, can strictly be classified as a «town», while the remaining settlements fall into the category of «villages». There is more than one reason for these differences. We will analyze a sample of unsuccessful settlements in each province to try and establish the reason for these failures.

## **Keywords**

Urban development, small towns, city, Basque Country.

---

<sup>1</sup>Director, E-learning Support Unit – Teaching Staff Area. University of Cantabria. PhD Student at the History Department (Cantabria). Email: sergio.martinez@unican.es

## Résumé

Au Moyen Âge le développement urbain était très différent dans chaque région du Pays Basque : dans la province de Guipúzcoa, presque toutes les fondations ont connu le succès ; dans la province de Biscaye, quelques villes ont prospéré, mais d'autres ont échoué leur développement ; et dans la province d'Alava, seulement la capitale, Vitoria, pouvait être considérée comme une « ville », puisque les autres localités n'étaient que des « villages ». Il existe plusieurs raisons expliquant ces différences. Nous allons analyser quelques villes qui ont échoué dans chaque province pour essayer de trouver certains indices.

## Mots-clés

Développement urbain ; petites villes ; ville ; Pays Basque.

## Introduction

Studies on the subject of medieval towns often set out to try and define the nature of a «town». Towns can be defined as places where the principal economic activities are linked to secondary and tertiary sectors, where people's lives are regulated by a charter of liberties (which typically were more advantageous than those granted to rural areas), or where people live inside the town walls. In some instances, towns have been described as a way of life<sup>2</sup>.

The Greek philosopher Aristotle believed that a city was the most perfect human association, the only one good for the spirit and justice, and the only one with the capacity for self-sufficiency. He considered that urban living was the natural way of life for civilised human beings, even more so than the home. It is interesting to note that in the Ancient Greek and medieval worlds the idea of «city» was similar in each place. In the Ancient Greek world three criteria were necessary to create a real *polis*: an area divided between urban and rural land; a certain level of economic self-sufficiency (the *autarkeia* that makes it possible to sustain a large population);

---

<sup>2</sup>R. SABATINO LOPEZ, «La città dell'Europa post-carolingia», in *I problemi comuni dell'Europa post-carolingia. Atti della II settimana di studio (6-13 aprile 1954)*, Spoleto, Centro Italiani di Studi sull'Alto Medioevo, p. 551.

and the possession of some kind of local autonomy<sup>3</sup>. These three criteria are the same as those found in the Middle Ages<sup>4</sup>.

However, in reality a phenomenon as wide and variable as that of a medieval urban development is very difficult to convey in the single term «town». When taking into account cities such as Florence, Hamburg, Paris, Burgos or Barcelona, it is noticeable that they boast a large number of the characteristics that we expect a «normal» town to contain. When we are faced with hundreds of much smaller towns such as those that emerged in Europe in the Middle Ages, the question arises as to whether it is feasible to attribute the same definition to such varying realities.

In this article we will try to analyse the main aspects of medieval urban development in the historic territories of the Basque Country (Biscay, Álava and Guipúzcoa). All the towns were created under the same conditions (with a charter of liberties, a surrounding urban/rural territory and a walled settlement). It is obvious, however, that while some towns were able to develop their potential (Bilbao, San Sebastián, Durango, Vitoria, Laguardia) others were not in a position to do so.

## The urban development of the Basque Country in the Middle Ages

After the eleventh century there was substantial economic growth in the kingdoms of León, Castile and Navarre. This growth was most obvious in the agricultural sector, but was also evident in the development of the commercial and manufacturing sectors. These new settlers required different conditions to those already existing in rural areas and they were used to living in urban spaces with different legal rights. Many of these new towns were created along Saint Jacob's Way, from the border of France to Santiago de Compostela, in Galicia, and parallel to the River Duero. This route was, in the Middle Ages, the most important route in northern Spain. The land along Saint Jacob's Way from Santiago de Compostela to the coast of the Cantabrian Sea was less urbanised<sup>5</sup>. This situation existed only in the Basque Country. In the middle of the twelfth century changes occurred as a result of the establishment of a new economic route from Castile to the Atlantic ports of England, France and Flanders. The Basque Country was not on the periphery of this new route, but in

<sup>3</sup>C. GARCÍA GUAL, «La Grecia Antigua» in *Historia de la Teoría Política*, Madrid, Alianza Editorial, 1990.

<sup>4</sup>S. MARTÍNEZ MARTÍNEZ, «La mínima expresión del fenómeno urbano. Las villas vizcaínas de Lanestosa, Villaro, Guerricáiz y Rigoitia», *Edades. Revista de Historia*, 7 (2000), p. 39-40.

<sup>5</sup>B. ARÍZAGA BOLUMBURU and J. Á. SOLÓRZANO TELECHEA (eds), «El fenómeno urbano medieval entre el Cantábrico y el Duero», *Micromegas*, nr 2, Santander, 2002.

the centre. This was the main motivation for the creation of towns in the Basque Country in the Middle Ages, together with the aim of organising the territories<sup>6</sup>.

The first town, created in 1140 by Alfonso VII of Castile, was Salinas de Añana. In the subsequent 250 year period 21 towns were created in Biscay, 23 in Álava (including Salinas de Añana) and 25 in Guipúzcoa. During most part of the settlement process, towns were created as a result of decisions made by kings and lords; and in the end, the new towns were established as a result of petitions filed by the inhabitants of rural areas, in an attempt to improve their standards of living<sup>7</sup>.

### *Álava*

In Álava<sup>8</sup>, after the foundation of Salinas by Alfonso VII of Castile, the first stage of town creation began in the eastern part of the territory and was orchestrated by the kings of Navarre. All of these towns fulfilled defensive purposes: Sancho VI created Laguardia (1164), Vitoria (1181), Bernedo (1182) and La Puebla de Arganzón (1191), and Sancho VII created Labraza in 1196. The aim was to protect the Kingdom of Navarre's border from Castile. All the new towns were strategically positioned in the surrounding hills.

During the second stage, in 1200 the territory of Álava moved from Navarre to the Crown of Castile, and consequently the aim became to defend the border of Castile from the Kingdom of Navarre. In the meantime, the kings were trying to create new towns to promote communication between Castile and the seaports of the Cantabrian Sea. The towns of Salvatierra, Corres, Santa Cruz de Campezo and Contrasta were created in 1256, and Berantevilla<sup>9</sup> in 1299, to defend the border of Castile. Salvatierra was also part of the route between Álava and the seaports of San Sebastián as was Guetaria, in Guipúzcoa. Arceniega, created by Alfonso X of Castile in 1272, was on the route from Castile to Laredo and Castro Urdiales, in the current territory of the Autonomous Community of Cantabria.

In the third stage, which started at the beginning of the fourteenth century, the main aim would be to organize the territory and to gather together the dispersed rural population, usually after a petition had been filed by the people in an attempt

<sup>6</sup>B. ARIZAGA BOLUMBURU, «Permanencias urbanísticas en las villas medievales», *Ondare-15, Cuadernos de Artes Plásticas*, San Sebastián, Eusko-Ikaskuntza, 1996, p. 29-50.

<sup>7</sup>P. MARTÍNEZ SOPENA and M. URTEAGA (eds), *Las villas nuevas medievales del suroeste europeo: de la fundación medieval al siglo XXI. Análisis histórico y lectura contemporánea: actas de las Jornadas Interregionales de Hondarribia*, 2006.

<sup>8</sup>C. GONZÁLEZ MÍNGUEZ and E. PASTOR, *Las villas medievales alavesas*, Vitoria, 1988.

<sup>9</sup>C. GONZÁLEZ MÍNGUEZ, *Berantevilla en la Edad Media. De aldea rural a villa señorial*, Vitoria, 2000.

to get the best legal rights for themselves. For example, the town of San Vicente de Arana (1308-1319) was created through the fusion of some small villages in an attempt to bring together inhabitants from the surrounding rural areas, but there were also economic reasons for this fusion: Villarreal de Álava (1333) was created on the route to the port of Deva, in Guipúzcoa, Alegría and Elburgo (1337) on the route from Vitoria to Salvatierra, and Monreal de Zuya on the route from Vitoria to Arceniega.

### *Guipúzcoa*

The creation of towns in Guipúzcoa occurred some time after the process had begun in Álava<sup>10</sup>. This process started in 1180 and finished in 1383. The kings of Navarre were responsible for promoting the process from the outset. San Sebastián was created in 1180 by Sancho *el Sabio* to give Navarre access to the coast, but this was only necessary for twenty years because in 1200 Guipúzcoa was incorporated into the Kingdom of Castile.

After the establishment of San Sebastián, the seaports of Fuenterrabía (1203), Guetaria and Motrico (1209) and Zarauz (1237) were created. Some years later, at the same time as the second stage in Álava, King Alfonso X continued with his intention to create a successful route to transport goods from the inland to the coast and he created Tolosa, Segura, Ordizia (all in 1256), Mondragón (1260) and Vergara (1268).

After forty years without any settlements being created, the third stage of development began between 1310 and 1347. In this phase the main aim was to protect the western areas of Guipuzcoa on the border with Biscay. Ten towns were created in total, with eight of them situated near the border: Azpeitia (1310), Azcoitia (1324), Salinas de Léniz (1331), Elgueta (1335), Deba and Placencia (1343), Eibar and Elgóibar (1346). Only Rentería (1320) and Zumaya (1347) were created some distance away from the border.

Following this there was another period of 30 years during which no new settlements were established. When the process restarted in 1371, it was for the same reason as the last stage in Álava: to gather together the rural population, normally after a request made by people due to the insecurity in the territory: Usúrbil (1371), Orío (1379), Hernani (1380), Cestona (1383) and Villarreal de Urrechua (1383) were all created for this purpose. In some cases foreign enemies were the cause of the unrest, but more often than not the problem lay with the local noblemen of the territory.

<sup>10</sup>B. ARÍZAGA BOLUMBURU, *Urbanística medieval (Guipúzcoa)*, San Sebastián, 1990.

### *Biscay*

In Biscay<sup>11</sup> the process started even later than it had in Álava and Guipúzcoa, and this time the people responsible for the promotion of the process were not the kings, but the lords of Biscay. During the first stage some towns were built inland: Valmaseda (1190), Orduña (1229), Ochandiano (1254) and Lanestosa (1287). Bermeo, the only seaport on the coast and positioned to centralise all the commercial activity of the territory, was established in 1236.

During the first decades of the fourteenth century a new stage began with the aim of creating more ports: Plencia (1299), Bilbao (1300), Portugalete (1322), Lequeitio (1325) and Ondárroa (1327).

After the first two stages, which were initiated with commercial intentions, the third stage was started with the main aim being to protect the rural population, as was already the case in Álava and Guipúzcoa. Four towns were built on the border of Guipúzcoa: Marquina (1355), Elorrio (1356), Ermua (1372) and Durango (1290-1372). However, in this third stage there were also economic motivations in play, mainly the consolidation of routes in the interior, and the following towns were built with this purpose: Guernica (1366), Guerricáiz (1366), Miravalles (1375), Munguía, Larrabezúa and Rigoitia (1376). A special characteristic of these more recent towns, with the exception of those in Álava and Guipúzcoa, was that they were not created at the request of the local population, but at the command of the lords of Biscay. The lords encouraged people to settle in deserted spaces (*mortuorios*) and start living together in towns.

To summarize, for all three provinces of the Basque Country we may speak of two first stages in the settlement process in which the intention was to organize the territory and to promote the economic activities (twelfth and thirteenth centuries). After those stages, the new towns were established for different reasons. The fourteenth century was a time of general crisis, insecurity, disorder and poverty. Rural populations attempted to protect themselves by asking for the creation of new walled towns, sometimes without any economic motivation other than security. In the next point we will analyze the evolution of these towns through the study of some examples from every province.

---

<sup>11</sup>J. Á. GARCÍA DE CORTÁZAR, B. ARIZAGA BOLUMBURU, M. L. RÍOS and M. I. DEL VAL, *Vizcaya en la Edad Media*. Vol. I, Haranburu, San Sebastián, 1985, p. 25-36.

### *Unsuccessful settlements*

Urban development was markedly different in each territory of the Basque Country: in Guipúzcoa, almost all of the foundations were successful; in Biscay, there were some successful settlements, but there were also some towns that were unsuccessful in their development; and in Álava, only the capital, Vitoria, can be strictly classified as a «town», the remainder fall into the category of «villages». There is more than one reason for these differences. We will analyze a sample of unsuccessful settlements in each province to try and establish the reasons for these failures.

### *Álava*

#### *Elburgo and Monreal de Zuya*

The towns of Elburgo and Monreal de Zuya were the last to be created in Álava in the Middle Ages. Both were established as a result of a request from the inhabitants in an attempt to improve their conditions<sup>12</sup>. These two towns were founded in 1337 and 1338 on the route from Vitoria to the Kingdom of Navarre.

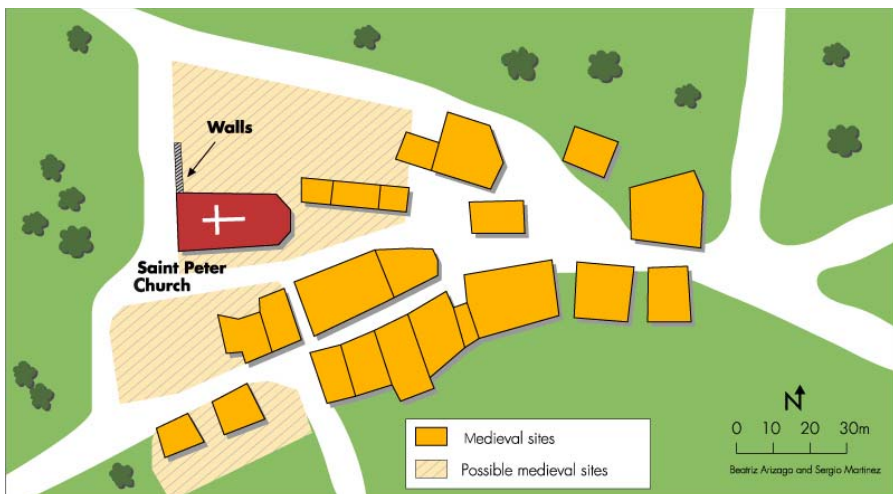


Figure 1 – Elburgo

<sup>12</sup>G. MARTÍNEZ DÍEZ, *Álava medieval*, Diputación Foral de Álava, Vitoria, 1974.

Today, nothing of its urban past remains visible in Elburgo<sup>13</sup>. It does not contain straight streets, walls, or typical urban houses. It resembles any other small village in the region. It is possible that in the Middle Ages Elburgo had an urban structure, but there is no longer any evidence of this having been the case. There is only a small part of the old wall remaining near the church. Its proximity to Vitoria and Laguardia made it difficult for Elburgo to develop any real commercial functions. Besides this, the eradication of insecurity in the region rendered the wall and the city itself useless as it was no longer required to protect the inhabitants of the town. The inhabitants abandoned their urban activities and returned to life as it had been in the village. This has remained the case until the current day.

The case of Monreal de Zuya is even more revealing. This town is no longer in existence because its inhabitants left the original establishment only 34 years after its foundation and went to live in the nearby village of Murguía. King Enrique II transferred the legal privileges of the original inhabitants of Monreal to the new inhabitants of 'Monreal de Murguía' but this new establishment was once again unsuccessful and in 1484 the towns of Monreal, Alegría and Elburgo were integrated into the city of Vitoria. The place name of Monreal disappeared and the inhabitants took the name of «*concejo e homes buenos de la tierra de Zuya*».

In short, Monreal de Zuya was a town founded, with some expectations of success, on an important route between Álava and Navarre, but it had no capacity to develop its urban functions. One of the reasons might have been that it was created after the other towns in the territory and was therefore competing against more established settlements in the region. Or perhaps the town council did not take advantage of the privileges that the charter of liberties presented to them.

Today, Elburgo and Monreal de Zuya, as well as other small towns such as Lagrán, Alegría, Berantevilla or Salinillas de Buradón, are the best examples of those towns that were more connected to the farming activities than to the urban ones.

### *Guipúzcoa*

Guipúzcoa was the most successful province in terms of its urban development. The best measure of the success of urban development is that, in current times, all medieval towns have continued to develop their urban functions. However, despite the fact that there was general success, there were two towns that struggled with progress.

---

<sup>13</sup>M. E. CUESTA DÍAZ DE ANTOÑANA, «Nacimiento y morfología de las villas medievales alavesas» in *Las formas del poblamiento en el Señorío de Vizcaya durante la Edad Media*, Bilbao, 1978, p. 203-222.

### *Monreal de Itziar*

The first town was Monreal de Itziar. This town was established in 1294 by Sancho IV of Castile in a place named Itziar, at 342 meters above sea level on a hill called Andutz. This location was not as good as the inhabitants had hoped, and after a century they requested a new establishment to be located at the mouth of the river Deba<sup>14</sup>.

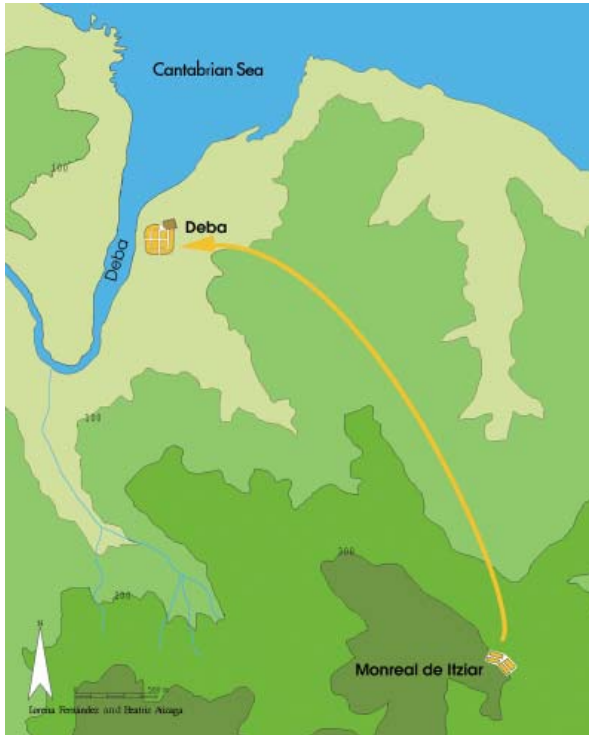


Figure 2 – New establishment of Deba

The new charter was given in 1342. This new settlement area, near to the river and the coast was more appropriate for the town to develop its urban functions, in this case related to fishing and the commerce. Although this new establishment was better than the old one, some inhabitants remained in the original town working on rural activities. Nowadays, Monreal de Itziar is still inhabited, not as a town but as a small village.

<sup>14</sup>B. ARÍZAGA BOLUMBURU, *Urbanística medieval... op. cit.*

### *Salinas de Léniz*

The case of Salinas de Léniz was a more complicated one<sup>15</sup>. At the site of Salinas there had been a small walled village, which had existed since the eleventh century, but there very little is known about when it was first founded. The town of Salinas de Léniz was created in 1331 by Alfonso XI of Castile. There were three strategic reasons for the creation of this settlement: first, its location on the natural route from Álava to Guipúzcoa; second, its strategic position between the three Basque territories; and third, the activities happening around the extraction of salt. There were, however, many problems at the outset of the settlement. Firstly, the fires – only three years after the foundation, a terrible fire completely destroyed the new town. Following this there were more fires in the fourteenth and the fifteenth centuries. Secondly, there existed problems with the lord of Oñati, a local nobleman who tried to impose his power over the town. The confrontations around the city between the lord of Oñati and other noblemen, was enough to cause havoc in the town. Salinas de Léniz is the only medieval town of Guipúzcoa that is smaller today than it was in the Middle Ages. It never developed suburbs in the Middle Ages and now it has no more than 200 inhabitants.

### *Biscay*

The case of Biscay is the most diverse one. We will study the case of four towns that, for different reasons, were unsuccessful in their attempt to develop satisfactory urban functions<sup>16</sup>.

### *Lanestosa*

In the Middle Ages the town of Lanestosa had an area of four hectares, a considerable size in relation to the average area of the medieval towns in the Basque Country. The area of land, however, was not in proportion to its population. Many of the original plots within the walled town have remained uninhabited since the Middle Ages. In other towns, like Bilbao, there was considerable population growth and that caused the division of the plots in order to build two houses in the space that

<sup>15</sup>B. ARIZAGA BOLUMBURU, *El nacimiento de las villas guipuzcoanas en los s. XIII y XIV: morfología y funciones urbanas*, San Sebastián, 1978.

<sup>16</sup>B. ARIZAGA BOLUMBURU and S. MARTÍNEZ, *Atlas de las villas medievales de Vasconia*. Bizkaia. San Sebastián, 2006.

was originally reserved for one house. This is not the case of Lanestosa, however. There was no demographic pressure on the town and there were many empty plots of land within the walls.

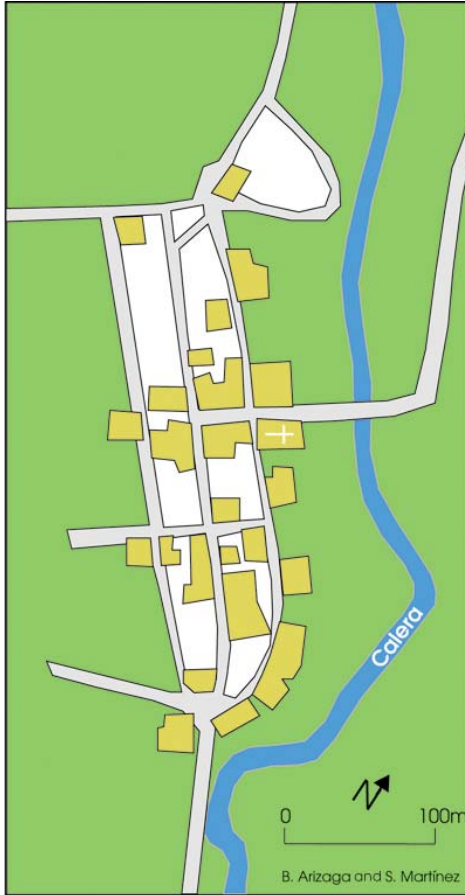


Figure 3 – Lanestosa

Although Lanestosa was created on a commercial route, the main reason for its foundation was strategic: with this establishment, the Lord of Biscay, Lope Díaz de Haro tried to integrate the town into the territory of Biscay, because there was some uncertainty as to who owned the town. In 1514 the town of Lanestosa had only 50 families<sup>17</sup>, corresponding to no more than 200 inhabitants. It was the least populated of all towns in Biscay.

<sup>17</sup>J. Á. GARCÍA DE CORTÁZAR, *Vizcaya en el siglo XV*, Bilbao, 1966, p. 72.

### *Villaro*

In 1338 the Lord of Biscay, Juan Núñez, and his wife Doña María created the town of Villaro. At this point in time there was an atmosphere of insecurity throughout the territory of Biscay. The lords tried to help the rural population, but did not want to lose the taxes paid to them, so they created the town – but all the people who went to live inside the walls had to pay the same taxes as they had done in the rural areas. This was an inauspicious beginning for a town that could only be populated by people from the hinterland. Besides this, the town was located on a secondary commercial route between Vitoria and Miravalles with a higher pass through the valley than that between Ochandiano and Durango. So, although Villaro was the only town in the valley of Arratia, it never developed its urban functions. It was only in the twentieth century that a true city was established in the valley. This city, Yurre, was created as a result of the growth of industrial activities<sup>18</sup>.

### *Guerricáiz*

The town of Guerricáiz was established by the Lord of Biscay, Count *Don* Tello, in 1366. The count's intention was to create the town in a place named Muditíbar, near to Guerricáiz, but the nearby churches were strongly opposed to this idea because the people who moved to the new town were no longer liable to pay their taxes in the parishes. Finally, the town was created in Ajobaride. The aim of the count was to protect the dispersed population of the rural areas in a walled town. Although the beginning was difficult, with the opposition of the parishes, the town of Guerricáiz was able to grow and develop some urban functions which distinguished it from the hinterland. To start with, the town was inhabited only by eight families and had ten empty plots of land for new settlers. But in 1376 the 46 settlers of Santo Tomás de Bolívar and San Miguel de Arbácegui were integrated into the town. By this time, the town had established a notable iron industry. At the end of the fourteenth century six foundries were situated around the town.

In spite of this encouraging beginning, the evolution of the town was very different. The crisis of the iron industry in the region during the seventeenth century resulted in the demise of the town. Furthermore, the positioning of Guerricáiz on a secondary route added to this demise. Year by year the population decreased and

---

<sup>18</sup>S. MARTÍNEZ MARTÍNEZ, «La mínima expresión del fenómeno urbano. Las villas vizcaínas de Lanestosa, Villaro, Guerricáiz y Rigoitia», *Edades. Revista de Historia*, 7 (2000), p. 39-40.

the organised planning disappeared. Today the town has fewer than 100 inhabitants and this is the strongest evidence of the loss of urban function within the region.



Figure 4 - Guericáiz

### *Rigoitia*

In 1376 Prince *Don Juan* gave charters to three new towns: Munguía, Larrabezúa and Rigoitia<sup>19</sup>. This was a difficult period because of the general crisis and the noblemen's aim to keep their incomes increasing. These factors put pressure on the rural population, which in turn caused them to seek out an improvement in their situations. After being approached by the local people, *Don Juan* created the towns of Munguía and Larrabezúa in the region of Uribe, and Rigoitia in the region of Busturia.

Created only for defensive reasons, the town of Rigoitia was only successful for a short period of time. Once the violence had decreased in the fifteenth century in Biscay, the advantages of living in a walled town became redundant and the inhabitants decided to move out of the sanctuary of the town walls to restart their lives in nearby villages. The charter allowed Rigoitia to host a market every week, but

<sup>19</sup>E. PÉREZ GOIKOETXEA, *Estudio histórico-artístico de la villa de Rigoitia*, Diputación Foral de Bizkaia, Bilbao, 1993.

this was of no use in a town located so far from the main commercial routes in the region. The town, therefore, was unable to maintain its urban function and today it resembles any other village in the region, such as Elexalde or Metxika. This is evident in the fact that the houses are no longer of typically urban style, but of the rural style of house characteristic of that region, instead.

## **Conclusion**

During the Middle Ages, 69 towns were established in the Basque Country. This was a large number, especially in comparison with other nearby territories such as Cantabria, which contained only four towns in a similar space. Some of those towns were able to develop urban functions. In some cases they became real cities, like San Sebastián, Vitoria, Bilbao, Durango or Orduña. In other cases, towns were nothing more than big villages, but they tried to control their hinterland and to develop the advantages of their charter (e.g. the market). However, in some cases, like those we have described, towns failed completely in their aim to stand apart from the villages of the surrounding areas. Sometimes, the problem was as a result of the already existing towns nearby; sometimes it was the bad location of the establishment; and sometimes as a result of the opposition of other local powers. As a result of these problems (among others), only a few medieval settlements that are normally regarded as «towns» can currently be classified as towns. The characteristics of this process are still being studied and there remain many unanswered questions, such as why some territories, like Guipúzcoa, triumphed in their urban development, while others, like Álava, were entirely unsuccessful, and why the capital, Vitoria, is the only town in the region that can be classified as such today.

# Le reseau urbain de la Serra de São Mamede (XIIIème-XVème siecles)<sup>1</sup>

*Ana Santos Leitão<sup>2</sup>*  
*Universidade de Lisboa*

## Résumé

L'étude de la formation du réseau urbain de la Serra de São Mamede, dans la région du Haut Alentejo, vise à comprendre comment un système social se traduit en termes de localisation et comment l'organisation spatiale impacte les dynamiques sociales géostratégiques, en centrant la problématique sur une région spécifique. Le thème s'inscrit dans une recherche plus large sur le processus de territorialisation du Portugal Médiéval.

Le découpage géographique est celui d'une zone délimitée de l'ancien district (*comarca*) d'Entre Tejo e Odiana, plus particulièrement la sous-région de la Serra de São Mamede, qui représente un axe structurant qui assure la jonction entre les régions de l'Alentejo et de Beira, car il s'agit d'une zone charnière entre les royaumes du Portugal et de Castille, où est né un complexe urbain singulier structuré par la Serra.

## Mots-clés

Réseau urbain ; Alentejo ; Portugal médiéval.

---

<sup>1</sup>Document présenté à la 2ème Réunion Médiévale Lleida « La Catalogne et le Portugal : La péninsule ibérique à la périphérie » dans le panel : *Territoires urbains au Portugal. X et XV siècles. Perspectives d'étude.* Juillet 2012.

<sup>2</sup>Boursière de la Fondation pour la Science et la Technologie (FCT). Email: leitao.ana@netcabo.pt

## Abstract

Consideration of the urban network set in the mountain range of São Mamede, in the «Alto Alentejo» region, allows us to understand the characteristics of a given social system seen against its location, and the way in which spatial organisation may influence social and geostrategic forces. While focusing on a specific region, this subject is part of a wider study on the territorialisation process undergone by medieval Portugal.

The geographical area under scrutiny is situated within the former district (*comarca*) of «Entre Tejo e Odiana», more specifically in the sub-region of the range of São Mamede. This is an important connecting area between Alentejo and Beira, given its location on the Portuguese and Castilian border, where a distinctive urban complex took shape.

## Keywords

Urban network, Alentejo, medieval Portugal.

Etudier la formation du réseau urbain de la Serra de São Mamede dans la région de l'Alentejo a pour objectif de comprendre comment un système social se traduit en termes de localisation et comment l'organisation de l'espace a une influence sur la dynamique sociale géostratégique, en se concentrant sur le problème dans une région spécifique.

Le découpage géographique est délimité par la zone comprise par l'ancien district (*comarca*) d'Entre Tejo et Odiana, en particulier sur la sous-région de la Serra de São Mamede. Celle-ci représente un axe entre l'Alentejo et la Beira doté de fonctions structurantes, car c'est une zone charnière entre les royaumes de Castille et du Portugal dans laquelle surgit un complexe urbain singulier structuré par la Serra.

Notre intention est d'intégrer les recherches en cours qui portent sur la frontière dans sa fonction organisatrice du territoire géographique et sur le processus plus large de construction médiéval du territoire. L'objectif est alors d'identifier la formation du réseau urbain comme aspect de la stratégie royale de consolidation de l'espace médiéval portugais.

Avec le dessein de contribuer à une meilleure compréhension du territoire à un niveau macro/micro régional, national et international, le thème de cette étude se trouve au centre des débats historiographiques actuels sur les identités nationales, les

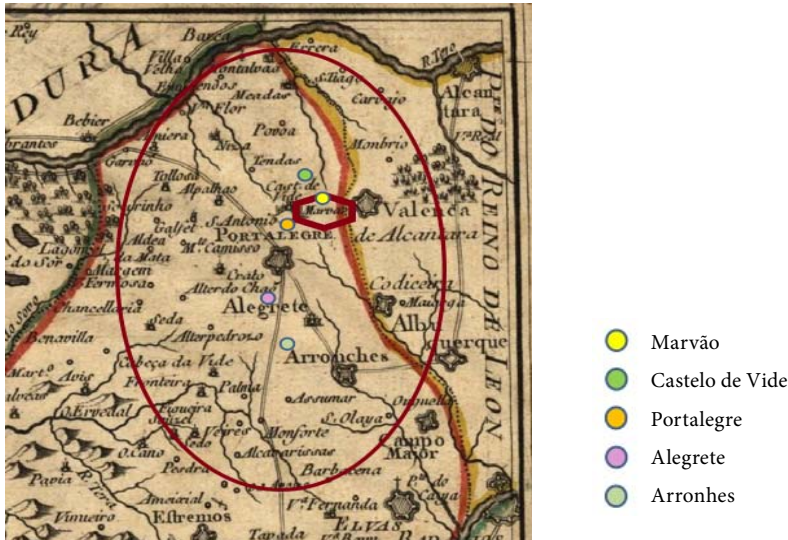


Figure 1 – *Provincia do Alentejo*. [Material Cartográfico / sculp. Laurent. – Escala [ca. 1:1100000]. [S.1., s.n., 17--] BNP.

espaces et limites des frontières historiques. Cette contribution à l'historiographie des espaces frontaliers péninsulaires dans le contexte ibérique et européen s'intègre en particulier aux études sur l'histoire du Sud Ibérique du Portugal et de l'Alentejo.

L'encadrement thématique de cette étude suscite un débat et une réflexion approfondie sur les liens entre le contexte social et politique tout en proposant une réflexion sur le processus de construction des pouvoirs centraux dans le contexte d'analyse privilégié de l'Europe et de la Méditerranée sur la longue durée entre le période médiéval et moderne. Il est évident, que la conquête d'un territoire ne dépendait pas de la seule victoire sur le champ de bataille à l'issue d'un combat entre deux forces ennemies. L'occupation et la domination de l'espace, deux éléments fondamentaux, ne pouvaient se faire sans la conquête des châteaux, tours, villes de différentes catégories et du contrôle des voies<sup>3</sup>.

Du point de vue de la relation des centres urbains avec leurs territoires, l'héritage de la société frontalière est une formule très fluide centrée à la fois sur la domination de points de forces matérialisés par des châteaux et sur l'incertitude des contours territoriaux des périphéries. Cela se traduit par le gigantisme des nombreux *termos* (territoires contrôlés par les villes) issus du processus de conquête (Santarém, Évora, Marvão) du XIII<sup>e</sup> siècle, et surtout après 1250, du point de vue territorial, par le

<sup>3</sup>P. BARBOSA, *Reconquista Cristã nas origens de Portugal sés. IX a XII*, Lisboa, Êsquilo Edições, 2008, p. 107.

triomphe d'une nouvelle formule<sup>4</sup>. C'est dans ce contexte, que surgit la formation du réseau urbain de la Serra de São Mamede, près de la frontière de Léon : Castelo de Vide, Arronches, Alegrete et Portalegre, dans un espace polarisé par Marvão pendant la période islamique. En raison de sa disposition propice à l'établissement de forteresses stratégiques, dans une période d'apparente militarisation, Marvão semble avoir eu une plus grande importance dans le contexte régional car sans son contrôle la domination de l'espace vers le sud serait impossible. Le territoire du Marvão était presque aussi large que l'actuelle municipalité de Portalegre, il incorporait même les terres de Castille, de Valencia d'Alcántara, d'Herrera et de Santiago à la périphérie d'Alcantara, mémoire probable du territoire Roman d'Ammaia. Cette région fut polarisée à partir d'un centre urbain, élément structurant de celle-ci et à partir duquel se sont constitués les principaux pôles urbains d'Arronches et de Portalegre.

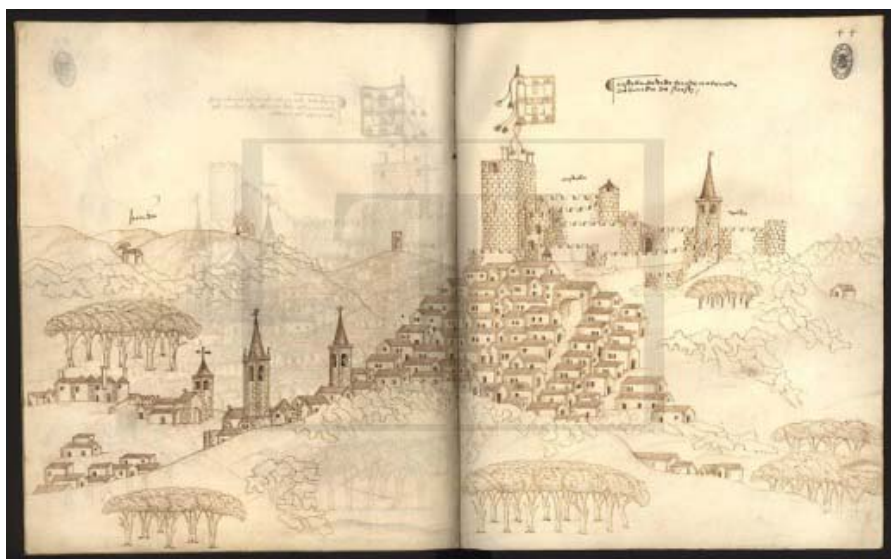


Figure 2 – Castelo de Vide. ANTT, Livro das Fortalezas, 44.

Disponible en ligne: <http://digitarq.dgarq.gov.pt/details?id=3909707>

<sup>4</sup>H. FERNANDES, « Processos e escalas de territorialização na fronteira portuguesa (séculos XI-XIII) », conférence présentée à la *XXIII Asambleia de la SEEM*, Cáceres, 29 Septiembre – 1 Octubre 2010.

## Paysages et implantations en zones rurales

La présence humaine dans les collines de São Mamede est attestée dès le paléolithique ; par la suite, la domination romaine laisserait clairement sa marque visible dans les plaines inondables du Caia et du Sever, mettant en évidence les ruines de la ville romaine d'Ammaia et de l'ensemble des domaines de la culture d'Aramenha. La propre toponymie, à l'exemple du Marvão, atteste de la présence musulmane, alors que la *Reconquête* fut modelée par plusieurs événements, comme la consolidation du pouvoir royal et les guerres avec la Castille, dans la mesure où ils développèrent et renforcèrent les espaces fortifiés du Marvão, de Castelo de Vide, de Portalegre et d'Alegrete.

Située entre le Tage et le Guadiana, cette région offrait une plaine fertile où l'eau coulait en abondance, grâce aux petits ruisseaux qui la traversaient pendant la période médiévale. De même, les rives du Tage offraient les conditions nécessaires à l'établissement de colonies de peuplement. Les caractéristiques du relief et les vastes plaines ont favorisé de bonnes liaisons routières, facilitant les déplacements de la population. Ainsi, une sorte de triangle régional se forma dans la plaine grâce aux liaisons routières, qui permettraient l'unification des villes de l'arrière-garde comme les exemples des villes d'Alpalhão, Amieira et Nisa, cette dernière occupant une position centrale mais aussi privilégiée sur la rive gauche du Tage. Plusieurs chemins utilisés chaque jour donnaient accès aux champs et autres lieux de collecte de ressources naturelles, mais également à des équipements tels que des moulins à eau, des moulins à vent et des ports fluviaux. En ce qui concerne le paysage<sup>5</sup>, la carte des régions naturelles n'a pas subi de changements significatifs au cours des millénaires : il est associé aux étés longs, aux chênes verts, aux chênes lièges et à l'élevage, en particulier de moutons et de porcs. La caractéristique géographique dominante de la vaste région de l'Alentejo dans laquelle elle s'insère est constituée de plaines à perte de vue. La chaleur et la sécheresse sont les caractéristiques essentielles de son climat, qui est connu pour ses étés longs et chauds et ses hivers secs et froids. Toutefois les collines de São Mamede adoucissent légèrement la rudesse des vents. En hiver, ils sont froids et secs et en été, provenant de la Meseta espagnole, ils deviennent brûlants. L'historiographie traditionnelle, en construisant la nationalité, présentait la région du sud du Tage dont fait aussi partie aujourd'hui la ville de Portalegre, comme un désert de bruyères et de buissons sauvages où, de temps en temps, on apercevait quelques ruines. L'état de dépeuplement à la fin du XIIème siècle dans le Haut Alentejo, mais aussi au sud de la Beira est bien connu de nos jours. Tous les vestiges des ruines identifiés archéologiquement des populations

<sup>5</sup>J. MATTOSO, *O essencial sobre a Formação da Nacionalidade*, Edição Casa da Moeda, 1997, p. 49-52.

disparues de divers lieux, communes et de certaines paroisses montrent les mêmes éléments de civilisation<sup>6</sup>.

Si la tentative de contrôler l'ensemble du territoire est un fait, pour des raisons évidentes de sécurité dans la mesure où cela empêchait la formation et le maintien de poches de résistance, l'occupation musulmane primitive préféra se diriger vers les régions fortement romanisées, où perdurait avec une certaine efficacité l'organisation traditionnelle hispano-romaine dans sa version hispano-goth ainsi que les principales voies de communications. C'étaient aussi logiquement les territoires les plus prospères<sup>7</sup>. Avec la colonisation et la christianisation par les Ordres du territoire dévasté et ravagé du nord de l'Alentejo « l'église commença à s'ériger dans tous les villages et hameaux et les agglomérations de plus dense population au son des cloches résonnant dans les vallées et les collines, commença à prêcher aux croyants, aux principales heures de la journée, la voix et le langage religieux de la foi »<sup>8</sup>.

Concernant les donations qui furent faites, on conclut que deux donations royales (Guindintesta<sup>9</sup> en Juin 1194 à l'Ordre de l'Hôpital et Açafa<sup>10</sup> en Juillet 1199 à l'Ordre du Temple) eurent pour principal objectif la conquête, le peuplement et, par conséquent, la défense des territoires définis dans celles-ci. Dans la donation d'Açafa il est expressément dit : « (...) *ut eum sicut populetis Melius poteritis* ...» – afin que cela soit peuplé de la meilleure façon possible. La vague de colons qui arriva au XIII<sup>ème</sup> siècle aurait contribué au peuplement de l'Alto Alentejo, d'où surgirent probablement des noms tels que Montalvão, Nisa et Tolosa, noms de lieux existants dans le sud de la France et liés à ce premier peuplement<sup>11</sup>. En 1226, à l'instar d'Évora, Marvão se vit octroyé une charte de franchise du roi Sancho II, qui prévoyait plusieurs privilèges pour favoriser le peuplement.

---

<sup>6</sup>Par exemple : maisons rectangulaires couvertes de tuiles, cultures céréalières et viticoles, abondance de moulins et une métallurgie du fer rudimentaire. La *Choça* circulaire, couverte de chaume, de genêt ou de terre, est encore aujourd'hui un abri pour les bovins ou pour les outils agricoles du plateau de la Beira Alta. Dans la Serra do Algarve (en plaques de schiste) et de l'Alto Alentejo, elles forment encore un curieux village de contrebandiers de la commune du Marvão – les Cabeçudos – toujours utilisés comme logements. Le même type de construction utilisé comme abri est commun dans la région frontalière de l'Estremadura.

<sup>7</sup>J. MESTRE CAMPI et F. SABATÉ, *Atlas de la «Reconquista»*. *La frontera peninsular entre los siglos VIII y XV*, Barcelona, 1998, p. 10.

<sup>8</sup>H. VILAR, *As Dimensões de um poder. A diocese de Évora na Idade Média*, Lisboa, Estampa, 1999, p. 102.

<sup>9</sup>R. AZEVEDO, A. J. COSTA et M. RODRIGUES, *Documentos de D. Sancho I (1174-1211)*, Vol. I, Coimbra, Universidade de Coimbra, 1979, doc. 73, p. 112.

<sup>10</sup>Idem, doc. 117, p.181-182.

<sup>11</sup>Cf. *Documentos Medievais Portugueses*, R. AZEVEDO (éd.), Vol. I. Lisboa, Academia Portuguesa da História, 1958.

## Contexte historique

Dans un premier temps le contexte historique fut celui de la *Reconquête* suivi d'un processus d'affirmation royale. Ce fut dans la plaine du Tage et les territoires situés au sud que ce processus s'exprima le mieux. Une fois la conquête d'Alcácer do Sal en 1160 achevée et les guerres de second plan avec Fernando II de León écartées, l'état d'avancement de la restructuration du territoire permit à Afonso Henriques de poursuivre son ambitieux projet de conquérir l'ancienne capitale de Badajoz, Taifa fondée par Banu Marwan au Xème siècle. Ce projet confié à Geraldo *Sans Peur* se développa dès 1165 en recourant à un ensemble de tactiques très précises de la guerre de frontière, ce qui lui valut une particulière notoriété dans les sources islamiques. Ainsi, on peut considérer qu'à cette époque la région de São Mamede passa dans la sphère d'influence du royaume du Portugal, zone qui se devait d'être contrôlée, d'ailleurs, la base du château de Juromenha que Geraldo fit construire le démontre. A son arrière-garde se trouvait São Mamede. S'il ne possédait plus les châteaux au-delà du Guadiana et des régions adjacentes, il était au moins nécessaire de contrôler São Mamede<sup>12</sup>. A partir de 1169 à la suite de la catastrophe de Badajoz et de la perte de nombreuses places prises par Geraldo *Geraldes Sans Peur*<sup>13</sup>, le roi changea de stratégie.

Dans ce contexte, en septembre 1169, lors de sa retraite à Lafões<sup>14</sup>, Afonso Henriques finit par donner aux Templiers un tiers de tous les territoires de l'Alentejo qu'ils parviendraient à conquérir, à la condition qu'ils soient utilisés au service de Dieu et du roi le temps de la guerre contre les musulmans. La donation de grands territoires à des ordres religieux était une pratique courante de sa politique. De plus, l'Ordre du Temple avait déjà démontré ses capacités à Soure, puis à Pombal, Ega et Redinha. Après la conquête chrétienne, l'Ordre du Temple reçut une grande partie des terres au sud du Tage, dont le Marvão, avec la mission de les peupler, de les exploiter et de les défendre. Ce territoire important par sa dimension était limitée au nord par le Tage jusqu'à Amieira, descendait jusqu'à la rivière Sor, passait par Seda, incorporait Assumar et Campo Maior, puis remontait vers Évora et, au niveau du sommet de la Serra de São Mamede, tournait vers l'est en territoire espagnol. Enfin, il était limitée par la Serra de São Pedro et de là continuait vers le nord, jusqu'au Tage, proche d'Alcántara.

Il était question non seulement d'un changement mental décisif dans l'appréhension de l'espace, mais aussi d'objectifs politiques immédiats afin de limiter

<sup>12</sup>Cf. I. LOURINHO et L. GONÇALVES, « Os Templários. Sedes, Poderes e Povoamento », rapport présenté à la Faculté des Arts de l'Université de Lisbonne, au séminaire *Moines et Chevaliers de la maîtrise en histoire médiévale*, 2008, exemplaire photocopié, p. 24.

<sup>13</sup>Idem., p. 27.

<sup>14</sup>Cf. *Documentos Medievais Portugueses*, Vol. I. ... *op. cit.*, d. 295, p. 384.

l'impact de la féodalisation, comme au sud de la Serra da Estrela. Installés dans les interstices périphériques des centres urbains plus anciens, ils tentèrent d'installer des seigneurs au niveau urbain et communal. Il existait ainsi un ensemble de sous-systèmes précédemment formés par des paires de villes (Coimbra / Viseu, Santarém / Lisbonne, Badajoz / Evora) que les conquêtes de Léon et du Portugal reconnaissaient comme la base de nouvelles configurations. Quant à la complexité du réseau préexistant, elle se traduisit avant tout par un remarquable enrichissement de la carte urbaine, les nouveaux centres urbains substituèrent les anciens pôles disparus ou affaiblis comme ceux de Guarda, de Castelo Branco et d'Idanha-a-Nova jusqu'à Egitania<sup>15</sup>.

Avec le roi Sancho II, se dessina clairement la volonté d'étendre le territoire tant vers le sud que vers l'est de la péninsule. Sa première victoire fut la conquête d'Elvas en 1226, suivie par celle d'Arronches<sup>16</sup>, de Marvão et de Juromenha. Le chemin vers le sud semblait effectivement être une action concertée avec Fernando III qui conquiert Badajoz, Cáceres et Mérida.

Vers le sud, en suivant une ligne de progression luso-léonaise entre le Tage et le Guadiana, se trouve le château et la localité de Marvão, qui reçut en 1226, comme l'on a déjà écrit, une charte de franchise (*foral*) de D. Sancho II<sup>17</sup>. Ce dernier fit don d'Arronches au monastère de Santa Cruz en 1236<sup>18</sup>, puis un échange permit le transfert à la Couronne en 1264<sup>19</sup>. Au sud-ouest, Portalegre était une agglomération dominée par Marvão et acquies le statut de ville (*vila*) en 1253. Ce fut précisément avec Afonso III que ces trois villes et châteaux constituèrent la plus grande seigneurie laïque de la frontière, qui fit l'objet d'une étude plus approfondie par Bernardo Sá Nogueira<sup>20</sup>.

Lisbonne attirait les convoitises des attaquants, la région du nord-est de l'Alentejo servait alors de défense à la capitale. Les fortifications construites ou reconstruites par Dom Dinis le long de la ligne de démarcation et des points clés du contrôle de l'Alentejo, témoignent de la prise de conscience précoce du danger. L'importance de l'Alentejo dans les guerres avec Castille au XIV<sup>e</sup> siècle n'est pas surprenant. A mesure que la frontière se propageait vers le sud il fallait consolider

<sup>15</sup> « Processos e escalas de territorialização na fronteira portuguesa (séculos XI-XIII) » ... *op. cit.*

<sup>16</sup> En référence à la conquête chrétienne d'Arronches : « Dom Joham, prieur de la sainte croix, avec un très grand ressentiment chercha des gens d'armes et partit à Arronches qui était aux Sarrazins, et la prit par la force des armes. Et ici s'amenda du peu de diligence et de soins employés dans la défense du château de Leiria », *Chronicas Breves e Memorias Avulsas de S. Cruz, Portugaliae Monumenta Historica*, Volume I., Scriptorum.

<sup>17</sup> AN/TT, *Forais Antigos*, Mç. 11, n° 9.

<sup>18</sup> AN/TT, *Chancelaria D. Sancho II*, Liv. 1, fl. 98.

<sup>19</sup> AN/TT, *Chancelaria D. Afonso III*, Liv. 1, fl. 357.

<sup>20</sup> B. S. NOGUEIRA, « A constituição do senhorio fronteiriço de Marvão, Portalegre e Arronches, em 1271. Antecedentes regionais e significado político », *A Cidade: Revista Cultural de Portalegre (nova série)*, 6 (1991), p. 19-45.

le territoire et établir des points d'ancrage sous forme de châteaux organisateurs des interstices et garantissant leur défense et leur subsistance.

Le 28 Octobre 1261, Dom Afonso III fit don des *vilas* d'Arronches, Marvão et Portalegre à son fils Dom Afonso « avec tous ces termes de ces châteaux et de villes et avec toutes leurs rentes et tous leurs biens ... »<sup>21</sup>. L'Infant, en conflit avec son frère Dom Dinis pour le royaume du Portugal et fort de ses populations, y compris de celles de Portalegre, décida de ne plus obéir. La guerre entre les deux devint inévitable, d'autant plus qu'après le traité d'Alcanizes du 12 Septembre 1297, existait l'intention de maintenir la paix et les frontières résultantes entre les deux royaumes. En Octobre 1271, Dom Afonso III donna à son fils de façon inaliénable et indivisible, les *vilas* et châteaux, d'Arronches, de Portalegre et de Marvão auxquels il ajouta la localité de Vide, le 25 mai 1273<sup>22</sup>. Il reçut cette seigneurie avec l'obligation de toujours faire la guerre et la paix pour le roi du Portugal.

Paraphrasant les procureurs d'Arronches aux *Cortes*<sup>23</sup> on peut dire que les habitants de cette ville souffraient de vivre aux confins du royaume où ils devaient réparer et refaire les enceintes. L'engagement royal dans la structuration et la défense du royaume toujours le long de cette frontière de l'Alentejo se manifeste par le développement urbain et le renforcement des structures défensives. A l'instar de ce qui se fit dans la frontière nord, Afonso III ordonna la construction de murs d'enceintes mais Dom Dinis reste le meilleur représentant de cet effort de peuplement et de remodelage du système défensif. Aux confins du nord-est de l'Alentejo se trouvait une puissance qui disposait des ressources pour cela et qui était en mesure de le planifier, il s'agissait de l'ordre du Temple. Cela se traduisit dès la fin des années 1200 par l'adoption de plan urbain régulier dans les plaines, plus simple pour ceux de Montalvão et Alpalhão et plus élaboré pour celui de Nisa. Ces *vilas* concentraient en leur sein des pouvoirs territoriaux à la fois politiques, militaires et ecclésiastiques.

L'existence de documents descriptifs des villes voisines de celles de la Serra de Sao Mamede permet de connaître l'évolution du tissu urbain des villes de l'*Além-Tejo* (littéralement Au-delà du Tage) qui se trouvaient sous la juridiction de l'Ordre du Christ. On peut alors supposer sans prendre trop de risque que leur évolution s'assimilerait à celle d'Alpalhão, de Nisa et de Montalvão. Bien que l'on ne possède pas d'information fiable sur les maisons et sur le tissu urbain, les documents disponibles laissent supposer qu'elles surgissent sous forme d'agglomérat. En général, les *vilas* sont discrets : hormis l'église et les maisons, les constructions prestigieuses sont rares. Les maisons étaient majoritairement construites de plain-pied, rectangulaires,

<sup>21</sup> AN/TT, *Chancelaria D. Afonso III*, Liv.1, fl. 88.

<sup>22</sup> AN/TT, *Chancelaria de D. Afonso III*, Liv. 1, fl. 140.

<sup>23</sup> Assemblée politique du royaume où les villes plus importants étaient représentés.

de dimension réduite, en pierre et en chaux, en pierre et en argile, des tuiles et une grande portion de bois se rapprochant ainsi des centres les plus proches<sup>24</sup>, selon la représentation de Duarte D'Armas, dans le *Livre des Forteresses*. La plupart affichent deux portes sur la façade principale, parfois cette même façade peut être percée par deux fenêtres et des ouvertures, les portes et les fenêtres sont orientées soit vers l'est ou soit vers l'ouest. On peut aussi trouver des bâtiments qui ne sont éclairés que sur la porte, s'agissant probablement d'annexes agricoles. Les rues en raison de leur petite taille seraient moins tortueuses et moins étroites de ce qu'elles étaient dans les grands agglomérats médiévaux. Elles bénéficiaient des caractéristiques du terrain mais elles s'étendaient aussi de manière ordonnée du nord vers le sud. Surgit alors l'uniformité sociale et architecturale des *vilas modestes*<sup>25</sup>.

Au contraire de l'ancienne région d'al-Andalus où l'existence de grandes villes et de systèmes urbains complexes s'assimile à ceux de l'Andalousie bétique ou du Levant, la polarité croissante du cadre urbain des frontières portugaises se composait principalement de villes secondaires, dans lesquelles après la conquête chrétienne s'observa une croissance considérable tant de la zone urbaine comme de la complexité du réseau existant.

## Considérations finales

Parmi les nombreuses caractéristiques du monde urbain médiéval, en particulier au XIII<sup>e</sup> siècle, il importe surtout de remarquer la nature hétérogène de cet espace, partagé entre Chrétiens, Musulmans et Juifs. Ceci est révélateur d'un système de vie et de coexistence initialement façonné par un sentiment de tolérance de la part de la majorité chrétienne, qui fit place au fil du temps à des mécanismes toujours plus fort menant à la ségrégation<sup>26</sup>. Les études portant sur les régions frontalières au Portugal à l'époque médiévale revêtent alors une importance particulière pour la compréhension non seulement des systèmes de défenses et de peuplement mais aussi pour la définition de la formation des identités, dans une logique d'intégration et d'exclusion. Les historiens de ces dernières années signalèrent l'importance du caractère frontaliers des immenses zones de l'occident comme facteur-clé dans la compréhension de

<sup>24</sup>Cf. J. M. GONÇALVES, M. G. VICENTE et V. FERREIRA, « Paisagem Medieval : Nisa, Alpalhão e Montalvão, nos finais da Idade Média » *A Cidade, Revista Cultural de Portalegre*, 15, 2008, p. 43-66.

<sup>25</sup>Bien que la cheminée soit aujourd'hui un élément caractéristique de la maison de l'Alentejo, elle ne fut introduite au Portugal qu'à partir du XV<sup>e</sup> siècle, au contraire de l'Italie où elle apparut précocement. A la date de la représentation de Duarte d'Armas, cet élément est très peu visible dans les représentations des villages voisins ; on peut donc en conclure qu'elles seraient inexistantes.

<sup>26</sup>Cf. H. FERNANDES, « Processos e escalas de territorialização na fronteira portuguesa (séculos XI-XIII) » ... *op. cit.*

l'identité de ce que l'on désigne par « communautés frontalières », une perspective de recherche aujourd'hui mise en exergue par les historiens médiévaux.

De plus en plus, il est prouvé qu'en ce qui concerne l'occupation de l'espace, il s'agit en effet d'une succession de sauts de ligne, sans mouvements brusques, comme cela a été dit par l'histoire. Depuis les traces sont nombreuses concernant une région rurale, même si la lente réutilisation des matériaux confirme que l'intégration des peuples autochtones s'est opérée et était censée repeupler les terres dépeuplées. Ainsi a émergé de la population du noyau initial un réseau urbain défini, fortifié, que délimitait la Serra de São Mamede pendant le Moyen Age, où les différents pouvoirs coexistaient quelque peu dans le même but. Enfin, et sur une péninsule de l'échelle et les caractéristiques périphériques au sein de la relation dialectique centre/périphérie, nous devons intégrer cette étude dans un contexte méditerranéen des relations entre le christianisme et l'islam.

(Cette page a été laissée intentionnellement blanche)

# Small Towns Belonging to the Medieval Queens of Portugal

## Distinctiveness, Taxation, Jurisdiction

*Manuela Santos Silva*  
*Universidade de Lisboa*

### **Abstract**

In Portugal, as in León and Castile, medieval queens received from their husbands or in-laws towns that were part of the Crown's possessions. These towns were not permanently integrated into the queen's household, although queens were entrusted with the corresponding jurisdiction and royal rights from the moment of the concession.

This paper seeks to analyse the relationship that developed between each of these towns and their liege, the queen. She exercised jurisdiction over the people in her own name, and commanded the collection of rents and royal privileges destined to support the queen's household within the royal court. Such rents were used to pay for the service and keeping of dozens of women and men who served the queen.

Some of these towns, however, never sheltered the ladies they were subject to. Queens nearly always followed their husbands when these travelled through the kingdom; evidence of their presence in some of their own towns is therefore rare, except for certain times of the year when queens would frequently stay there with their families.

When staying in their towns, queens did not lack for accommodation suitable to their station; the palaces that then stood in Sintra and in Aldeia Galega da Merceana, for instance, were much more comfortable than the castles usually available for their lodging.

For the administration of their towns, queens could rely on a body of officials who either lived locally or visited the place for supervision several times a year. These officials could sometimes come across the king's own, who can be found discharging duties in the name of their lord, especially regarding some matters of justice and the military recruitment of villeins.

### **Keywords**

Queens, identity, taxation, jurisdiction.

## Résumé

Au Portugal, comme à Léon et à Castille, les reines médiévales reçoivent de ses maris ou de ses beaux-parents des villes qui faisaient partie du patrimoine de la Couronne. Ces villes ne rentraient pas dans le domaine des reines, bien que la juridiction et les droits royaux leur reviennent après la concession royale.

Cette communication cherchera à analyser la relation que s'établissait entre chaque de ces villes et leur seigneur, la reine. Celle-ci exerçait en son propre nom la juridiction sur les gens, de même qui ordonnait la collecte des rentes et des droits royaux destinés à soutenir sa cour à l'intérieur de la cour royale. Ces rentes payaient les services et la manutention de dizaines de femmes et d'hommes qui servaient la reine.

Pendant, quelques de ces villes n'ont jamais connu les dames de qui elles dépendaient. Les reines suivaient presque toujours ses maris quand ils voyageaient travers le royaume, devenant ainsi rares les évidences de leur présence en quelques-unes de ses villes, à l'exception de certaines saisons de l'année où elles y séjournaient fréquemment avec sa famille.

Les palais qu'existaient à Sintra et à Aldeia Galega da Merceana, par exemple, étaient beaucoup plus confortables que les châteaux pouvant les accueillir. Ainsi, lorsqu'elles séjournaient dans leurs villes, il ne leur manquait pas une maison correspondant à leur rang.

Pour l'administration de leurs villes, les reines pouvaient compter sur un corps de fonctionnaires habitant en ville ou qui y faisaient des randonnées d'inspection plusieurs fois l'an. Ce groupe de fonctionnaires pouvaient donc parfois rencontrer les officiers du roi qu'y œuvraient aussi au nom de leur maître, notamment pour ce qui était du recrutement militaire des vilains, quelques matières de justice, etc.

## Mots-clés

Reines ; identité ; fiscalité ; juridiction.

## I.

Prior to the emergence of the Portuguese monarchy, numerous territories were already jurisdictionally and fiscally independent from the existing royal power. The first kings of Portugal increased the number of autonomous territories alienating

extensive areas of land mainly for monastic and military religious orders. The objective was to secure the help of these orders, allowing them to keep territories gained from the Muslims, as well as supervise and develop them. Even though much of this land was recovered later on by the Portuguese Crown, the late medieval kings continued to make extensive donations to family members and vassals in gratitude for their help and support, or with the expectation of achieving it.

Nevertheless, prior to Portuguese rule, the royal crown had always been the main proprietor of private manors (*reguengos*), accumulating rents collected under jurisdictional rights and exerting authority over free communities from which they also received considerable rent payments.

Because the subjects of these communities were owed maintenance in exchange for military and economic protection from the king, the royal court used to move regularly from place to place, thus spreading the upkeep costs of their family and retinue across several communities.

Despite this itinerant behaviour, some places were more favoured by the royal family than others. In these towns and villages, the king's family sometimes owned personal accommodation. More frequently, however, they would make use of private buildings belonging to monasteries, cathedrals, vassals, and in some cases property belonging to citizens and even peasants. When the entire royal household was on the move it was likely that all available accommodation in the area would be commandeered: António Resende de Oliveira estimated that in the thirteenth century as many as 500 people constituted the royal court, thereby generating the need for large quantities of supplies and accommodation<sup>1</sup>.

For military reasons, kings would be compelled to displace more frequently than the rest of their families, but even if it was only the king relocating, the retinue would still be large and the castle lodgings often insufficient. If the whole court was required to stay in the same town, the diverse households that made up the court would probably be spread amongst different confiscated, borrowed or rented buildings.

Daily life was made easier by the fact that the royal court was formed of autonomous bodies which could occupy different spaces, either inside the same building or scattered throughout the surrounding areas. This was also the case when the whole court was in town. The members of these groups were obliged to live collective lives and individual privacy could only be achieved with difficulty. Despite the lack of individuality, the different households that shaped the court were able to live autonomously. It is almost certain that the separation by gender of

---

<sup>1</sup>A. OLIVEIRA, «Beatriz Afonso (1244-1300)», in AA.VV., *As primeiras rainhas*, Lisbon, Círculo de Leitores, 2012, p. 411.

the royal court members was something that happened from the very outset of the Portuguese monarchy<sup>2</sup>.

## II.

The queen lived mainly with her ladies-in-waiting, her companions, and her maidens and only seldom with her husband. The queen's household was not wholly composed of women though, and the roles performed by the men at her service were better defined than those performed by the female figures.

The first evidence in Portugal of the existence of a separate household for the queen appeared in 1261 with Afonso III's *regimento*, so-called «Regulation of the Royal Household»<sup>3</sup>. Beatriz, Afonso's wife and the daughter of King Alfonso X of Castile, was waited upon by several domestic officials who were in charge of household maintenance. She was also attended to by a chaplain, an administrator and a chancellor<sup>4</sup>. From the beginning of the Portuguese monarchy, there were also several courtly women who called themselves «the queen's household ladies»<sup>5</sup>.

If we take into account the words of fifteenth-century chronicler Fernão Lopes, who wrote about Phillipa of Lancaster's household as Queen Filipa of Portugal as it was formed in 1387, we can conclude that the male roles remained almost the same as in previous reigns, even though this queen also had a treasurer at her service and a private secretary<sup>6</sup>. This chronicler also mentions seven women at her service: a lady-in-waiting, who was a widow in charge of teaching the new queen about the country<sup>7</sup>, and six maidens, all of them without fathers. Two of these maidens were daughters of Beatriz Gonçalves de Moura, the lady-in-waiting. A third maiden held the title of «Lady», which was an indication of her higher social position and wealth<sup>8</sup>.

The queen was responsible for the maintenance and occupational programmes of all her companions and was also responsible for arranging suitable marriages for those who were still single. The ladies, who were almost all married or widowed,

<sup>2</sup>Maria Alegria Marques could not find evidence of women in the documents concerning the court of the first king of Portugal: M. A. MARQUES, «Mafalda de Mouriana (1133?-1158)», in AA.VV., *op. cit.*, p. 50.

<sup>3</sup>A. OLIVEIRA, *op. cit.*, p. 415.

<sup>4</sup>*Ibidem*, p. 414-415.

<sup>5</sup>N. P. DIAS, «Dulce de Barcelona e Aragão ([1153-1159]-1198)» in AA.VV., *op. cit.*, p. 171.

<sup>6</sup>F. LOPES, *Crónica de D. João I*, vol. II, Lisbon, Livraria Sá da Costa, 1983, p. 24-25. M. S. SILVA, «A Casa e o Património da Rainha de Portugal D. Filipa de Lencastre: um ponto de partida para o conhecimento da Casa das Rainhas na Idade Média», *Revista Signum*, 11-2 (2010), p. 207-227.

URL: <http://www.revistasignum.com/signum/index.php/revistasignum11/article/view/29/28>

<sup>7</sup>F. LOPES, *op. cit.*, p. 285.

<sup>8</sup>F. LOPES, *op. cit.*, p. 225.

were required to perform functions that required greater physical proximity to the queen, and they were remunerated accordingly<sup>9</sup>.

In 1402<sup>10</sup> there was an attempt to reduce court expenses and in particular those of the queen's household<sup>11</sup>. It was proposed that there should only be four ladies and fourteen maidens at the queen's service. In comparison with Philippa's earliest days in Portugal, this was an increase in the number of women belonging to the queen's entourage, but in more than one decade there could have been variations. With regard to servants, it was intended that Philippa should have only a maid and, probably, a closer associate, but she could use the services of other court women and officials, although the number of people she was able to have at her service was not stipulated.

The figures available for c. 1405<sup>12</sup>, however, depict a different reality. The queen's household residents at this time numbered as many as 30 people, costing the queen £59,200 monthly, plus the cost of ten maidens and some other servants.

But, the «queen's household» was not only composed of women, and the men who played roles in the institution apparently achieved the same order of magnitude, at the very least.

Among the officials, 27 names could be found, to which could be added 31 stable servers – most of them horsemen – essential in an itinerant court.

In addition to the expenditure on personnel, were the wardrobe expenses, the cost of distributing food (namely, bread and wine), and wage payments. Most of these men and women lived in the court for the majority of their time and were rewarded for it through the queen's income.

The question arises as to how the queen obtained the money and food to feed her entourage, buy them clothes and jewels, and pay for their services. The answer is that queens had to spend the revenue earned from their domains – most of them small towns – on maintaining and remunerating her current serving staff.

### III.

The earliest evidence of a queen-consort's patrimony in Portugal belongs to the period encompassing the late twelfth and the early thirteenth centuries. Dulce of Aragon, the wife of the second king, Sancho I<sup>13</sup>, made some patrimonial purchases, but it is believed (as was the case with her nearest successors) that most of her prop-

<sup>9</sup>R. C. GOMES, *A corte dos Reis de Portugal no Final da Idade Média*, Linda-a-Velha, DIFEL, 1995, p. 54.

<sup>10</sup>J. FARO, *Receitas e despesas da Fazenda Real de 1384 a 1481 (Subsídios Documentais)*, Lisbon, Publicações do Centro de Estudos Económicos, 1965, p. 15.

<sup>11</sup>F. LOPES, *op. cit.*, p. 454 *et seq.*

<sup>12</sup>J. FARO, *op. cit.*, p. 27 *et seq.*

<sup>13</sup>N. P. DIAS, *op. cit.*, p. 171.

erties had been given to her by her husband. At his death, his will left her enough income in the form of money from rent payments to assure her a comfortable life as a widow, not differing greatly from what she was used to as queen-consort. It is very likely that these posthumous dispositions were only a way of reinforcing what had been granted to the queen at the time of her marriage as a dower (the *arras*) or as the payment by the groom for the loss of her virginity (the «purchase of the body»). Both these payments were a legacy of the Visigothic legal tradition and were given by the groom's family to the bride<sup>14</sup>.

In 1859, Frederico Francisco de la Figanière, in his book *Memórias das Rainhas de Portugal* (D. Theresa – Santa Isabel), showed the first documented evidence that the wife of Afonso II (Urraca of Castile) had also obtained from her husband the concession of three or more small towns – Óbidos, Torres Vedras, Lafões and maybe a fourth – whose rents were used to pay for religious services for the soul of the queen in institutions such as the monasteries of Alcobaça and *Santa Cruz de Coimbra*<sup>15</sup>. This was probably the case with the two queens who followed Urraca of Castile, and who were also granted certain small towns by their husbands, possibly through a dower charter<sup>16</sup>.

The dower's payment – what was called the *arras* – was indeed the rule in western Iberian marriages until at least the thirteenth century<sup>17</sup>. At the time of the wedding, the groom or his father would offer the bride a group of rents or a certain amount of money. The quantity given was deducted from the total amount of the husband's revenue or from the volume of his possessions, until it amounted to a certain percentage of his wealth<sup>18</sup>. At that time, the main aim of this concession was to ensure the maintenance of the wife after the death of her husband<sup>19</sup>. Unlike other kingdoms, in Portugal, Castile and León the wives were able to profit immediately from their dowers and these constituted the queen-consorts' main earnings, from which they were able to sustain their households<sup>20</sup>.

This concession occurred at the time of the wedding and it might have been confused with the so-called «purchase of the body»<sup>21</sup>, in other words, the compen-

<sup>14</sup>F. F. FIGANIÈRE, *Memórias das Rainhas de Portugal* (D. Theresa – Santa Isabel, Lisbon, Typographia Universal, 1859, p. 139. P. MERÊA, «Um problema filológico-cirúrgico: a palavra «arras»», in *Novos Estudos de História do Direito*, Barcelos, Ed. do Minho, 1937, p. 139-149.

<sup>15</sup>F. F. FIGANIÈRE, *op. cit.*, «Notas e Documentos VII», p. 240-242.

<sup>16</sup>J. VARANDAS, «Mécia Lopes de Haro (1215?-1270/71)» in AAVV, *op. cit.*, p. 320. A. OLIVEIRA, *op. cit.*, p. 436.

<sup>17</sup>F. F. FIGANIÈRE, *op. cit.*, p. XIII.

<sup>18</sup>P. MERÊA, «O dote nos documentos dos séculos IX-XII (Astúrias, Leão, Galiza e Portugal)», in P. MERÊA, *Estudos de Direito Hispânico Medieval*, vol. I, Coimbra, Universidade, 1952, p. 63.

<sup>19</sup>F. F. FIGANIÈRE, *op. cit.*, p. XVIII.

<sup>20</sup>I. BECEIRO PITA, «Los dominios de la familia real castellana (1250-1350)», in *Genesis medieval del Estado Moderno: Castilla y Navarra (1250-1370)*, Valladolid, Ambito Editores, S. A., 1987, p. 79.

<sup>21</sup>F. F. BENEVIDES, *Rainhas de Portugal. Estudo Histórico*, Lisbon, Typographia Castro Irmão, 1878

sation the groom was required to pay for consummating the marriage in order to create a family. Until the fifteenth century, marriage contracts still made reference to this payment to the bride, but explained that it was made «for the honour of her lineage and body»<sup>22</sup>.

There is no evidence of Roman juridical influence on Portuguese royal marriages before the second half of the thirteenth century, when Dinis, fifth king of Portugal, married Isabel of Aragon<sup>23</sup>. It is commonly thought that this queen was the first one to carry a dowry for her spouse. In exchange for this dowry, before the wedding ceremony (*propter nuptias* or *ante nuptias*), Dinis apparently conceded to her, for life, three royal towns which formed part of the marriage contract negotiation<sup>24</sup>. However, the new queen would not profit from the royal fees and rents nor from the patronage of the town churches until another donation had taken place five years after the wedding<sup>25</sup>. At the beginning of her reign as queen, however, Isabel received a considerable number of castles as her dowry in addition to those bestowed upon her previously. Finally, in 1307, fifteen years after the wedding, she would see her revenue increase with the concession of one more town<sup>26</sup>.

It is particularly important to study this specific case because we can conclude that each donation made by Dinis to his wife accorded her a variety of intervention rights over, and profit from, her towns. We believe that the *propter nuptias* concession – a Roman legal tradition – did not have any consequences before the end of the fourteenth century when it was bestowed upon a queen at the same time as her dowry (*arras*) and dowries. On the contrary, the concession of the *arras* after the wedding allowed the queen at the time a very large jurisdiction in addition to the royal taxes that *were* transferred to her possession<sup>27</sup>. As liege, the queen had authority over the local officials and her subjects could appeal to her in second and probably in final instances<sup>28</sup>. However, if the concession was granted only as a *mantimento* (the maintenance of the queen's expenses and her household) these jurisdictional capacities were considerably less extensive<sup>29</sup>.

---

(Livros Horizonte, 2007), p. 23. F. F. FIGANIÈRE, *op. cit.*, p. XIII.

<sup>22</sup>A. M. RODRIGUES, «For the Honor of Her Lineage and Body: the Dowry and Dowries of Some Late Medieval Queens of Portugal», *E-Journal of Portuguese History*, 5, nr. 1 (2007), p. 3.

<sup>23</sup>F. F. FIGANIÈRE, *op. cit.*, p. XVIII. F. F. BENEVIDES, 1878, p. 161.

<sup>24</sup>AN/TT, *Chancelaria D. Dinis*, L<sup>o</sup> 1, fl.41: 24 April 1281.

<sup>25</sup>AN/TT, *Chancelaria D. Dinis*, L<sup>o</sup> 1, fls. 201-201 v.: Coimbra, 23 June, 1287.

<sup>26</sup>AN/TT, *Chancelaria D. Dinis*, L<sup>o</sup> 3, fl. 58 v.: Atouguia, 19 October 1307.

<sup>27</sup>F. F., BENEVIDES, *op. cit.*, p. 23-24.

<sup>28</sup>A. M. HESPANHA (*História das Instituições. Época Medieval e Moderna, Coimbra, Livraria Almedina, 1982, p. 285*) thinks that, in legal terms, they acted only as a second instance of appeal.

<sup>29</sup>For instance, Pedro I in a donation to his mother explained that the royal jurisdiction did not include authority towards criminal rights: «os factos crimjnaaes crimjnalmente ententados em que a jurdiçom he e deuseer mjnha e dos meus sucesores» (AN/TT, *Chancelaria D. Pedro I*, L<sup>o</sup> 1, fl. 1).

From the twelfth to the fourteenth centuries, each queen normally inherited a diverse range of towns from her predecessor. Irrespective of the nature of the concession, the queen's dominions belonged to her until her death. The co-existence of two queens was not uncommon: one being married to the ruler and the other the widow of the previous king. Even in this state the queen-mother could still run her patrimony and the new queen had to be given a different set of towns from those belonging to her mother-in-law. In the event of the death of the latter, the goods would be returned to the crown and could eventually be donated to the next queen<sup>30</sup>. Subsequently, daughters-in-law seldom inherited towns from their mothers-in-law and it was more likely that the granddaughters would stand to inherit these towns.

#### IV.

If we focus on the queens from the late fourteenth and the fifteenth centuries, it becomes easier to evaluate the relationship they held with their towns and to define the boundaries between their own jurisdiction and that belonging to the king.

Until this time, as we have seen, each queen had at her disposal a number of small towns that were different from those of her predecessor and from those of her successor. Although these donations were valid throughout her life and therefore could not be granted to a successor while she was alive, nor could be rescinded under any circumstances, there is no real evidence pointing to the queen's household patrimony being stable over time.

By the end of the fourteenth century the rules had changed. Philippa of Lancaster, the wife of João I, received the jurisdiction of six small towns. Despite the fact that, after her death, Montemor-o-Velho was passed over to the estates of her son Pedro<sup>31</sup> and replaced by another town, it should be noted that the constitution of the heritage of the queen had now acquired an unprecedented stability. With few exceptions, the towns donated were Óbidos, Sintra, Alenquer, Torres Vedras, Alvaiázere and Torres Novas; from this point onwards this set of towns would be called «the queen's chamber»<sup>32</sup>, referring to the towns set aside for the upkeep of the queen's household. Whenever there were two queens and two chambers to be

<sup>30</sup>The comparison between the diferente dowers is very revealing: D. A. C. SOUSA, *Provas da História Genealógica da Casa real Portuguesa*, vol. II, 2nd edition, Coimbra, Atlântida, 1947, p. 414.

<sup>31</sup>A claim presented by the town of Montemor-o-Velho to the 1482 parliament assembled in Santarém, recently uncovered by M. H. COELHO (*Montemor-o-Velho a caminho da corte e das cortes*, Montemor-o-Velho, Câmara Municipal de Montemor-o-Velho, 2010, p. 94), demonstrates that the exchange of property rights mentioned became set in stone: *e porque esta villa ficava assy dentro e pertencia assy aas rainhas foy dada ao dito ifante e deram por ella aas rainhas Alwayazer e asy se tirou da coroa reall.*

<sup>32</sup>A. M. RODRIGUES, *op. cit.*, p. 5.

provided for, each of them would only profit from one half of the assemblage, that is, three towns<sup>33</sup>. The new queen would gain access to the entire chamber only after her mother-in-law's death.

When a division between the two chambers became imperative, three of the villages were united as a group – Óbidos, Sintra and Alenquer – and the remaining three as another – Torres Vedras, Alvaiázere and Torres Novas<sup>34</sup>.

Even when the king became a widower and there was no queen in the kingdom, it was commonly accepted that certain towns still belonged to the queen's patrimony and would be taken over by the rightful female claimant. In the absence of a queen, the rights over her towns could be rescinded, but only for a limited period of time after which they would be returned to the possession of the king's next wife.

## V.

There were many occasions for the queens, as liege, to make direct or indirect contact with the small towns they owned. For many of them, however, there is little evidence that they actually lived in or even visited these towns. As married women, the queens would not necessarily go to their towns any more frequently than they did to other royal places; in widowhood we know that some queens moved to one of the small palaces they owned in one of their towns. The queens also invested in their territories, buying houses, wine cellars and sometimes land within their jurisdiction.

In the Municipal Archive of the town of Óbidos, there is a notebook written in parchment and dating back to the first decades of the fifteenth century. The contents of the notebook consist mostly of royal documentation: summaries of royal charters and letters written by the queens and also transcriptions of those letters considered to be of major importance. The notebook, intended to include all the documentation of the municipality, possessed a section for letters and privileges<sup>35</sup>. The letters addressed to the local authorities had, among other authors: Philippa of Lancaster, queen of Portugal; her daughter Elizabeth, the future duchess of Burgundy; and Eleanor of Aragon, her daughter-in-law and successor. For the most part, the letters were written by the royal chanceries. Of these letters, 29 were summarised and sent to the municipality of Óbidos by kings Dinis, Afonso IV, Pedro, Fernando, João I

<sup>33</sup>M. S. SILVA, «Notícia sobre a segunda doação régia de Alenquer, Óbidos e Sintra à Rainha D. Leonor de Lencastre (Évora, 15 de Abril de 1491)», in *A região de Óbidos na Época Medieval. Estudos, Património Histórico, Grupo de Estudos*, Caldas da Rainha, 1994, p. 111-120.

<sup>34</sup>*Ibidem*, p. 111-120.

<sup>35</sup>Arquivo Histórico da Câmara Municipal de Óbidos (AHCMO), *Tombo do Concelho*, fols. 3v.-19.

and Duarte as well as by Queen Philippa of Lancaster<sup>36</sup>; the remaining 22 are in full, a substantial number of them concerning the administration of Óbidos as part of the queen's domain.

Without the recommendations of the liege ladies of Óbidos, there would have been no documented historical evidence available today. In the towns that belonged to her jurisdiction, Philippa of Lancaster and her successors imposed the obligation of registering in a book every document sent to them, by them or by the kings, as well as the registering of other diplomas of interest<sup>37</sup>. Public access was granted to the content of the royal messages through public reading and by permission of the king and queen. The period during which Philippa of Lancaster conducted the queen's household was thus essential to its structuring as an autonomous institution within the royal court.

## VI.

The status of liege lady of these royal towns allowed the queen jurisdictional rights, which is to say, it allowed her to exert a certain authority over the local population, mainly from the judicial point of view.

It is difficult to determine the extent of these rights for the first queens. It is known that they normally received, as a complement to their dominion, the patronage of churches in their villages and, sometimes, the right to appoint the castle governor (the *alcaide*) who, nevertheless, had to swear fealty to the king, and who was responsible for all the military issues. The royal diploma of 13 September 1375 authorised the queen, the king's brothers, and other important characters in the kingdom to exercise the right of civil and criminal jurisdiction but only under the form of «intermediate» jurisdiction<sup>38</sup>. They had, moreover, other barriers regarding the exercise of royal authority such as the *correição* (a disciplinary action) which was considered to be indisputable. After the concession of king Fernando to his wife in dowry and dower, *propter nuptias*, the jurisdiction of the royal proprietors came always to be described as being «high and low», to allow for the exercise of «mere and mixed empire» (that is, of sovereign and judicial powers), apparently without any restrictions<sup>39</sup>.

<sup>36</sup>Fls.3 v.-5v., 6 r.

<sup>37</sup>AHCMO, *Tombo do Concelho*, fol. 6 v.: 5 April 1410.

<sup>38</sup>A. M. HESPANHA, *op. cit.*, p. 285.

<sup>39</sup>AHCMO, *Tombo do Concelho*, fols. 11-12; fols. 12-13; AN/TT, *Gaveta 17, Maço 2*, nr 13; *Chancelaria D. Afonso V*, L<sup>o</sup> 25, fol.51v; *Chancelaria D. Dinis*, L<sup>o</sup> 1, fols. 201-201 v.; *D. Fernando*, L<sup>o</sup> 2, fol. 60 b. and L<sup>o</sup> 1, fols. 107b and 108a.

A royal charter from João I addressed to his wife, Philippa, shows that the boundaries between the jurisdiction of the queen, through her officials, and that of the king within the queen's domains were not clear. The monarch explains that Philippa was displeased with royal officials who were meting out constant abuses within her jurisdiction area<sup>40</sup>. According to the queen, the king's officials used to send letters on behalf of His Majesty, sealed with the royal seal, to the town authorities within her domains. She considered this to be damaging to her own interests as surveillance of competencies of the local magistrates and manor should be exercised by her through her senior officials. Similarly, Philippa argued, all judicial appeals should go through her.

The undeniable argument, as stated by Philippa, was that these were the processes used in the times of the other queens. Finally, João I prohibited his officials from sending letters, warrants and authorisations, and limited the exercise of their authority over the residents of the queen's domains, except in matters of military nature or with regard to specific or extraordinary taxation.

In 1430, Eleanor of Aragon, Philippa of Lancaster's daughter-in-law would ask King João I to reconfirm this charter<sup>41</sup>. The problem seemed to stem from the difficult separation between the functions of the *corregedor* from the king's court and those that were attributed to the queen's officials. The king specified that even if the queen's domain were administered autonomously, there had to be some exceptions. In the event that most judicial matters – criminal and civil – regarding the local sphere could be resolved by the queen's magistrate (the *ouvidor*) in cases involving people so powerful that the queen's official dared not judge, or on issues that had dragged on in time, the king advised that no decision be taken without his knowledge of the subject and his advice. In the cases of crimes involving death, injury or theft the royal officials could make arrests, since the defendants were then conducted to the ombudsman of the queen as liege lady. In addition, when the whole court was staying in one of the lands of the queen, the king's deputy could and should plan travel, look after the maintenance of the court and take responsibility for everything regarding its installation at the site.

As to the local population, it seemed to regard the queen's power as intermediating between the king's own administration and the local authorities. They appealed to the queen in search of support for the measures imposed by the municipalities on the population, in search of solidarity in the performance of some tasks that were in the interest of the people, for instance the cleaning of rivers or the building of foun-

<sup>40</sup>AHCMO, *Tombo do Concelho*, fols. 11-12.

<sup>41</sup>ANTT, *Gaveta 17, Maço 2*, nr 13: Óbidos, 29 September 1430.

tains, bridges and sidewalks<sup>42</sup>. Even the local clergy might ask the queen, as lady of the town, to interfere on their behalf. We also notice that any active intervention by the queens inside their towns generated a strong resistance, as was the case when itinerant judges, coming from outside the towns, were by her nominated.

In each town the queen had at least one notary-public, who often also served as the municipal registrar, but there were specific offices to monitor and collect all rights and rents that belonged to her<sup>43</sup>. Her patrimony represented mainly economic resources with which her household could be sustained<sup>44</sup>. Storekeepers and stewards seem to have been the most active employees of the queen<sup>45</sup>, receiving all rights granted by the kings to their queens in specific locations. The queen's officials were therefore able to collect the rural taxes, *jugadas* – on semi-cultivated areas (which needed at least a team of oxen in order to plough the area) – an eighth of everything that was produced in this area, and to agree to any request that the ladies understood to do to their town's inhabitants. Sometimes requests were made for cereals such as wheat or barley for the household maintenance staff, at other times for clothes and lodging for the queen's officials and also to lepers coming to her domains for healing in local medicinal waters. Occasionally, the officials would also express their concern that farmlands were being adequately exploited, by sending their men to inspect the agrarian activities.

Finally, both the queens and their officials could also make demands for lodgings, bedding and maintenance in each one of their towns, and especially inside the towns' churches, through the right of patronage<sup>46</sup>.

As a result, despite the fact that some of the towns belonging to the queens were never visited by them, the inhabitants still felt they were under jurisdiction of the queen because this territory carried charges and expenses, and because their queenly owners were keen to make their mark, establishing monasteries and other religious houses, and at times even a palace for themselves or future queens.

<sup>42</sup>AHCMO, *Tombo do Concelho*, fls. 7 r.-7 v.; 18 v.-19 r.

<sup>43</sup>ANTT, *Estremadura*, L<sup>o</sup> 4, fls. 277 v.-278; *Chancelaria D. Afonso V*, L<sup>o</sup> 2, fls. 18-19; AHCMO, *Tombo do Concelho*, fls. 14 v.-16.

<sup>44</sup>M. S. SILVA, «Os primórdios da Casa das Rainhas de Portugal», in *Raízes Medievais do Brasil Moderno*, Lisbon, Academia Portuguesa da História/Centro de História da Universidade de Lisboa/Centro de História da Sociedade e da Cultura da Faculdade de Letras da Universidade de Coimbra, 2008, p. 27-41.

<sup>45</sup>ANTT, *Chancelaria D. Afonso V*, L<sup>o</sup> 2, fol. 19 (1440), *Tombo do Concelho de Óbidos*, fol. 8 (Óbidos, 9 July 1414); *Colegiada de São Pedro e Santiago, Maço 3* [nr 13], pp. 21-24 (Óbidos, 2 November 1418), [nr 24] (Óbidos, 24 February 1425), [nr 6] (Sintra, 1 August 1426), [nr 15], fols. 27-29 / *Ibidem*, *Maço 1*, nr 15 (Óbidos, 15 October 1426; Óbidos, 28 April 1431), *Maço 1*, nr 5/*Maço 3* [nr 19] (Óbidos, 10 August 1435), [nr 5] (1446), *Maço 1*, nr 21 (Lisbon, 6 October 1447), *Estremadura*, L<sup>o</sup> 5, fols. 5 v.-6 (Avis, 14 December 1468).

<sup>46</sup>A. M. RODRIGUES; M. S. SILVA, «Private properties, seigniorial tributes and jurisdictional rents: the income of the Queens of Portugal in the Middle Ages», in *Women and Wealth in Late Medieval Europe*, Th. EARENFIGHT (ed.), New York, Palgrave Macmillan, 2010, p. 209-228.

# Social Identities in the Small Towns of Southern Italy Between the Medieval and Early Modern Period Historiography and New Approaches. Presentation of a project

*Bianca de Divitiis*

*ERC/HistAntArtSI project - University of Naples Federico II*

This essay presents the first results of a five years interdisciplinary project funded by the European Research Council, called HistAntArtSI<sup>1</sup>. The project aims to study how historical memory, antiquarian culture and artistic patronage were used to construct social identities in the centres of continental southern Italy between the late medieval and early modern period.

The HistAntArtSI project starts from the belief that southern Italy has for a long time been relegated to the margins of the history of Renaissance Italy and Europe. Overrun by foreign rulers from the 12th century, southern Italy has always been regarded as a uniform monarchical, baronial and rural region, which lagged behind the rest of Italy and Europe.

This is an abstract image which derives from the anachronistic projection of a more recent situation of southern Italy onto the more distant past, and from the inadequate interpretative categories, such as «centre and periphery» or «development and underdevelopment» by means of which Southern Italy has hitherto been considered.

This project is challenging all such established and traditional historiographical prejudices by rediscovering the urban dimension and role of the local elites in

---

<sup>1</sup>ERC HistAntArtSI project n. 263549. Project full title: *Historical Memory, antiquarian Culture, Artistic Memory: Social Identities in the Centres of Southern Italy between the Medieval and Early Modern Period*. The research leading to these results has received funding from the European Research Council under the European Community's Seventh Framework Programme (FP7/2007-2013) / ERC Grant agreement n. 263549; ERC-HistAntArtSI project, Università degli Studi di Napoli Federico II, Principal Investigator Bianca de Divitiis. [www.histantartsi.eu](http://www.histantartsi.eu)





Figure 2 – Nola, Palace of Orso Orsini (c. 1470).

The city of Nola's identity was determined by the long and stable dominion of the feudal family and its ancient past was particularly enhanced by the urban and architectural works commissioned by count Orso Orsini.<sup>2</sup>

<sup>2</sup>G. VINCENTI, *La contea di Nola dal secolo XIII al XVI*, Napoli 1897. T. R. TOSCANO (ed.), *Nola e il suo territorio dalla fine del Medio Evo al XVII secolo. Momenti di storia culturale e artistica*, Castellammare di Stabia 1996.



Figure 3 – Reconstruction of the ancient Capua (today Santa Maria Capua Vetere), from Francesco Granata, *Storia civile della fedelissima città di Capua*, Naples, 1752-1756.

In Capua instead the architectural and urban configuration reflected the political status of the city, where no baronial family had exclusive domination as well as the importance of Capuan citizenship throughout the Kingdom<sup>3</sup> [Figures 3-4].

<sup>3</sup>F. GRANATA, *Storia civile della fedelissima città di Capua*, 3 vols., in Napoli, nella stamperia Muziana, 1752-1756. F. SENATORE, «Gli archivi delle universitates meridionali: il caso di Capua ed alcune considerazioni generali», in *Archivi e comunità tra Medioevo ed età moderna*, a cura di A. BARTOLI LANGELI et al., Siena 2009, p. 447-520.



Figure 4 – Capua, Palace with ancient *stelae* in the portal jambs (15th century).

Finally in Sessa, even though the discontinuities in its government resulted in a less uniform urban policy, its identity was based on a deeply rooted sense of the ancient origins of the city<sup>4</sup>.

<sup>4</sup>A. TOMMASINO, *Sessa Aurunca nel periodo aragonese*, Ferrara, 1997. M. E. VENDEMIA, «Sessa Aurunca», in *Dizionario dei centri abitati della Campania medievale*, [http://www.cittacampane.org/dizionario\\_citta.htm](http://www.cittacampane.org/dizionario_citta.htm)



Figure 5 – Sessa Aurunca, Castle (12th-16th century).

Rather than being minor centres, the cities of Nola, Capua and Sessa controlled a large territory and, when seen from a European perspective, were fully comparable in demographic terms with the cities of northern Europe, some of which had only a few thousand inhabitants but were still regarded as cities.

Furthermore, even though each city had different histories of local administration, the élite of all three, far from being slow or backward were responsible for improving the urban environment of their respective cities and proved capable of choosing their own forms of self-representation by strategically evoking their ancient origins in order to enhance their contemporary identity.

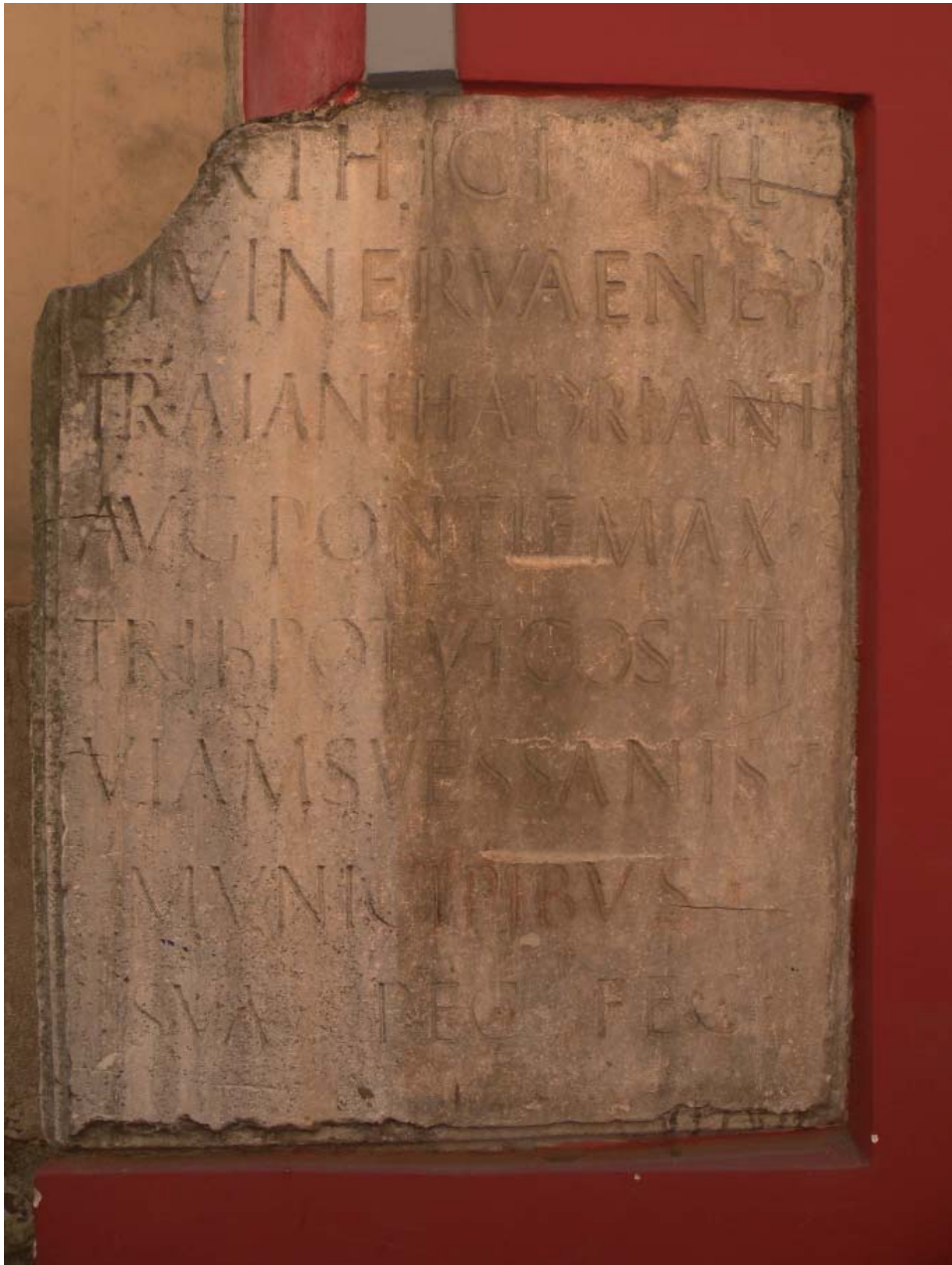


Figure 6 – Ancient inscription on the *decumanus maior*.

(Cette page a été laissée intentionnellement blanche)

# Quand les médiévistes arrivent aux petites villes

*Adelaide Millán da Costa*  
*Universidade Aberta*

Dans l'avant-propos, nous avons énoncé la question centrale du thème de recherche dans lequel s'inscrit ce livre, à savoir de déterminer les conditions minimales nécessaires pour qu'une communauté territoriale organisée puisse être considérée comme faisant partie du monde urbain, dans l'espace chrétien occidental au Moyen Âge. La lecture des études réunies ici n'a pas permis un éclaircissement des concepts employés par les médiévistes pour saisir les « petites villes ». Au contraire, elle a élargi la question initiale, ce qui est encore plus stimulant.

L'ambition de définir des catégories communes d'appréhension des petites villes est éloignée de nos objectifs immédiats. En effet, notre démarche se situe actuellement à un stade initial, visant à constater l'étendue de la divergence lorsque certains médiévistes abordent le thème. C'est pourquoi les textes n'ont pas été organisés selon des critères chronologiques ou géographiques précis.

Les dénominateurs d'encadrement présentés dans chaque texte sont en effet assez différents. Les auteurs ont élu comme cadre territorial d'analyse tantôt les royaumes ou les régions historiques et géographiques, et tantôt plusieurs villes ou seulement une. Par ailleurs, les approches du thème sont transversales, à savoir : les relations établies entre grandes, petites et moyennes villes ; les liens qui unissent les communautés inscrites dans une « région » quelles que soit les prémisses utilisées pour la saisir ; le même statut juridique des agglomérations dispersées sur le territoire.

Mais cette pluralité nous permet également de relever différents critères afin de catégoriser les villes, ce que constitue un point de richesse supplémentaire pour l'analyse.

En effet, María Asenjo nous offre une vue d'ensemble des agglomérations existantes dans le royaume de Castille et explore les critères qui permettent de les hiérarchiser. En centrant sa recherche à Billom, une localité située en Auvergne, Areal Thomas fait un plan serré des facteurs qui la définissent en tant que ville. Andrea Longhi aborde la dynamique des chantiers urbains dans les « presque villes » dans la région subalpine occidentale du Piémont, jouant avec la notion féconde de construction de l'espace physique et mental. Maria Álvarez et Alvaro Solano situent leur analyse dans les Asturies, une région périphérique du royaume de Castille, en nous présentant les éléments urbains de deux *villes nouvelles* – Avilez et Puebla de Malayo. Dans le même royaume, mais cette fois au Pays Basque, Sergio Martinez étudie une série de vilas, situées dans les différentes provinces de cette région qui ont manqué leur essor urbain. Ana Leitão décrit la formation d'un réseau de communautés humaines dans la Serra de São Mamede, un territoire qui est tout à la fois montagneux et frontalier entre le Portugal et la Castille. Manuela Santos Silva aborde un groupe de petites villes « du haut », c'est-à-dire à partir de leur intérêt patrimonial et juridictionnel pour les reines portugaises. Enfin, Bianca de Divitiis nous fait une brève présentation d'un projet européen qui s'occupe de la stratégie adoptée par trois villes du sud de l'Italie pour revendiquer un passé glorieux.

Les dissemblances conceptuelles observées dans les textes de ces différents auteurs sont évidentes. Ils ne sont même pas d'accord sur la définition de la catégorie de ville médiévale, au-delà de la notion formelle (et pas opérationnelle pour la recherche historique !) de ville en tant que siège épiscopal.

La lecture de ces textes (et de plusieurs autres) nous amène à conclure qu'il existe une chaîne complexe d'éléments d'identification urbaine à laquelle les communautés territoriales obéissent plus ou moins. Et le problème réside dans les conditions impératives pour qu'une agglomération humaine soit considérée comme une ville, puisqu'il existe des zones d'ombre. À vrai dire, ce problème n'est qu'un artifice, un stratagème pour déclencher la réflexion sur les petites villes en Europe. En effet, il ne faut pas remplacer la vieille quête historiographique des origines par la recherche stérile de la ligne qui sépare les vrais centres urbains de ceux que ne le sont pas. Parce qu'une ville existe toujours « par rapport à », dans un certain contexte historique et géopolitique.

Nous croyons que, lorsque l'on aborde les petites villes, l'autonomie juridique et le domaine juridictionnel deviennent les critères fondamentaux de leur définition. En effet, il faut avant tout qu'une communauté territoriale détienne un

statut juridique particulier, reconnu par les pouvoirs supérieurs, avec une capacité de gouvernement et d'exercice de la justice (en première instance), et il faut aussi qu'elle domine un territoire plus ou moins vaste. C'est probablement une vision très juridique qui n'intègre pas d'importants éléments que les auteurs des études réunies ici ont souligné. Il ne s'agit pas de minimiser les « fonctions urbaines » et les « signes extérieurs d'urbanité », mais simplement de mettre l'accent sur les éléments minimaux d'un centre au Moyen Âge.

Et, suivant cette approche, nous décrivons un ensemble d'indicateurs, basés sur la lecture des textes, et qui correspond à une démarche préliminaire dans le but d'énoncer des perspectives de recherche sur les petites villes.

Avant tout, il faut faire une distinction élémentaire entre les critères d'identification/classement des villes : (i) ceux qui ont été conçus par les contemporains et (ii) ceux qui correspondent aux questionnements des historiens.

Dans le premier domaine, vital pour permettre de cerner l'identité des petites villes (l'identité que ses habitants ou les pouvoirs internes formulent ou simplement acceptent et l'image élaborée par des sujets exogènes) on identifie :

- Les critères de hiérarchisation des villes dans le discours de la Couronne et des seigneurs.
- Les critères de hiérarchisation des villes et la comparabilité établie entre elles dans leurs discours.
- Le discours identitaire de chaque ville (discours idéologique).

Dans le deuxième domaine, on peut énoncer :

*Statut juridique des villes :*

- Reconnaissance formelle de l'autonomie de la communauté (charte de franchise).
- Privilèges obtenus par les villes de la Couronne ou des seigneurs.
- Privilèges demandés par les villes au roi ou aux seigneurs.
- Coutumes et lois locales.
- Identité juridictionnelle (à qui appartiennent les villes).
- (In)dépendance juridictionnelle vis-à-vis d'autres villes (administrative, judiciaire).
- Cadre du gouvernement local (organisation, complexité, autonomie).
- Territoire sous la juridiction de la ville.

*Statut des villes dans le système politique :*

- Représentation dans les assemblées d'états.

- Siège de l'administration régionale du roi (fiscalité, organisation militaire, judiciaire, administrative).
- Siège de l'administration du territoire d'un seigneur.
- Lieu de résidence (habituelle) du roi ou du seigneur.
- Les villes en tant que points de domination territoriale des rois et des seigneurs.
- Le statut des villes dans le système politique dans la temporalité : les moments ou conjonctures de stratégie de création des (ou d'investissement dans les) villes.
- Capacité démontrée par une ville de mobilisation politique des autres villes.

*Rôle des villes dans les réseaux* : (le cadre base à déterminer dans chaque étude)

- Le concept de « ville par rapport à » ... centralité/domination/rapports.
- Articulation des villes avec la géographie du territoire.
- Articulation juridictionnelle entre les villes.
- Articulation des structures religieuses et de la religiosité entre les villes.
- Articulation économique entre les villes
- Articulation politique entre les villes.
- Mobilité des biens, services, personnes.

Voilà quelques perspectives de recherche permettant, nous l'espérons, de rendre compatibles les différentes approches qui émergent lorsque les médiévistes abordent les petites villes.

(Cette page a été laissée intentionnellement blanche)

“Si la dimension urbaine de quelques grandes agglomérations médiévales est incontestable, celle d’autres villes, de moindre taille, relève du domaine du probable. Toutefois, ce constat n’a été que très rarement érigé au rang de problématique historiographique. Les monographies sur les villes et les synthèses sur le fait urbain au Moyen Âge se multiplient, de sorte que l’application de la taxonomie devient courante : grandes, moyennes ou petites villes. Mais lorsqu’on se demande à quoi elle correspond dans l’historiographie de chaque pays, force est d’admettre que nous entrons alors dans un champ conceptuel incertain qui rend de surcroît difficile toute comparaison à une échelle supérieure.”

*Adelaide Millán da Costa, Avant-propos*



**Apoio:**

**FCT** Fundação para a Ciência e a Tecnologia  
MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO E CIÊNCIA

